

MINISTÈRE DE LA CULTURE ET DE LA COMMUNICATION

Bulletin officiel

Septembre 2012

Directeur de la publication : Jean-François Collin
Rédactrice en chef : Pascale Compagnie
Secrétaire de rédaction : Éric Rouard
Contact : Véronique Van Temsche

Imprimerie du ministère des Finances

Ministère de la Culture et de la Communication
Secrétariat général
Service des affaires financières et générales
Sous-direction des affaires immobilières et générales
Mission de la politique documentaire
182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1. Tél : 01.40.15.38.29.

Abonnement annuel : 50 €

ISSN : 1295-8670 (version imprimée)
ISSN : 2105-2441 (version en ligne)

SOMMAIRE

Mesures de publication et de signalisation

Administration générale

- Page 7 Arrêté du 25 septembre 2012 autorisant l'ouverture, au titre de l'année 2012, d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint administratif de 1^{re} classe (femmes et hommes) du ministère de la Culture et de la Communication.
- Page 7 Directive nationale d'orientation n° 2012/011 du 26 septembre 2012 pour 2013-2014-2015.

Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou

- Page 30 Décision n° 0142-N du 21 septembre 2012 portant modification n° 3 à la délégation de signature du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.
- Page 31 Décision n° 0148-N du 27 septembre 2012 portant modification n° 4 à la délégation de signature du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Création artistique - Arts plastiques

- Page 32 Arrêté du 17 septembre 2012 relatif à l'élection du représentant du personnel et de son suppléant au conseil d'administration de l'Académie de France à Rome.

Création artistique - Musique, danse, théâtre et spectacles

- Page 33 Décision n° 16/2012 du 5 septembre 2012 portant délégation de signature à la Cité de la musique.

Éducation artistique - Enseignement - Recherche - Formation

- Page 33 Décision du 4 septembre 2012 modifiant la délégation de signature en date du 8 novembre 2011 (direction des études) de l'École nationale supérieure des beaux-arts.
- Page 34 Décision du 4 septembre 2012 portant délégation de signature à l'École nationale supérieure des beaux-arts.
- Page 34 Circulaire n° 2012/012 du 24 septembre 2012 relative aux modalités d'attribution des aides à la mobilité des étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture.

Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture

- Page 36 Décision n° 2012-92 du 19 septembre 2012 portant délégation de signature à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.

Patrimoines - Archéologie

- Page 36 Décision n° 2012-DG/12/054 du 3 septembre 2012 portant délégation de signature à la directrice interrégionale Centre - Île-de-France par intérim et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).
- Page 38 Décision n° 2012-DG/12/055 du 6 septembre 2012 portant délégation de signature au directeur du développement culturel et de la communication et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).
- Page 39 Arrêté du 11 septembre 2012 portant modification de la composition du Conseil national de la recherche archéologique.
- Page 39 Décision n° 2012-DG/12/0059 du 11 septembre 2012 portant délégation de signature au directeur interrégional Rhône-Alpes - Auvergne et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).
- Page 41 Décision n° 2012-DG/12/061 du 14 septembre 2012 portant délégation de signature au directeur interrégional Grand-Est-Sud et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).
- Page 42 Décision n° 2012-DG/12/063 du 20 septembre 2012 portant délégation de signature au directeur de l'interrégion Grand-Ouest et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).
- Page 44 Décision n° 2012-DG/12/064 du 21 septembre 2012 portant délégation de signature au directeur interrégional Grand-Sud-Ouest et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Patrimoines - Monuments historiques

- Page 45 Convention du 26 juin 2012 entre la Fondation du patrimoine et M. Jean-Pierre Guemas, propriétaire d'un immeuble classé au titre des monuments historiques sis 6, rue Saint-Louis 17000 La Rochelle.
- Page 48 Convention du 17 juillet 2012 entre la Fondation du patrimoine et M. Jean Bonnet, gérant de la SCI « Château de Vins » pour un immeuble sis lieudit « Les Près du Château » 83170 Vins-sur-Caramy.
- Page 51 Convention du 23 juillet 2012 entre la Fondation du patrimoine et M. François-Régis de Lille de Loture, propriétaire d'un immeuble classé au titre des monuments historiques sis lieudit « Montriou » 49460 Feneu.
- Page 54 Décision n° 2012-21 S du 6 septembre 2012 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.
- Page 55 Arrêté du 7 septembre 2012 portant règlement intérieur de la Commission nationale des monuments historiques.

Patrimoines - Musées

- Page 60 Note-circulaire n° 2012/010 du 19 juillet 2012 relative à la problématique des matériels d'étude et à la méthodologie préalable à l'affectation de certains de ces biens aux collections des musées de France.

- Page 65 Décision DFJ/2012/ du 3 septembre 2012 abrogeant la décision du 15/12/2006 nommant un régisseur d'avances pour le paiement de dépenses du département des antiquités égyptiennes du musée du Louvre concernant ses activités de fouilles au Soudan.
- Page 66 Décision DFJ/2012/ du 3 septembre 2012 nommant un régisseur d'avances auprès du département des antiquités égyptiennes du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles au Soudan.
- Page 67 Décision n° DFJS/DAMC/2012/14 du 4 septembre 2012 portant délégation de signature au musée du Louvre.
- Page 67 Arrêté du 6 septembre 2012 portant nomination (régisseur d'avances et de recettes) au musée national de la Préhistoire des Eyzies-de-Tayac.
- Page 68 Décision du 7 septembre 2012 portant délégation de signature au musée Rodin.
- Page 69 Décision n° 2012-59 du 11 septembre 2012 portant délégation de signature à l'Établissement public des musées d'Orsay et de l'Orangerie.

Propriété intellectuelle

- Page 74 Arrêté du 14 septembre 2012 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Ingrid Albenque).
- Page 74 Arrêté du 14 septembre 2012 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Fabrice Fouquet).
- Page 74 Arrêté du 14 septembre 2012 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Valérie Portrat).
- Page 75 Arrêté du 14 septembre 2012 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Lydie Watha).
- Page 75 Arrêté du 14 septembre 2012 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Évariste Wayaridri).
- Page 75 Arrêté du 14 septembre 2012 portant abrogation de l'arrêté du 1^{er} juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. David Tuahivaatetonohiti).
- Page 76 Arrêté du 24 septembre 2012 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Philippe Nelva-Pasqual).

Mesures d'information

Page 76 **Relevé de textes parus au *Journal officiel***

Page 83 **Réponses aux questions écrites**
(Assemblée nationale et Sénat)

Divers

Page 84 Annexe de l'arrêté MCCC1232752A du 7 septembre 2012 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO* du 20 septembre 2012) (Digne-les-Bains).

Page 85 Annexe de l'arrêté MCCC1232751A du 7 septembre 2012 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO* du 15 septembre 2012) (Fontenay-le-Comte).

Page 86 Annexe de l'arrêté MCCC1232748A du 7 septembre 2012 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au *JO* du 15 septembre 2012) (Vienne).

Page 88 Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 12S).

Page 91 Liste des architectes diplômés d'État ayant obtenu l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en leur nom propre (Lot 12T).

Page 92 Liste des élèves ayant obtenu le diplôme, au titre de l'année 2012, de restaurateur du patrimoine (diplôme conférant le grade de master à ses titulaires).

Page 93 Bulletin d'abonnement.

Mesures de publication et de signalisation

ADMINISTRATION GÉNÉRALE

Arrêté du 25 septembre 2012 autorisant l'ouverture, au titre de l'année 2012, d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint administratif de 1^{re} classe (femmes et hommes) du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires, ensemble la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'État.

Vu le décret n° 2005-1228 du 29 septembre 2005 modifié relatif à l'organisation des carrières des fonctionnaires de catégorie C ;

Vu le décret n° 2006-1760 du 23 décembre 2006 modifié relatif aux dispositions statutaires communes applicables aux corps d'adjoints administratifs des administrations de l'État ;

Vu l'arrêté du 3 avril 2007 fixant les règles d'organisation et de déroulement de l'examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint administratif de 1^{re} classe du ministère de la Culture et de la Communication,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Est autorisée, au titre de l'année 2012, l'ouverture d'un examen professionnel pour l'accès au grade d'adjoint administratif de 1^{re} classe (femmes et hommes) du ministère de la Culture et de la Communication.

Art. 2. - Le nombre total de postes offerts à cet examen est fixé à 7.

Art. 3. - Les inscriptions se feront du 18 octobre au 15 novembre 2012 inclus, prioritairement *via* Internet (<http://concours.culture.gouv.fr>) ou, en cas d'impossibilité d'accéder à Internet, par dossier papier demandé par courrier, adressé au ministère de la Culture et de la Communication, secrétariat général, service des ressources humaines, sous-direction des politiques de ressources humaines et des relations sociales, département du recrutement, de la mobilité

et de la formation, pôle recrutement et parcours professionnels, 182, rue Saint-Honoré - 75033 Paris Cedex 01 (joindre une enveloppe de format 22,9 cm x 32,4 cm, timbrée à 2,30 €).

Les dossiers d'inscription non dématérialisés et les compléments de télé-inscription devront être retournés exclusivement par la poste, à l'adresse ci-dessus mentionnée, au plus tard le 15 novembre 2012, cachet de la poste faisant foi.

Aucune demande de dossier hors délai, aucun dossier posté hors délai ne pourra être pris en considération.

Art. 4. - L'épreuve écrite se déroulera le 6 décembre 2012 à Paris.

Art. 5. - La composition du jury fera l'objet d'un arrêté ultérieur de la ministre de la Culture et de la Communication.

Art. 6. - Le chef du service des ressources humaines du ministère de la Culture et de la Communication est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour la ministre et par délégation :

Le sous-directeur des politiques de ressources humaines
et des relations sociales,
Christian Nègre

Directive nationale d'orientation n° 2012/011 du 26 septembre 2012 pour 2013-2014-2015.

Note à l'attention de

Messieurs les préfets de région,

Direction régionale des affaires culturelles,

Direction des affaires culturelles.

PJ : Quatre annexes (programmes 175, 131, 224, 334)

Dans un contexte budgétaire qui nécessite de faire des choix et de définir des priorités, j'ai décidé de porter une attention particulière aux crédits déconcentrés de l'État et à la relation que les services du ministère de la Culture et de la Communication entretiennent avec les collectivités territoriales partenaires des politiques culturelles. La présente directive et ses annexes doivent vous permettre de définir votre programmation budgétaire, en rapprochant les axes principaux de la

stratégie de politique culturelle que je vous propose du diagnostic territorial mené dans votre région et des opportunités d'actions à construire avec l'ensemble de vos partenaires : autres services de l'État, collectivités, acteurs culturels. Vous avez vocation à réunir les acteurs privés et publics de la culture et à jouer le rôle nécessaire de « tiers médian », dans cet univers si particulier et sensible de la culture.

I- Dialogue et partenariat avec les collectivités

Un dialogue et un partenariat renouvelés avec les collectivités territoriales vont vous permettre de participer au nouvel acte de la décentralisation pour recréer un mouvement et une dynamique dans le cadre actuel de la clause de compétence culturelle partagée entre l'État et les collectivités, dont les enjeux et modalités doivent être mieux définis et clarifiés.

Si l'État doit assumer ses compétences régaliennes, notamment en matière de patrimoine, d'espaces protégés ou de contrôle des enseignements artistiques, il lui revient tout autant de veiller à accompagner l'ensemble des acteurs des politiques culturelles, en mobilisant ses services « métiers » dans une vision prospective, en utilisant ses connaissances sur l'ensemble des champs culturels pour articuler, au plus près des réalités sociales et économiques des territoires, les enjeux de la conservation du patrimoine, de la création artistique et du développement des industries culturelles.

Les éléments que vous m'avez transmis sur les relations que vous entretenez avec les différents niveaux de collectivités ont renforcé mon souhait que soit mis en place, autant que faire se peut, une instance de dialogue avec celles-ci sur chaque territoire régional, qui serait une reprise du conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel (CCDTC). Je souhaite que, dans le cadre d'un fonctionnement renouvelé des rapports que vous entretenez avec elles, vous en fassiez un lieu de mise en cohérence et d'articulation des politiques publiques pour en assurer la plus grande efficacité. Cette instance participe de mon souhait de rénover la culture de concertation et de dialogue avec les collectivités en les associant plus en amont aux réformes et à la préparation des décisions.

Au-delà des principes généraux de composition et de fonctionnement de ces nouvelles instances, je vous demande dès à présent de me faire des propositions sur des déclinaisons adaptées aux spécificités et aux bassins de vie de votre région, sur les sujets qui seront abordés en son sein et sur le calendrier possible pour les traiter, sur les modalités d'intégration et de rapprochement avec les instances existantes

(COREPS, conférences du spectacle vivant ou des arts plastiques, voire les instances de concertation mises en place par les collectivités).

Ce partenariat renouvelé doit vous permettre aussi de définir une stratégie pour l'égalité des territoires qui organisera vos propositions triennales. La poursuite d'une politique active de contractualisation territoriale est indispensable, afin que les efforts conjoints des collectivités publiques bénéficient aux territoires de manière coordonnée, priorisée et cohérente.

Je vous demande donc d'être présents et actifs dans les négociations qui vont se dérouler en 2013 pour l'élaboration d'une nouvelle génération de CPER. Je souhaite que vous fassiez en sorte que les enjeux artistiques, culturels et patrimoniaux soient, non seulement portés en tant que tels par vous et vos services, mais qu'ils soient pris en compte dans les politiques de cohésion sociale, de développement économique et d'attractivité territoriale.

Je souhaite que vous puissiez notamment vous appuyer pour ce faire sur les fonds structurels européens (FEDER, FSE, FEADER) qui ouvrent des perspectives intéressantes pour des projets culturels. Je vous demande également d'être attentifs aux articulations possibles avec le domaine touristique, en y apportant la valeur ajoutée des secteurs de la création et des patrimoines.

II- Les priorités de votre programmation budgétaire

A - Priorités d'actions

Pour chaque programme les responsables de programme déclinent les orientations nationales dans les annexes jointes. J'attire toutefois votre attention sur les priorités qui suivent auxquelles j'attache une importance particulière et dont je vous demande de me tenir régulièrement informée :

En matière de protection des patrimoines, vous porterez une attention particulière au patrimoine industriel, et d'une façon générale au patrimoine en tant qu'élément de caractérisation des paysages urbains et ruraux. Une réflexion spécifique devra accompagner les décisions de protection quant à la nécessité de délimiter ou non un espace protégé aux abords du monument.

Pour ce qui concerne la qualité du cadre de vie, vous veillerez à la meilleure articulation avec les services des DREAL et des DDT et à une synergie, permettant de limiter l'étalement urbain et de sensibiliser élus et professionnels à ces ressources rares. Par ailleurs, vous veillerez à démocratiser l'accès à la culture architecturale et à promouvoir la qualité architecturale

sur l'ensemble du territoire. La réforme des aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) et les simplifications en cours sur la réglementation des espaces protégés sont autant d'incitations à aller vers un partage de ces responsabilités avec les collectivités territoriales.

En matière de restauration et d'entretien des monuments historiques, votre priorité portera d'abord sur la sécurité des monuments au regard de leur état sanitaire, mais en intégrant une réflexion sur leurs perspectives d'utilisation, en lien avec les territoires, ainsi que sur l'activité économique générée par leur entretien ou leurs usages. Je vous demande de veiller autant que possible à la dimension d'équité territoriale dans l'affectation de vos crédits, en prenant prioritairement en compte les besoins des territoires les moins dotés fiscalement.

Pour ce qui concerne les musées, vous serez très attentifs à la mise en œuvre des récolements décennaux par chaque musée de France et à la sécurisation de leur collection contre le vol. Vous accompagnerez par ailleurs la troisième année de mise en œuvre du plan musée en région qui ne sera pas prolongé au-delà. Au vu du bilan de ce plan que vous m'adresserez, vous pourrez proposer un soutien à des opérations qui répondent aux critères de mise en valeur des collections, de dynamique des publics, d'aménagement du territoire et de mise en réseau. Ces opérations seront susceptibles d'être inscrites aux prochains contrats de plans État/régions.

Dans le domaine de la création, vous poursuivrez la mise en œuvre des mandats de révision des critères d'intervention de l'État en matière de spectacle vivant et d'arts plastiques. Vous veillerez à la bonne articulation des institutions labellisées et des équipes artistiques indépendantes et vous vous attacherez à faire évoluer les agences régionales du spectacle vivant en les recentrant notamment sur des activités opérationnelles d'accompagnement des équipes artistiques et de soutien à la diffusion.

Vous participerez activement au dispositif de structuration de l'enseignement supérieur culture qui se poursuivra dans les 3 années à venir, notamment autour du développement de la dimension de recherche et dans le processus d'intégration des écoles culture dans les pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES).

La lecture, première pratique culturelle, retiendra toute votre attention. Les difficultés que rencontrent actuellement les librairies doivent vous mobiliser pour accompagner le maintien des librairies de création dans les centres villes.

Je vous remercie également d'attacher une attention particulière aux développements artistiques et économiques de la dimension numérique de la culture, en privilégiant la veille et le soutien à l'innovation. Les nouvelles pratiques et les nouveaux outils numériques participent d'une évolution essentielle des modes d'accès à la culture à laquelle je souhaite que notre ministère réponde de manière positive et ouverte, tout en veillant à protéger les conditions d'une rémunération juste des créateurs.

Enfin, je vous appelle à vous emparer prioritairement des enjeux de l'éducation artistique et culturelle, qui seront au cœur de la politique du gouvernement dans les trois années à venir. Elle s'intégrera au nouveau « pacte territorial » que je souhaite voir se tisser entre les services de l'État et les collectivités, dans un objectif partagé de généralisation et d'innovation. Je vous demande donc de privilégier les démarches partenariales et pérennes en plaçant toujours la rencontre vivante avec les œuvres, les artistes, le patrimoine au cœur des projets que vous soutiendrez. Je souhaite une mobilisation collective de l'ensemble de vos services pour poursuivre et amplifier le travail lancé pour remédier à la réelle inégalité d'accès à l'art et à la culture et pour créer les conditions d'une rencontre personnelle avec le processus artistique ou les valeurs patrimoniales. Il s'agit de permettre à chacun, et d'abord aux jeunes, de s'orienter dans une offre culturelle foisonnante en terme de contenus et de supports, mais non hiérarchisée et différenciée. Pour savoir articuler divertissement et discernement. Pour passer du statut de consommateur à celui d'amateur, et même parfois à celui d'acteur de la culture.

Vous veillerez donc à utiliser l'ensemble des ressources et des programmes car la rencontre avec l'art et la culture est multiple et toutes les voies y donnant accès doivent être encouragées. Les crédits du programme 224 doivent vous servir de « ciment » pour l'orientation de ceux des programmes sectoriels, en vous appuyant sur les outils dont vous disposez, comme la charte des missions de service public ou la circulaire sur les labels et réseaux nationaux du spectacle vivant. La fusion des actions 2 et 4 doit vous permettre de mieux articuler les politiques interministérielles et le soutien à l'éducation artistique dans toutes ses dimensions.

Je viens d'annoncer pour les prochaines semaines la tenue d'une concertation nationale sur ce sujet, en lien avec les autres ministères concernés : au premier chef bien sûr le ministère de l'Éducation nationale, mais aussi les ministères de la Jeunesse et des Sports, de l'Agriculture et de la Forêt, de la Ville. Vous serez au cœur de sa déclinaison territoriale, qui devrait vous permettre de préfigurer des dispositifs de concertations

pérennes avec l'ensemble des partenaires, à commencer par les collectivités territoriales.

B - Les moyens de fonctionnement

Les crédits d'intervention sont globalement préservés et, dans certains cas, renforcés. J'ai cherché à maintenir l'appui apporté à la restauration des monuments historiques au niveau constaté en 2012. Car la culture est un atout pour les territoires, pour leur attractivité, leur vitalité et leur dynamisme. Elle peut être à la source de leur renaissance et de leur développement. Je souhaite préserver les emplois qu'elle induit, dans le secteur du patrimoine comme dans celui de la création artistique ; je vous demande une attention particulière à ce sujet.

Les crédits qui vous sont notifiés par ailleurs, notamment en fonctionnement, impliquent de votre part la réalisation d'une programmation sélective et dans certains cas de choix pour ajuster les missions aux moyens. Je souhaite que ces contraintes soient pour vous un levier permettant d'aboutir à une meilleure utilisation des ressources des DRAC, en favorisant le décloisonnement et le travail en commun de vos collaborateurs : le projet de service sur lequel vous vous appuyez pourra évoluer pour accompagner cette évolution.

Ainsi, la collaboration des CRMH et des STAP désormais pleinement intégrés doit pouvoir encore se renforcer, au cas par cas, et je vous recommande d'expérimenter tout mode d'organisation de nature à conforter la pluridisciplinarité du travail des équipes. Vous pourrez vous appuyer sur le projet autorisation de travaux en espace protégé (ATEP).

Il en va de même des autres secteurs, autour d'enjeux transversaux et tout particulièrement de l'éducation artistique et culturelle qui est l'un des axes fort du projet culturel que porte le Gouvernement pour les années à venir. La mise en œuvre du projet « subventions » et sa généralisation doivent vous aider à simplifier vos procédures et faciliter le dialogue entre tous les services, tout en renforçant la lisibilité, pour les professionnels et les collectivités territoriales, des dispositifs de soutien du ministère que vous mettez en œuvre.

Je mesure les efforts de rationalisation qui ont déjà été menés sur votre fonctionnement et je vous demande de poursuivre ce travail de mutualisation des moyens et de diminution des fonctions support, qui pourront porter sur les frais de déplacement ou d'affranchissement. Le secrétariat général se rapprochera de vos services afin de tirer les conséquences du travail de diagnostic conjoint mené

en 2012 sur l'état et le dimensionnement de votre parc immobilier.

Je veillerai au maintien global de l'emploi dans les services déconcentrés du ministère dans les trois années à venir et à la bonne adéquation de vos missions aux moyens dont vous disposez.

Le dialogue de gestion sera organisé selon le calendrier ci-joint. Mon cabinet y sera particulièrement attentif. Je vous demande de me retourner pour le lundi 1^{er} octobre vos propositions de stratégie et de programmation, qui tiennent compte de ces contraintes, dans une perspective d'action sur trois ans.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Aurélie Filippetti

Annexe 1 : Programme 175 - Année 2013

Au titre du programme patrimoines, les orientations stratégiques de l'État en région pour les années 2013-2015 s'articulent comme les années précédentes autour des axes suivants :

- le développement de l'offre patrimoniale sur l'ensemble du territoire dans l'optique de l'accès le plus large à la culture ;
- le soutien à l'accroissement de la richesse patrimoniale de la France et à la promotion de l'architecture et de la qualité architecturale sous toutes ses formes ;
- la conservation et la valorisation du patrimoine comme source de mémoire collective et de ferment de vie en commun.

À l'image toutefois des modifications intervenues dans l'organisation du ministère, il vous revient d'inscrire chacun de ces axes dans une réflexion globale sur les patrimoines. Chaque domaine d'intervention doit être conçu comme un élément d'une stratégie d'ensemble ; dans cet esprit, vous ne devez pas hésiter à donner une priorité aux projets qui symbolisent le mieux l'unité de la politique patrimoniale et architecturale de l'État, notamment ceux relevant de plusieurs actions.

Mesures transversales

Il faut noter l'importance croissante des politiques transverses, dans une approche de plus en plus globale des stratégies architecturales et patrimoniales.

Dans cette perspective, la politique des publics est un axe important : les actions qui visent à l'amélioration et à la diversification de l'offre culturelle en matière architecturale et patrimoniale sont tout à fait primordiales.

Cet objectif appelle un examen des conditions d'accessibilité, de lisibilité et d'interprétation des monuments historiques, des musées, des services d'archives, ainsi que des établissements et sites distingués par un label créé par le MCC (Ville et pays d'art et d'histoire, Patrimoine du xx^e siècle, Jardins remarquables, Patrimoine européen, Maisons des illustres). Il ne saurait être mené à bien sans un soutien à la revalorisation ou à la création des « services des publics » et la professionnalisation des médiateurs conformément, notamment, aux dispositions de la loi relative aux musées de France (2002).

Vous veillerez ainsi :

- dans l'ensemble des établissements patrimoniaux, au développement des publics, en favorisant tant l'augmentation de la fréquentation que la diversification des catégories de visiteurs, tout en vous attachant à l'amélioration de la qualité des visites grâce à un renouvellement des dispositifs de médiation et notamment numériques ;
- à l'accessibilité des publics en situation de handicap dans tous les établissements patrimoniaux en aidant aux diagnostics et à la mise en accessibilité des établissements patrimoniaux, dans le respect de la loi de 2005 sur la cohésion sociale et l'égalité des chances, afin de leur permettre de bénéficier du label « tourisme handicap », et dans l'optique de l'échéance 2015 de la mise en accessibilité de l'ensemble des établissements recevant du public. À ces fins, vous mobiliserez les acteurs locaux autour de dispositifs nationaux incitatifs tel le prix « Patrimoines pour tous, patrimoines pour chacun », destiné à encourager des initiatives en matière de médiation adaptée dans le cadre d'une accessibilité généralisée ;
- à une meilleure connaissance des publics et des actions, en faisant remonter les données chiffrées que vous collecterez sur le territoire, en participant aux enquêtes nationales des publics et en favorisant la création d'outils d'évaluation.

De même, vous encouragerez :

- le développement des actions culturelles à l'attention de tous les publics, notamment de ceux les plus éloignés de la culture dans un souci permanent de démocratisation culturelle. Vous vous appuyerez notamment sur des dispositifs innovants d'action éducative et culturelle pilotés par la direction générale des patrimoines (tels « Les portes du temps ») ;
- la création des services éducatifs et services des publics avec des professionnels de la médiation, en favorisant l'histoire des arts en application de la circulaire d'orientation sur l'éducation artistique et culturelle, la mise en place de conventions de partenariat destinées notamment à valoriser les lieux

patrimoniaux, les réalisations architecturales et les métiers d'art auprès des jeunes (comme les chantiers-écoles), le renforcement de la formation des enseignants, et en poursuivant la mise à disposition des ressources pédagogiques et d'outils de médiation numérique (tels « Histoire par l'image », « Célébrations nationales »...) ;

- les mesures de gratuité catégorielles et événementielles ainsi que la mise en place de tarifs pouvant contribuer à renforcer la fréquentation des établissements patrimoniaux par un public qui s'en tient éloigné, notamment en raison du prix.

Vous êtes également invités à faciliter le bon déroulement des missions de contrôle scientifique et technique de l'État, locales comme nationales, qui pourraient se dérouler dans votre région.

Comme l'a annoncé la ministre lors de la biennale de Venise, le 28 août dernier, une concertation sur l'enseignement supérieur et la recherche en architecture sera lancée à l'automne 2012. Les DRAC seront bien sûr associées à cette démarche ainsi qu'aux suites qui y seront données en 2013.

Vous vous attacherez à défendre la qualité architecturale, à l'instar du patrimoine, comme un levier de l'attractivité de notre territoire pour contribuer au développement économique.

Les actions visant au développement de la recherche sur les patrimoines seront encouragées, en donnant priorité aux partenariats avec le CNRS, conformément à l'accord-cadre national, et en associant les universités et les collectivités.

Concernant le patrimoine culturel immatériel (PCI), vous veillerez à la mise en œuvre de la convention de l'UNESCO pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel. Ratifiée par la France en 2006, elle institue au niveau international une nouvelle catégorie de patrimoine, enjoint aux États parties à cette convention de prendre des mesures pour la sauvegarde et insiste tout particulièrement sur la participation des détenteurs du PCI pour la sauvegarde et les mises en valeur de celui-ci.

Une attention particulière sera apportée aux actions, notamment d'éducation artistique et culturel, visant à :

- une meilleure connaissance du PCI en France, notamment par la réalisation d'inventaires de celui-ci ;
- une sensibilisation des acteurs du PCI à l'importance de la sauvegarde de ce patrimoine ;
- la recherche et l'application de dispositifs de participation de la population visant à la transmission et à la valorisation de ce patrimoine.

Dans les directions régionales où est présent un conseiller pour l'ethnologie, il sera en charge de cette thématique. Dans le cas contraire, il vous appartiendra de désigner un correspondant pour le patrimoine culturel immatériel qui se fera connaître auprès de la direction générale des patrimoines.

Enfin, la sécurité des éléments du patrimoine (prévention des vols et des actes de malveillance, prévention des sinistres) et la lutte contre le trafic illicite des biens culturels constitueront une autre priorité transversale.

Dans ce cadre, votre attention est particulièrement appelée sur les objectifs suivants :

Pour les monuments historiques appartenant à l'État et en particulier les cathédrales et églises :

- la mise en œuvre des mesures de sécurité et de sûreté, y compris l'adaptation des installations techniques et le raccordement au réseau du ministère de l'intérieur RAMSES EVOLUTION II, comme suite aux différents audits réalisés par la direction générale des patrimoines ;
- l'accélération de l'informatisation et de la numérisation, après recensement, des collections conservées dans les édifices. La connaissance précise et actualisée du patrimoine mobilier appartenant à l'État constitue en effet un levier indispensable de la politique de prévention des vols et du vandalisme qui doit concerner tous les patrimoines ;
- la réalisation dans chacune des cathédrales du règlement interne de sécurité incluant le cahier des charges d'exploitation ;
- la rédaction des plans de sauvegarde en lien avec les services départementaux d'incendie et de secours et le département de la maîtrise d'ouvrage, de la sécurité et de la sûreté de la direction générale des patrimoines. C'est une étape indispensable dans la préparation des plans ORSEC pour le patrimoine culturel.

Pour les monuments historiques en général :

- l'incitation des propriétaires publics ou privés de monuments historiques (meubles et immeubles) à prévoir, dans leurs programmes de restauration et dans leurs programmes d'entretien, les mesures de sécurité et de sûreté adaptées. Dans le cadre du contrôle scientifique et technique, il appartient à vos services de faire les recommandations et prescriptions nécessaires.

Pour les musées de France :

- la mise en œuvre de la circulaire du 9 juin 2010 sur la sécurité des musées de France. Il est impératif que

soit prise en compte de manière systématique, dans les projets de création, d'extension ou de rénovation des musées, la question de la sûreté et de la sécurité afin de réduire les risques au maximum. Vous veillerez également à ce que les budgets de fonctionnement soient adaptés pour assurer une maintenance optimale des équipements et que les personnels en charge de l'accueil, du gardiennage et de la surveillance soient prévus en nombre suffisant ;

- l'élaboration, pour les musées qui ne sont pas engagés dans un projet immobilier, d'une cartographie des établissements dont l'état et l'importance à vos yeux mériteraient que soit assurée une vigilance particulière au travers d'une visite de sûreté à même d'apprécier les efforts entrepris et de conseiller les collectivités responsables ;

- l'augmentation du nombre de musées de France raccordés au système RAMSES EVOLUTION II qui permet d'alerter l'état-major départemental de la police afin qu'elle puisse intervenir en cas d'alerte, et ce, quel que soit le mode de gestion de la surveillance mis en œuvre au sein du musée. Aujourd'hui limité à une centaine d'établissements, ce dispositif devra être considérablement étendu au cours des prochaines années.

Outre ces axes transversaux, des orientations sectorielles sont données ci-dessous dans les différents domaines patrimoniaux, en suivant la structure de la nouvelle maquette budgétaire applicable dès 2011 :

- les actions dédiées aux monuments historiques (action 1),
- à l'architecture et aux espaces protégés (action 2),
- aux musées de France (action 3),
- aux archives (action 4),
- à la langue française et aux langues de France (action 7),
- à l'archéologie (action 9).

Action 1 : Patrimoine monumental

Dans le respect des objectifs transversaux mentionnés ci-dessus, vous vous attacherez à poursuivre les objectifs suivants :

*** Protection des monuments historiques :**

- accompagnement de la restructuration des administrations publiques, par l'identification des biens concernés par ces restructurations, et justifiant des mesures de classement ou d'inscription (immeubles et meubles), en particulier si des cessions sont envisagées ;
- poursuite de la révision des protections juridiques anciennes pour les immeubles et les meubles,

conformément à la note du 1^{er} décembre 2008 et à celle du 15 juin 2009, réactualisée en 2012.

*** Récolement et état sanitaire des objets mobiliers protégés au titre des monuments historiques :**

- mise en œuvre du récolement des objets mobiliers propriétés privées et des objets mobiliers relevant du patrimoine industriel, scientifique et technique (patrimoine ferroviaire et maritime en particulier) ;
- établissement d'un état sanitaire des orgues protégées de votre région permettant de prévoir les programmes d'entretien et de restauration adaptés au besoin de ces monuments historiques particuliers et fragiles.

*** Travaux de conservation et de restauration des monuments historiques :**

- maintien d'un niveau optimal de consommation des crédits dévolus aux opérations de restauration de monuments historiques (immeubles, objets mobiliers et orgues) et ajustement des allocations de crédits entre les catégories de propriétaires en fonction de la faisabilité des opérations dans l'année ;
- attribution *a minima* de 10 % des crédits délégués en DRAC au titre des monuments historiques aux travaux menés sur les monuments privés (immeubles et meubles) ;
- réalisation de travaux de réparation et d'entretien selon les besoins des monuments historiques, la cible nationale de 15 % des crédits consacrés à ces travaux devant rester l'un de vos objectifs ;
- étude et mise en place de « plans de gestion » dans les parcs et jardins, garants d'un entretien pérenne et programmé ;
- initiatives en faveur des jardins et domaines créés par André Le Nôtre dans le cadre de la commémoration du 4^e centenaire de sa naissance. Une commission nationale des monuments historiques sur ce thème pourra être organisée dans le courant de l'année 2013.

Outre les travaux de restauration des monuments historiques, la réflexion devra également porter sur l'accès à tous les publics de ceux qui sont ouverts à la visite. D'ici le 1^{er} janvier 2015, tous les établissements recevant du public (ERP) doivent avoir satisfait aux obligations prescrites à l'article 1^{er} - sous-section 5 - du décret n° 2006-555 du 17 mai 2006, soit par l'aménagement des monuments si les travaux à réaliser ne sont pas contraires à sa bonne conservation, soit, par dérogation, par des mesures compensatoires. Vous établirez un bilan des travaux menés, en cours, ainsi qu'un plan d'action en vue d'une commission nationale thématique sur l'accessibilité d'ici fin 2013.

Dans ce secteur, la vigilance des DRAC devra particulièrement se retrouver dans les indicateurs de performance LOLF suivants :

- développement des programmes de travaux d'entretien dans les monuments historiques (OPUS 27) (valeur nationale prévisionnelle 2013 : 15 %) : cet indicateur vise à mesurer l'effort réalisé dans l'année en matière de prévention des risques de dégradation des monuments historiques classés ou inscrits, qu'ils appartiennent ou non à l'État (rapport entre les crédits dédiés à l'entretien et les crédits dédiés à la restauration). Pour information, cet indicateur qui figure dans le PAP du programme patrimoines change de libellé dans ce dernier document à compter de 2013 en vue d'explicitier le mode de calcul : « Part des crédits d'entretien par rapport aux crédits de restauration des monuments historiques » ;
- effet de levier de la participation financière de l'État dans les travaux de restauration des monuments historiques qui ne lui appartiennent pas (OPUS 88) (valeur nationale prévisionnelle 2013 : 2).

L'année 2013 sera l'année du centenaire de la loi du 31 décembre 1913 relative aux monuments historiques et sera l'occasion de dresser région par région un bilan de l'action de protection et de conservation des monuments historiques.

Action 2 : Architecture

Dans le respect des objectifs transversaux mentionnés dans la DNO, vous vous attacherez à poursuivre pour la politique de l'architecture les objectifs prioritaires suivants, qui seront développés dans une circulaire à venir relative, plus largement, à la politique architecturale en région :

*** Démocratiser la connaissance et la culture architecturales pour ne pas circonscrire l'architecture aux seuls professionnels, notamment par le biais d'action auprès du grand public ou encore de l'éducation artistique et culturelle**

À cet effet, les Journées européennes du patrimoine qui sensibilisent déjà à l'architecture du xx^e siècle feront à partir de 2013 explicitement place à l'architecture contemporaine (xxi^e siècle). Il vous reviendra en conséquence de mobiliser les partenaires de l'architecture en région pour proposer en la matière une programmation et des visites donnant toute sa place à ce volet dans les Journées 2013.

Elles pourront être l'occasion de mettre en perspective les différentes initiatives de promotion et de diffusion de l'architecture (prix, mois, semaines, etc.) menées

au niveau régional, qui devront continuer à être soutenues en 2013.

Par ailleurs, vous veillerez, en lien avec l'éducation nationale et plus particulièrement les inspections d'académie, à la pleine prise en compte des thématiques liées à l'architecture et au cadre de vie dans la déclinaison territoriale du Grand projet national pour l'éducation artistique et culturelle. Il vous est notamment demandé d'organiser une sélection des dispositifs et/ou actions menés dans les établissements scolaires de votre région (tous niveaux) qui participent à la sensibilisation et à l'éducation à l'architecture auprès du jeune public, en vue de l'attribution d'un prix récompensant l'établissement le plus actif ou innovant. Vous organiserez la diffusion et la promotion (expositions de réalisations d'élèves, etc.) du prix régional. Les sélections régionales seront valorisées au niveau national.

*** Promouvoir la qualité architecturale et paysagère du cadre de vie en confortant les STAP et les CAUE dans leurs missions de conseil auprès des particuliers, des collectivités territoriales et plus largement des maîtres d'ouvrage**

Sur la base d'un état des lieux du conseil en architecture (CAUE/STAP) qui sera mené d'ici le début de l'année 2013 et pour lequel vous serez sollicités, vous veillerez à mieux articuler les missions de conseil architectural aux particuliers entre les STAP et les CAUE afin de constituer, en application de la loi de 1977 sur l'architecture, un service d'assistance architecturale global et à destination de tous les publics et sur l'ensemble du territoire régional. Les DRAC, et particulièrement leurs STAP, outre leurs compétences régaliennes, ont en effet des missions dans le domaine de la qualité architecturale, urbaine et environnementale au même titre que les CAUE. Pour une meilleure utilisation des ressources et des moyens, pour rendre plus lisible l'action de l'État et en lien avec les DREAL et les DDT, vous conventionnerez avec les CAUE sur la répartition départementale du conseil architectural aux particuliers et aux collectivités locales, à partir de l'état des lieux mentionné ci-dessus et d'une cartographie de la répartition des compétences et des missions entre STAP et CAUE. Dans les départements qui ne bénéficient pas de CAUE, vous veillerez à répartir les missions de conseil architectural entre les STAP et les architectes consultants.

*** Valoriser l'architecture récente et en priorité le patrimoine industriel**

La politique du label « Patrimoine du xx^e siècle » est en cours d'évaluation et donnera lieu à de nouvelles

instructions (*via* une circulaire). En l'attente des éléments d'analyse définitifs qui permettront de proposer une refonte du label, vous recenserez en 2013 les bâtiments industriels susceptibles d'être à terme labellisés, inaugurant la première phase d'une relance de cette politique en région.

Au-delà de ces trois objectifs, vous poursuivrez la politique en matière d'architecture (qui, comme mentionné plus haut, sera précisée dans une circulaire à venir), notamment en matière de Villes et pays d'art et d'histoire (VPAH) pour lesquels vous vous attacherez à stabiliser le réseau régional en travaillant sur le renouvellement des conventions de plus de 10 ans.

L'atteinte de cet objectif est mesurée au travers de l'indicateur de performance LOLF suivant :

- Taux de renouvellement décennal des conventions VPAH (OPUS 124) (valeur nationale prévisionnelle 2013 : en hausse) : cet indicateur permet de suivre la politique de renouvellement décennal des conventions VPAH, conformément aux orientations du MCC (Conseil national des villes et pays d'art et d'histoire).

Vous veillerez à associer, aussi longtemps que possible, à vos actions les écoles nationales supérieures d'architecture de votre ressort qui ont une mission statutaire de promotion de l'architecture.

Vous ferez également appel aux architectes-conseils comme experts pour toutes les questions relatives à la qualité architecturale et urbaine.

En matière d'espaces protégés, vous poursuivrez les objectifs suivants :

*** Vous vous attacherez particulièrement à une mise en œuvre rapide de la transformation des zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager (ZPPAUP) existantes en aires de mise en valeur de l'architecture et du patrimoine (AVAP) en application de la loi n° 2010-788 du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement.**

L'atteinte de cet objectif est mesurée au travers de l'indicateur de performance LOLF suivant :

- Taux de transformation des ZPPAUP en AVAP (OPUS 123) (valeur nationale prévisionnelle 2013 : en hausse) : cet indicateur permet de mesurer l'avancement de la transformation des ZPPAUP existantes au 14 juillet 2010 en AVAP.

*** Création de nouvelles AVAP :** Un objectif de 30 AVAP par an serait souhaitable pour maintenir la moyenne des ZPPAUP créées auparavant.

*** Périmètres de protection adaptés et modifiés (PPA-PPM) :** L'objectif est d'adapter ou de modifier 140 périmètres de protection par an pour atteindre un pourcentage significatif de PPM/PPA par rapport au nombre de monuments historiques. Ainsi, des crédits sont alloués chaque année afin de permettre la création de ces périmètres en procédure État (hors procédure documents d'urbanisme). Une attention particulière sera accordée à la création de PPA conjointement à l'inscription ou classement d'un monument historique.

*** Secteurs sauvegardés et plan de sauvegarde et de mise en valeur (PSMV) :** Depuis 2009, une priorité a été accordée à la révision de PSMV approuvés depuis plus d'une décennie. À partir de 2013, de nouveaux secteurs sauvegardés doivent être créés.

*** Biens inscrits sur la Liste du patrimoine mondial :**

- Rapports périodiques : Au sein de chaque DRAC, un correspondant a été désigné pour le suivi de ces biens dans le cadre des orientations devant guider la mise en œuvre de la convention. Pour 2013, des rapports périodiques doivent être fournis au Comité du patrimoine mondial. Les correspondants, destinataires d'un code d'accès sont chargés de renseigner les formulaires relatifs aux rapports périodiques.

- Commissions locales et comités régionaux : Un état des lieux sur l'avancement de ces procédures (institution de ces commissions) doit être fourni.

Action 3 : Patrimoine des musées de France

Dans le respect des objectifs transversaux mentionnés ci-dessus, vous vous attacherez à poursuivre les objectifs suivants :

1) Poursuivre l'établissement par chaque musée de France de son plan de récolement pour les musées qui ne l'ont pas encore fait mais, surtout, s'attacher désormais de manière prioritaire à la mise en œuvre des récolements décennaux à partir d'inventaires informatisés et d'œuvres numérisées. Compte tenu du rapprochement de la date butoir d'achèvement du récolement décennal de juin 2014, la réalisation de cet objectif devra s'accélérer considérablement en 2012 et 2013. En conséquence, la valeur cible nationale peut provisoirement être fixée à 55 % en 2012 et 75 % en 2013 (chiffres susceptibles d'être révisés en fonction des données qui seront recueillies sur l'année 2011). Comme en 2011, les responsables des musées de France sont invités à présenter tout au long de l'année leurs résultats de récolement aux conseillers pour les musées.

Parallèlement, vous devrez veiller à ce que les conseillers pour les musées les sollicitent d'ores et déjà, afin que leur soit remis une copie des procès-verbaux de récolement validés par les autorités propriétaires des collections et qu'ils soient en capacité d'en dresser la synthèse à partir du tableau qui leur a été transmis à cet effet. Vous communiquerez au plus tard en octobre 2012 une synthèse régionale de l'avancement du récolement. Les résultats des données actuellement recueillies, au moyen du tableau fourni, par les conseillers musées sur la réalisation du récolement seront connus à la fin de l'année et permettront de fixer les valeurs cible cohérentes avec la réalité du terrain pour les années à venir. Vous êtes enfin invités, dans ce cadre, à sensibiliser, au-delà des responsables scientifiques des musées, les collectivités propriétaires et les élus sur leur responsabilités en la matière. Les efforts réalisés en ce sens par les musées de France seront désormais pris en compte par le service des musées de France de la direction générale des patrimoines dans l'examen des demandes de prêts et dépôts ou de soutien financier qui lui sont faites.

L'atteinte de cet objectif est mesurée au travers de l'indicateur de performance LOLF suivant :

- Suivi du récolement décennal des musées de France (hors musées nationaux) (OPUS 120) (valeur nationale prévisionnelle 2013 : en hausse) : cet indicateur permet de suivre l'avancement du récolement décennal dans les musées de France (hors musées nationaux) en fonction de la méthodologie définie dans le plan de récolement validé.

2) Veiller au renforcement des conditions de conservation préventive et de restauration. Vous vous assurerez ainsi que les musées de France intègrent systématiquement la conservation préventive dans les projets scientifiques et culturels et élaborent des plans de restauration pluriannuels qui pourront être présentés pour information aux commissions de restauration. Le service des musées de France et le Centre de recherche et de restauration des musées de France vous appuieront dans cette démarche.

3) Accompagner l'intensification du soutien de l'État aux opérations de création ou de rénovation inscrites au « plan musées » qui entrera en 2013 dans sa troisième et dernière année d'application. Vous serez vigilants au bon avancement des projets retenus, mais vous serez également particulièrement attentifs à ce que les musées entrant dans le plan musées soient exemplaires sur les points suivants :

- projets scientifiques et culturels validés par le service des musées de France ;

- prise en compte des impératifs de sûreté et sécurité ;
- prise en compte des impératifs de développement durable et d'accessibilité ;
- actions en faveur du développement des publics ;
- adéquation des futurs moyens alloués aux utilisateurs des équipements aux moyens effectivement nécessaires à l'entretien et au fonctionnement de ces derniers.

Les projets inscrits au plan musées doivent concentrer les interventions du ministère en matière d'investissement pour l'année 2013.

Vous ne manquerez pas de signaler sans retard à l'administration centrale toute difficulté susceptible d'intervenir dans la conduite ou le déroulement des opérations inscrites au plan.

L'acquisition et l'enrichissement des collections publiques (action 8) concernent aujourd'hui exclusivement les musées.

S'agissant de l'enrichissement des collections des musées territoriaux et dans une période où la priorité est donnée au récolement des collections publiques des musées de France, il est important d'observer les principes suivants :

- soutenir l'activité des FRAM en dépit d'un contexte budgétaire peu favorable ;
- veiller à ce que la contribution de la région soit au minimum égale à celle de l'État ;
- participer à une meilleure connaissance, à l'échelle nationale, de l'enrichissement des collections publiques muséales en tenant informé le service des musées de France des œuvres acquises grâce au soutien des FRAM, ainsi que des montants effectivement engagés et dépensés par l'État et les conseils régionaux au sein des FRAM ;

Un avis préalable favorable des commissions scientifiques régionales et interrégionales est une condition impérative pour bénéficier du concours financier des FRAM.

Action 4 : Patrimoine archivistique et célébrations nationales

En 2013, la priorité est donnée au paiement d'opérations d'investissement ayant fait l'objet de charges à payer avérées afin d'honorer les engagements de l'État vis-à-vis des collectivités. À partir de 2013, une politique plus soutenue en faveur de l'aide à la construction de bâtiments d'archives départementales sera reprise en fonction des moyens obtenus à cette fin.

La dotation en fonctionnement 2013, stable par rapport à 2012, devrait permettre de poursuivre la participation aux volets régionaux des commémorations et des

célébrations nationales, au financement d'opérations de restauration, de conservation, de numérisation et de valorisation du patrimoine archivistique en région.

Dans le cadre de la préparation de la commémoration du premier conflit mondial, vous soutiendrez les projets élaborés par les services départementaux d'archives, notamment dans le domaine de la numérisation des registres matricules. L'un des projets phares du ministère repose en effet dans ce domaine sur la réalisation d'une base nominative de tous les soldats ayant participé au conflit, interrogeable par le grand public.

L'accent sera mis également sur l'élaboration d'un guide national de recherches sur la guerre de 14-18 ainsi que la sensibilisation à la collecte d'archives privées relatives à cette période.

Vous poursuivrez le soutien au portail européen des archives (Apex) et au portail national des archives dont la création a été validée par le cabinet du Premier ministre en juin 2011.

Vous poursuivrez votre action de développement des politiques en matière d'archivage numérique tant auprès des conseils généraux que pour le projet de plate-forme d'archivage électronique des Archives nationales. Vous développerez dans le cadre du Comité interministériel des archives de France, placé auprès des services du Premier ministre, le pilotage des actions en matière de numérisation, de mise en ligne et d'archivage électronique, en étroite collaboration avec les directions et services des archives relevant de la défense, des affaires étrangères et de l'économie et des finances.

Action 7 : Patrimoine linguistique

Le caractère interministériel des politiques linguistiques devra s'illustrer en région à travers la mobilisation des services de l'État et la mise en œuvre d'actions transversales. Vous veillerez à ce que soit prise en compte, quel que soit le contexte territorial, la dimension linguistique de l'ensemble des politiques du ministère de la Culture, dans une perspective de cohésion sociale. Il s'agira notamment de :

- favoriser ce qui, dans les expressions culturelles et artistiques, contribue à renforcer la maîtrise partagée du français. C'est à cet objectif que répondent notamment les opérations nationales de sensibilisation des publics à la langue française et au multilinguisme (la Semaine de la langue française et de la francophonie, la Journée du slam), des projets interrégionaux tels que les Caravanes des dix mots, ou encore l'opération Paroles partagées conduite à l'initiative de plusieurs fédérations d'éducation populaire ;

- développer la numérisation et la valorisation du patrimoine linguistique de notre pays, qu'il s'agisse du français dans la diversité de ses expressions ou des langues régionales, conformément à la priorité donnée par le ministère à la numérisation des données culturelles. Vous inciterez notamment les porteurs de projets à s'inscrire dans des dispositifs nationaux d'aide à la numérisation et à l'innovation technologique ;
- contribuer à l'effort en faveur du développement linguistique des outre-mer en consolidant les actions structurantes entreprises dans le cadre du « fonds incitatif pour le développement linguistique des outre-mers ».

Action 9 : Archéologie

Les grandes lignes de la politique en faveur du patrimoine archéologique peuvent se résumer ainsi : le patrimoine archéologique est une ressource non renouvelable qu'il convient de conserver en vue de sa transmission dans les meilleures conditions de sincérité scientifique aux générations futures, l'étude ne devant dans ces conditions relever que de l'exception.

Il demeure important que les services régionaux de l'archéologie (SRA) continuent à jouer leur rôle déterminant d'éclairage, d'information et de remontée de propositions en direction du Conseil national de la recherche archéologique (CNRA), enceinte du dialogue avec la communauté scientifique.

Ces services sont invités à prendre soin de rendre bien visible l'archéologie programmée aux côtés de l'archéologie préventive. Les subventions accordées aux fouilles programmées devront ainsi correspondre à la déclinaison d'une véritable stratégie de recherche, définie et argumentée. En ce sens, des actions coordonnées de commandes publiques doivent être encouragées.

En matière d'archéologie préventive, deux principes doivent guider l'activité en termes de fouilles : la prévention et l'approche raisonnée. La prévention trouve son sens dans le contexte plus général du Grenelle de l'environnement : il s'agit d'encourager à la densification et de pénaliser la consommation de foncier. Cette prévention peut aussi passer par des mesures de conservation adaptées. L'approche raisonnée signifie que tout projet d'aménagement n'implique pas nécessairement une fouille. La prescription de fouille n'est pas un objectif scientifique en soi mais un moyen, dont l'engagement doit cependant reposer sur des critères strictement scientifiques et ne peut en aucun cas se justifier en fonction de moyens réels ou supposés des opérateurs.

L'atteinte de cet objectif est mesurée au travers des deux indicateurs de performance LOLF suivants :

- Archéologie préventive : proportion des dossiers d'aménagement reçus faisant l'objet d'un arrêté de prescription de diagnostic (OPUS 125) (valeur nationale prévisionnelle 2013 : entre 6 et 8 %) ;
- Archéologie préventive : proportion des dossiers d'aménagement reçus faisant l'objet d'un arrêté de prescription de fouilles préventives (OPUS 126) (valeur nationale prévisionnelle 2013 : entre 1,5 et 2 %).

Ces indicateurs permettent de suivre l'approche raisonnée mise en œuvre pour identifier les diagnostics d'archéologie préventive et les fouilles archéologiques préventives qu'il est nécessaire de mener d'un point de vue scientifique pour préserver et améliorer la connaissance du patrimoine archéologique.

Quand le diagnostic ou la fouille est prescrit, le travail doit être fait de manière particulièrement rigoureuse et il est essentiel que les SRA s'en assurent - avec l'appui des commission interrégionale de la recherche archéologique - et notamment veillent à la publication des résultats dans des délais raisonnables : c'est un point à faire figurer dans le bilan de leurs actions.

Il conviendra également de veiller à la qualité du contrôle technique et de l'évaluation scientifique en poursuivant le travail de formalisation engagé, notamment pour le contrôle scientifique et technique réalisé sur les sites par les agents des SRA. La participation de ces derniers à des actions de recherche doit être préservée car elle participe directement à la crédibilité du dispositif et à l'entretien des compétences.

Une attention toute particulière devra être accordée à la mission de liquidation de la redevance d'archéologie préventive pour la partie relevant de la compétence des DRAC.

La conservation du mobilier issu des fouilles doit faire l'objet d'une réponse adaptée à son caractère atypique : la documentation de fouille représente ainsi une partie intégrante des archives de fouilles, et elle est indissociable du mobilier archéologique qu'elle doit toujours accompagner. La réponse retenue se présente sous la forme de centre de conservation et d'études (CCE). Les CCE se définissent comme des unités de traitement et de gestion destinées à répondre aux besoins des archéologues, chercheurs et étudiants en organisant une mutualisation des moyens et des compétences, en termes de conservation préventive, d'accessibilité, de valorisation scientifique des collections et du produit des fouilles, ainsi que de médiatisation auprès du grand public. L'effort budgétaire conséquent nécessaire pour atteindre cet objectif s'étalera dans le temps et sera fonction de la contrainte imposée par l'objectif d'un retour à l'équilibre budgétaire en 2017.

Annexe 2 : Programme 131

Dans le cadre de perspectives budgétaires contraintes sur la période 2013-2015, la priorité accordée à la création a permis la préservation des dépenses d'intervention en matière de spectacle vivant et d'arts plastiques au sein du programme 131.

Les interventions de l'État structurent, sur l'ensemble du territoire, la politique partenariale développée avec les collectivités territoriales qui se traduit par de nombreux financements croisés.

La mise en œuvre des mandats de révision sera poursuivie en 2013 afin d'opérer les rééquilibrages indispensables en faveur des équipes, des structures et des territoires prioritaires. À ce titre, vous ferez part à l'administration centrale des difficultés rencontrées dans leur application.

De plus, si la reconduction des crédits d'intervention permet de consolider les mesures nouvelles engagées en 2012, le financement de nouvelles priorités à compter de 2013 ne pourra être réalisé que par de nouveaux redéploiements.

Il vous reviendra d'inscrire ainsi votre action en 2013 suivant les trois axes d'intervention prioritaires définis au niveau national en faveur :

a) d'un meilleur partage des objectifs avec les collectivités territoriales, particulièrement pour les labels et réseaux et le secteur indépendant : dans le domaine du spectacle vivant, à partir du travail de diagnostic réalisé dans le cadre des conférences du spectacle vivant en région, vous vous appuyerez sur la création des conseils des collectivités territoriales pour le développement culturel en région pour approfondir avec les collectivités partenaires les objectifs partagés permettant d'assurer une meilleure efficacité de l'activité des labels et réseaux. Concernant le secteur indépendant, vous favoriserez la mise en œuvre de contractualisations pluriannuelles, à l'instar de la charte élaborée en Languedoc-Roussillon. Vous veillerez à engager avec les collectivités une adaptation des agences régionales aux enjeux prioritaires d'accompagnement des équipes artistiques et de la diffusion des productions. Les agences régionales ont acquis un important savoir-faire dans ce domaine qu'il s'agit de valoriser et de consolider.

Vous mettrez en œuvre les Entretiens des arts plastiques en région afin de mieux organiser la scène artistique régionale, en favorisant la mise en réseau et le partage d'expériences. Ces entretiens pourront être interrégionaux ou transfrontaliers.

Vous ferez part à l'administration centrale de toutes les propositions que vous jugerez adaptées pour clarifier les responsabilités publiques et assurer la plus grande cohérence entre les politiques de l'État et des collectivités.

b) des équipes artistiques : vous veillerez au respect par les institutions labellisées d'une des missions majeures de leur cahier des missions et des charges relatives à l'accompagnement des artistes et du secteur indépendant, notamment par l'accueil en résidence, les dispositifs d'artistes associés, et la mise à disposition de moyens de productions. Dans l'attente de la mise en œuvre de la réforme des comités d'experts prévue, vous vous efforcerez de renouveler les bénéficiaires des dispositifs de soutien à la création, notamment en matière de conventionnement, en vous appuyant si besoin sur les travaux d'évaluation réalisés par l'inspection de la création de la DGCA

c) des fonds régionaux d'art contemporain : le maintien des engagements de l'État relatifs au fonctionnement des équipements en cours de réalisation est confirmé dans le budget triennal 2013-15, notamment vis-à-vis des FRAC de nouvelle génération. Vous accorderez une importance particulière au bon déroulement des manifestations qui s'inscrivent dans la célébration des 30 ans des FRAC.

Vous serez attentif au respect des objectifs prioritaires fixés par la circulaire du 31 août 2010 par les établissements relevant des labels et réseaux et au bon équilibre entre les trois missions qui leur sont confiées : les missions artistiques, les missions territoriales et en direction des publics, et les missions professionnelles. Vous vous mobiliserez pour le développement des séries de représentations, favorisant une meilleure diffusion des œuvres et permettant la mise en œuvre d'une politique d'élargissement des publics plus approfondie et plus cohérente, ainsi qu'au soutien accordé aux équipes indépendantes et à la permanence artistique.

En outre, vous veillerez à poursuivre l'orientation de votre action en matière de création en fonction des axes suivants :

La mobilisation du soutien de l'État en faveur de l'élargissement des publics et d'une meilleure irrigation des territoires

Vous vous attacherez à inscrire dans chaque convention d'objectifs que vous conclurez avec l'ensemble des labels et réseaux du spectacle vivant et des arts plastiques, des obligations de résultats en faveur de l'élargissement des publics et de l'aménagement du territoire. Seront plus particu-

lièrement ciblés : l'éducation artistique et culturelle en faveur du public jeune, le soutien aux pratiques des amateurs, et plus généralement, les publics éloignés de l'offre artistique pour des raisons géographiques, sociales ou économiques. Vous valoriserez les innovations réalisées dans ce domaine.

Vous encouragerez l'ensemble de vos interlocuteurs à s'appuyer sur les nouveaux usages du numérique, en particulier lorsqu'ils permettent d'offrir au public un accès inédit aux ressources et au patrimoine des institutions culturelles comme à la création contemporaine, ou bien lorsqu'ils fournissent de nouveaux outils à la médiation culturelle et aux pratiques artistiques en amateur.

Vous procéderez chaque année à l'évaluation de ces résultats, et en débattrez régulièrement avec l'administration centrale au cours des réunions de coordination.

Le soutien aux territoires ultramarins

Les territoires ultramarins souffrent d'un retard en développement, dû notamment à l'absence d'ingénierie culturelle, de qualification et de formation des artistes, ainsi qu'à l'absence de lieux dédiés aux arts de la scène et aux expositions. L'action des DAC s'inscrit donc dans une volonté de structuration de ces territoires à partir des ressources locales, tout en accompagnant des actions artistiques et culturelles significatives, grâce notamment aux crédits attribués antérieurement dans le cadre des EGOM.

Il conviendra de poursuivre un effort de rééquilibrage et de solidarité en faveur de ces territoires, tout en s'assurant de la faisabilité des projets au plan technique, ainsi que de leur soutenabilité au plan budgétaire.

À cet effet, un nouvel effort solidaire sera demandé aux DRAC de métropole pour venir appuyer la création des projets pour lesquels un engagement de l'État a été décidé. Par ailleurs, les DRAC de métropole sont invitées à favoriser tout projet de collaboration avec les DAC ultramarines, qu'il s'agisse d'appui technique et d'expertise, ou de projets artistiques et culturels entre régions métropolitaines et territoires ultramarins.

La poursuite de la politique de l'emploi artistique

Dans le cadre des contractualisations qui vous lient aux institutions du spectacle vivant, vous encouragerez à une maîtrise accrue du théâtre en ordre de marche afin de préserver au mieux les marges artistiques et donc l'emploi artistique.

En outre, vous intégrerez les problématiques de l'emploi dans les mécanismes de décision et de contrôle des interventions financières de l'État, en conformité avec

la circulaire n° 2007/006 du 5 mars 2007 relative au financement public et à l'emploi dans le spectacle vivant. En concertation avec l'administration chargée en région du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle (DIRECTTE) et avec la commission paritaire nationale emploi-formation du spectacle vivant (CPNEF-SV). Vous vous attacherez à l'optimisation des pratiques d'emploi pour renforcer la solidité économique des structures, au développement des compétences et à la construction des parcours professionnels, à la lutte contre le travail illégal, à la prévention des risques pour la santé et la sécurité au travail, au développement de la mixité et de l'égalité professionnelle. Dans ce cadre, vous soutiendrez la mise en œuvre du dispositif d'appui aux très petites entreprises du spectacle vivant conçu par les organisations professionnelles d'employeurs et de salariés membres de la dans le cadre de l'accord CPNEF-SV avec l'appui du ministère de la Culture et de la Communication. Ce dispositif complète les modes d'accompagnement existants proposés aux TPE du spectacle vivant sur les territoires.

L'accompagnement à la recherche de nouveaux modes de financements

La préservation de la marge artistique est indispensable pour que les structures du spectacle vivant et des arts plastiques continuent à innover et à présenter au public les artistes émergents qui seront les références de l'avenir. L'apport de financements diversifiés notamment grâce au mécénat, à la coproduction, au partenariat avec les acteurs privés et à la structuration des filières de diffusion internationale, est indispensable. Une attention soutenue doit être portée à la bonne utilisation des fonds publics : l'optimisation de la gestion doit être un critère essentiel d'analyse de votre soutien et quand cela est possible, la mutualisation des fonctions supports doit être encouragée.

La priorisation des investissements en région

Par ailleurs, concernant la politique menée en matière de soutien aux équipements, la DGCA prendra en compte l'achèvement des engagements de l'État souscrits dans le cadre du CPER conclu sur la période 2007-2013, ainsi que les opérations pour lesquelles des engagements juridiques ont été opérés, et donc des autorisations de programme notifiées, avant le 31 décembre 2012.

Les autres investissements, soit ceux visant à l'ouverture d'AE nouvelles, font l'objet d'un moratoire.

La contribution à la plate-forme nationale d'observation

Le chantier engagé avec certains d'entre vous sur l'observation en région sera finalisé à l'automne et appuiera en 2013 un travail méthodologique avec le

DEPS, pour des données nationales plus précises dans le champ de la création. Les années à venir permettront d'engager la généralisation du dispositif, rénové et unifié, de suivi des budgets UNIDO, pour une meilleure appréhension de la gestion et des marges artistiques des institutions et ce afin de développer une « centrale de bilans » utile à tous les décideurs publics. Il est souhaitable que la connaissance plus fine des données de financement, de fréquentation quantitative et qualitative du spectacle vivant, puisse progresser. À cet effet, les conclusions de l'étude en cours sur la centralisation des billetteries seront à analyser avec attention, notamment sur les possibilités d'une collecte déconcentrée ou décentralisée.

C'est dans cet esprit que se poursuivra en 2013, grâce à l'outil ministériel OMEGA, la mise en place des dispositifs d'enquêtes d'activité auprès des scènes nationales ainsi que des FRAC et centres d'art. Ce nouveau système de suivi partagé entre les DRAC et la DGCA sera étendu aux centres dramatiques nationaux, par une expérimentation fin 2012 et un

lancement national en 2013. Au-delà de ces différentes phases de collecte de données, c'est également sur le versant de la restitution et du partage des informations collectées que sera mis l'accent. La concertation sera développée pour évaluer l'impact de l'outil OMEGA dans le suivi des structures, et les perspectives de mutualisation des données collectées, entre l'administration centrale et les DRAC mais aussi plus largement avec l'ensemble de leurs partenaires publics, afin de limiter la redondance des sollicitations, harmoniser et simplifier la gestion de l'ensemble des outils de collecte et de traitement des données.

L'évaluation des politiques et les indicateurs de performance

Vous porterez une attention particulière aux indicateurs de performance de la LOLF et vous explicitez dans votre stratégie régionale les actions que vous envisagez de mettre en œuvre pour atteindre les cibles fixées.

Vous accorderez une importance prioritaire aux indicateurs figurants dans le tableau suivant :

		2010	2011	2012	2013	2014
		Réalisation	Réalisation	Prévision	Prévision	Cible
Taux d'entrée des compagnies et des ensembles dans les dispositifs d'aides	%	36	33	33	33	33
Proportion des structures subventionnées faisant l'objet d'une convention dans le domaine du spectacle vivant	%	72	75	77	78	>78
Taux de représentations offertes hors ville-siège par les structures de production et de diffusion (CDN/CCN/TL nationaux)	%	40	39	>40	>40	>40
Taux d'expositions hors les murs réalisées par le FRAC	%	82	88	>70	>70	>60

Je vous rappelle, comme pour l'ensemble des indicateurs, qu'il vous revient à l'occasion de l'élaboration de vos budgets opérationnels de programme, de construire votre prévisionnel ainsi que les cibles de chacun des établissements relatifs à ces indicateurs.

Annexe 3 : Programme 224 - Budget Triennal 2013-2015

Le programme transmission des savoirs et démocratisation de la culture porte l'objectif prioritaire de démocratisation culturelle du ministère de la Culture, au plus près des publics et des territoires. Il ne se substitue pas aux actions qui sont par ailleurs financées par les autres programmes budgétaires dans le cadre des dotations allouées à leurs établissements, opérateurs, labels et réseaux. Il prend tout son sens en s'appuyant sur ces politiques et ces actions, dans une logique de transversalité interne et externe à la DRAC, d'appui et de partenariat avec les collectivités. Cet objectif se décline dans les politiques d'éducation artistique et culturelle (EAC) et d'accès à la culture de tous les publics et notamment de la jeunesse.

La politique d'enseignement supérieur culture sera orientée sur la poursuite des rapprochements d'établissements permettant de développer visibilité et attractivité, dans le cadre de l'espace européen de l'enseignement supérieur (LMD).

Comme au cours des exercices précédents, les crédits dédiés aux fonctions de soutien non transférés sur le programme 333 devront faire l'objet d'efforts particuliers en termes d'optimisation des coûts.

Vous porterez une attention particulière au renseignement des indicateurs de performance suivants :

- part des enfants et adolescents ayant bénéficié d'une action d'EAC (OPUS 42) ;
- effort de développement de l'EAC dans les territoires prioritaires (OPUS 94) ;
- coût des fonctions de soutien par ETP (hors charges immobilières) (OPUS 112) ;

En cohérence avec la démarche des « classeurs DRAC 224 », initiée en 2012, l'indicateur relatif à l'effet de levier de l'action de l'État sur celle des collectivités a été introduit dans le volet performance des BOP déconcentrés 224 afin que les résultats obtenus puissent être analysés sur l'ensemble des régions et l'indicateur lui-même, affiné en tant que de besoin. Il pourra ainsi prochainement être intégré dans OPUS.

Le renseignement de ces indicateurs s'accompagnera dans votre présentation stratégique de précisions quant aux leviers d'actions et aux dispositifs spécifiques à votre territoire que vous mettez en œuvre afin d'atteindre les cibles fixées au niveau national.

La situation économique a conduit à opérer des choix sur les budgets tant centraux que déconcentrés. Afin

de vous permettre de respecter les priorités qu'il vous est demandé de mettre en œuvre, les enveloppes dédiées à l'EAC, à la démocratisation culturelle ainsi qu'à l'enseignement supérieur sont maintenues par rapport à la programmation initiale que vous avez fournie pour la constitution des DPG 2012 (avant application de la réserve de précaution). Des crédits complémentaires spécifiques à l'EAC seront délégués en cours de gestion au regard du projet national qui sera défini.

Des choix de redéploiements sont nécessaires sur les autres actions de politiques culturelles comme sur les fonctions de soutien⁽¹⁾.

I. Démocratisation culturelle et éducation artistique et culturelle (actions 2 et 4 fusionnées)

La politique d'accès à la culture du plus grand nombre est fondatrice de l'action du ministère. Concernant notamment l'accès des plus jeunes, l'enjeu de la transmission des pratiques et des connaissances demande aujourd'hui à être reformulé dans un environnement social, économique, démographique, générationnel et surtout technologique très largement transformé.

Afin de renforcer la cohérence de l'action publique et consolider la logique de réseau d'acteurs et de partenaires, l'action 2 « éducation artistique et culturelle » et l'action 4 « accès à la culture » ont été fusionnées. La nouvelle action 2 « soutien à la démocratisation et à l'éducation artistiques et culturelles » a ainsi vocation à rendre plus lisible pour le citoyen cette mission transversale, fondée tout autant, voire davantage sur une logique de territoire que sur une logique de dispositifs.

La demande de politiques culturelles de proximité a été accompagnée par la montée en puissance des collectivités territoriales, qui sont désormais les partenaires stratégiques des politiques de démocratisation culturelle que vous menez. La mise en œuvre de cette politique ne peut donc être que partenariale, associant services déconcentrés de l'État et collectivités territoriales, institutions culturelles, professionnels des milieux culturels et éducatifs. Elles s'inscrivent dans des espaces et des territoires qui sont spécifiques à vos régions, selon leurs caractéristiques géographiques et sociodémographiques : espaces ruraux ou périurbains, grandes villes et leurs périphéries, régions ultramarines, etc.

⁽¹⁾ Vous trouverez en annexe la liste des textes de référence s'appliquant aux politiques transversales qui relèvent du programme 224

Il vous revient donc de définir les contours de votre action dans votre région en vous appuyant sur les axes prioritaires définis dans la présente DNO et en premier lieu, la mise en place locale du projet national d'éducation artistique et culturelle.

Il s'agira également de poursuivre la déclinaison à votre niveau des conventions nationales issues des protocoles interministériels⁽¹⁾ pour mener des actions en faveur des publics en situation spécifique et de continuer de renforcer la notion de territorialité en s'appuyant sur les conventions passées avec les collectivités locales.

A/ L'éducation artistique et culturelle

Le champ d'action de l'EAC s'étend à tous les temps de l'enfance et de la jeunesse, en s'attachant à prendre en compte les modes d'appropriation des différents âges, ce qui constitue un vecteur d'innovation de votre action. Il s'agit d'intégrer, au-delà du seul temps scolaire *stricto sensu*, une cohérence des différents temps de l'enfant et du jeune, en rompant avec la fragmentation temps scolaire/hors temps scolaire.

Les éléments de bilan que vous avez bien voulu communiquer cet été et différentes études permettent dès à présent de dégager quelques axes qui sous-tendront l'action du MCC en 2013. L'expérimentation lancée en 2012 à la suite de l'étude « Politiques d'éducation artistique et culturelle : rôle et action des collectivités locales », autour de la notion de parcours et la mise en œuvre des projets ainsi retenus permettront de nourrir cette réflexion afin d'optimiser la réussite des projets qui verront le jour dans votre région.

Le renouvellement des publics et le défi des transmissions culturelles appellent une politique volontariste principalement axée sur les jeunes. Le Gouvernement, suivant l'application du programme présidentiel, a décidé de mettre en œuvre un projet national en faveur de l'EAC. Il s'appuiera sur la mobilisation de plusieurs ministères : au premier chef le ministère de la Culture et celui de l'Éducation nationale, mais aussi ceux de l'Agriculture, de l'Enseignement supérieur, de la Jeunesse et des Sports, et tous ceux avec lesquels le ministère mène des actions culturelles conjointes (Ville, Santé, Justice, etc.).

Son élaboration s'appuiera sur une consultation nationale « Pour un accès de tous les jeunes à l'art et à la culture », que vous déclinez également au niveau territorial, en lien étroit avec les autres ministères concernés, les collectivités territoriales et en associant les réseaux et acteurs professionnels.

Cette consultation pourra s'appuyer dans les régions qui en disposent sur les instances de concertation

existantes sur l'EAC, elle permettra de les préfigurer dans les autres. Elle mobilisera l'ensemble des conseillers et des services de votre DRAC dans leurs secteurs respectifs, afin de prêter une attention égale à la place allouée à chacun des domaines artistiques et patrimoniaux dans les actions que vous soutiendrez.

Dans une logique de territoire, vous veillerez à mobiliser l'ensemble des partenaires, notamment les collectivités territoriales et les autres services de l'État (services déconcentrés et établissements publics) afin de favoriser un diagnostic conjoint, dont les conclusions permettront de bâtir ou de renouveler des politiques partenariales et/ou conventionnelles, prenant en compte la spécificité de votre territoire et de sa population, et mettant en synergie les ressources et compétences de chacun.

Vous pourrez ainsi déterminer, dans le cadre du dialogue partenarial instauré, les territoires prioritaires et les publics spécifiques éloignés socialement et/ou géographiquement de la culture sur lesquels se concentrera cette mobilisation accrue en faveur de l'EAC. Au-delà de l'attention déjà accordée à l'enseignement agricole et aux lycées professionnels, vous ferez aussi une priorité des territoires urbains sensibles et du milieu rural isolé.

En termes de dispositifs d'accompagnement des enseignants et des élèves, vous serez attentifs à la poursuite de l'implication du réseau culturel dans l'enseignement de l'histoire des arts, *via* les structures culturelles ou *via* l'élaboration par ces dernières de ressources numériques territoriales qui alimentent le portail « histoiredesarts.culture.fr ».

La circulaire interministérielle consacrée aux « pratiques orchestrales à l'école et au collège » (janvier 2012) permet désormais d'accompagner le développement de ces pratiques et d'en préciser le contour réglementaire.

Enfin, ces objectifs sont également à penser au regard des nouvelles pratiques des jeunes, notamment numériques, dans un contexte de domination des médias et des industries du divertissement. Le rapport à la transmission étant bouleversé par les évolutions liées au numérique, vous veillerez donc à intégrer cette dimension dans la politique que vous mènerez.

B/ Démocratisation culturelle

La démocratisation culturelle est le deuxième enjeu fondamental dans l'élaboration de votre stratégie régionale et de votre programmation budgétaire. Elle doit s'appuyer dans les territoires, sur les structures œuvrant à son développement, comme les agences départementales et régionales ou les associations

d'éducation populaire et de soutien aux pratiques des amateurs, en prenant en compte des populations et leurs pratiques.

a) Zones géographiques prioritaires

Afin de lutter contre les inégalités territoriales et dans un souci de développement culturel, vous développerez des actions à destination du monde rural et des quartiers urbains et périurbains.

Pour ce qui concerne le monde rural, ces actions s'appuieront sur la nouvelle convention interministérielle signée entre le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère de l'Agriculture de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire. En lien avec les DRAAF, vous soutiendrez conjointement les démarches et projets propres à favoriser la recherche de cohésion territoriale, la complémentarité ville-campagne. L'expérimentation lancée en 2012 permettra de dégager des préconisations pour faciliter ce développement.

Vous accorderez une attention spécifique aux centres culturels de rencontres (CCR), lieux de ressources culturelles particulièrement novateurs par leur souci d'associer patrimoine et création dans une politique de développement des territoires. Vous serez associés à la réflexion sur l'évolution du réseau, en lien avec l'administration centrale et l'Association nationale des centres culturels de rencontre.

Les quartiers en difficulté restent une priorité de votre action, en lien avec les institutions et les acteurs culturels, en partenariat avec les DRJSCS et les collectivités locales, afin de développer des actions structurantes à destination des populations de ces quartiers.

À la suite de la déconcentration des crédits du dispositif « Pour une dynamique culturelle dans les quartiers » en 2012, ceux-ci sont désormais intégrés à votre dotation de base. Vous établirez un bilan stratégique annuel de ces opérations sur le même modèle que celui défini par la circulaire du 08/02/2012, qui pourra être révisée prochainement, en accord avec les évolutions annoncées par le Gouvernement : redéfinition et clarification des zonages, contractualisation envisagée à l'échelle de l'agglomération, mise en place d'une nouvelle convention nationale culture/ville.

Le travail sur ces territoires est aussi nécessairement transversal à la DRAC, mobilisant tous les programmes budgétaires et l'attention de chaque conseiller, sur les possibilités de mobilisation, comme par exemple lors des processus de nomination ou de négociation de conventions pluriannuelles d'objectifs des structures subventionnées.

Vous veillerez à une évaluation de vos actions sur terrain, partagée avec l'ensemble de vos partenaires et à la traçabilité des crédits mobilisés par les autres programmes. Vous prêterez attention à la formation des acteurs de terrain, intervenants comme structures culturelles.

b) Publics en situation spécifique

Vous appuierez les actions menées en faveur de ces publics sur la déclinaison dans vos territoires des protocoles interministériels, des textes législatifs et des conventions triennales signées entre le ministère et les fédérations d'éducation populaire ou de solidarité (cf. annexe) afin de permettre :

- la mise en œuvre de la nouvelle circulaire d'application du protocole culture/justice sera formalisée par des conventions tripartites avec les DISP et les DIPJJ ;
- l'extension du protocole culture/santé au secteur médico-social et des conventions régionales DRAC/agences régionales de santé (ARS) aux collectivités territoriales. La création de cercles régionaux de mécènes en appui de ces dispositifs est recommandée ;
- l'amélioration de l'accessibilité aux personnes handicapées : en lien avec vos partenaires, vous veillerez au respect du calendrier de mise en application de la loi du 11/02/2005 pour la mise en conformité du cadre bâti, ainsi qu'à l'accessibilité de l'offre de pratiques culturelles et artistiques. Vous assurerez un suivi de la mise en conformité des établissements culturels régionaux ;
- la poursuite des actions partenariales avec les fédérations d'éducation populaire et les associations nationales de solidarité, dans le cadre des conventions pluriannuelles renouvelées en 2012, que vous déclinerez au niveau local.

c) Nouvelles pratiques/nouveaux enjeux

Les études prospectives sur le tourisme des années 2020 montrent un impact important de l'atout culturel en termes de développement régional, tant dans le domaine patrimonial que dans le domaine de la création. Dès lors, vous êtes encouragé à conforter le rôle du MCC auprès des différentes instances touristiques, comme acteur de référence dans le développement du tourisme culturel, dans une perspective transversale valorisant les initiatives patrimoniales (VPAH, labels Unesco, valorisations innovantes du patrimoine) ou/et créatives (CCR, centres d'arts, etc.). Ainsi, il sera demandé à des DRAC volontaires d'expérimenter la mise en application de la convention culture/tourisme.

Les nouvelles technologies peuvent constituer un levier important d'accès à la culture, notamment pour le public jeune. Il vous est demandé d'y attacher une attention particulière, notamment aux projets qui prévoient un volet numérique de médiation. Vous soutiendrez prioritairement les structures culturelles centres de ressources dans le domaine des pratiques culturelles et artistiques numériques innovantes (soutien à la création, diffusion et médiation), en vous appuyant aussi sur les interventions menées sur les autres programmes, en particulier 131 et 334. Le plan national de numérisation sera poursuivi selon des modalités qui vous seront rapidement communiquées.

Enfin, vous veillerez à relayer et évaluer les initiatives visant au développement des pratiques artistiques amateurs, en plein renouvellement.

II. L'enseignement supérieur et la recherche (actions 1 et 3)

Les évolutions de l'ESC s'inscrivent dans des logiques territoriales qui nécessitent votre mobilisation. Le rapprochement des écoles culture avec les universités s'est d'ores et déjà formalisé par un nombre significatif d'adhésions (40%) aux pôles de recherche et d'enseignement supérieur (PRES) et par une participation remarquée aux programmes des investissements d'avenir (EQUIPEX, LABEX et IDEX). Vous serez attentifs à la poursuite de ces évolutions, avec l'appui des directions générales concernées et du secrétariat général (SCPCI/DREST).

Vous entretiendrez pour ce faire un dialogue régulier avec les partenaires de l'enseignement supérieur de votre région : rectorat, universités, établissements d'enseignement supérieur culture nationaux et territoriaux, établissements d'enseignement supérieur relevant d'autres ministères, grandes écoles, milieux professionnels. Les Assises nationales et territoriales de l'enseignement supérieur et de la recherche lancées par le Gouvernement le 11 juillet 2012 vous permettront de participer au renforcement de ces processus et de valoriser la dimension d'innovation portée par les établissements d'enseignement supérieur culture.

Votre rôle est essentiel dans la consolidation et la valorisation de l'offre de formation supérieure dans le domaine de la création, dont l'intégration dans le schéma européen Licence-Master-Doctorat (LMD) est désormais acquise, notamment grâce à la reconnaissance au grade de master du DNSEP.

L'entrée de nouveaux partenaires institutionnels et l'introduction de nouvelles disciplines conduiront à la modification du statut de certains EPCC. Vous veillerez à ce que chacun des nouveaux départements disciplinaires créé bénéficie de l'autonomie

pédagogique dans son domaine. Leurs enseignants et les étudiants devront être représentés dans les différentes instances de gouvernance. Une instruction sur le champ particulier du théâtre vous a été transmise début 2011 : ses préconisations peuvent, en tant que de besoin, s'appliquer aux autres domaines artistiques.

Le référent enseignement supérieur culture contribuera à la coordination et à l'interface avec les différents interlocuteurs institutionnels et professionnels concernés.

A/ Secteur du spectacle vivant

Les crédits destinés à financer la poursuite de la réforme engagée ont fait l'objet d'arbitrages et la poursuite du processus de structuration des pôles supérieur d'enseignement du spectacle vivant devra être adaptée au regard du contexte budgétaire. La déconcentration des financements des pôles d'enseignement supérieur sera liée à l'achèvement du processus de structuration des enseignements supérieurs du spectacle vivant.

Vous procéderez à une analyse précise des projets en cours et dresserez un échéancier de leur développement, en examinant en particulier dans quelle mesure les établissements pourront adapter leur activité et agir sur les coûts pédagogiques en prenant en compte, le cas échéant, un réexamen des effectifs étudiants.

Vous poursuivrez la politique de redéploiements précédemment initiée, s'agissant notamment de la mise en œuvre des offres de formation au diplôme d'État (DE) de professeur de musique mutualisant des enseignements communs avec le diplôme national supérieur professionnel (DNSP) de musicien. Vous ferez des propositions en ce sens dans votre programmation en particulier lorsque cette offre est dispensée au sein d'un pôle d'enseignement supérieur ayant intégré les missions confiées jusqu'alors à un CEFEDM et proposant ces deux diplômes. Vos notifications aux structures identifieront les crédits affectés à chacun des cursus.

B/ Secteur des arts plastiques

Vous assurerez un suivi attentif des EPCC constitués, en matière administrative, financière et d'enseignement. Il vous revient de conforter le pilotage d'une stratégie régionale voire interrégionale de regroupements des établissements concernés, afin de développer la visibilité et l'attractivité de ces enseignements en dialoguant avec les établissements d'ESC du spectacle vivant, avec les collectivités territoriales, responsables ou partenaires d'écoles, avec l'appui des services centraux et en particulier de

la DGCA. La réflexion sur ces regroupements doit être développée en exploitant les synergies éventuelles entre les établissements (échanges pédagogiques, mutualisations de moyens avec d'autres établissements du ministère, des universités ou des établissements d'enseignement supérieur d'autres secteurs). Vous chercherez à mobiliser les régions et les communautés d'agglomération, au titre de leurs compétences en matière d'aménagement du territoire, de formation continue, d'insertion professionnelle et de recherche.

Vous veillerez à la consolidation de l'adossement à la recherche des cursus menant aux diplômes nationaux supérieurs d'expression plastique, en vous appuyant, en tant que de besoin, sur le pôle recherche de la DGCA. Vous veillerez également au suivi de l'insertion professionnelle des étudiants, afin de préparer la campagne d'attribution du grade de master qui se déroulera en 2013.

Comme les années antérieures, un financement spécifique sera mis en place en 2013 par délégations de crédits complémentaires afin de consolider la structuration de la recherche dans les écoles supérieures d'art. Vous rechercherez des mutualisations de moyens entre les établissements, afin de dégager les marges de manœuvre indispensables à la bonne mise en œuvre de cette réforme.

Enfin, je vous rappelle la nécessaire mise en réseau et collaboration entre les écoles d'art, les FRAC et les centres d'art, ainsi que la nécessité du développement des relations internationales des établissements, notamment en matière de recherche.

C/ Bourses d'enseignement supérieur sur critères sociaux

Les bourses et aides gérées *via* le CNOUS sont les seules à représenter une obligation légale pour l'État. Des crédits complémentaires destinés au Fonds national d'aide d'urgence annuelle culture (FNAUAC) pourront compléter cette somme et feront l'objet de délégations en gestion aux DRAC en fonction des décisions du comité de pilotage national. Aucun crédit se rapportant à d'autres aides ou bourses spécifiques ne pourra être délégué en gestion. Les situations particulières que vous souhaiteriez soutenir devront faire l'objet de redéploiements internes.

D/ Décentralisation des enseignements artistiques (action 3 du programme 224)

Des choix de redéploiements entre actions ont dû être opérés afin de respecter le budget alloué au programme 224 et notamment les engagements gouvernementaux liés au développement de l'EAC et au soutien de l'enseignement supérieur.

Aussi, les subventions allouées aux 40 CRR et aux 102 CRD par le ministère feront en 2013 l'objet d'une mesure globale d'économie de 25 % par rapport à la programmation 2012. Les travaux relatifs à la mise en œuvre de la décentralisation des enseignements artistiques et au transfert des crédits correspondants, ont été réactivés dans le cadre du conseil des collectivités territoriales pour le développement culturel (CCTDC) dans la perspective d'une nouvelle loi de décentralisation. Un travail doit également s'engager avec les collectivités sur la question du classement, visant notamment à mieux en prendre en compte la notion de « rayonnement » territorial. Il est par ailleurs à noter que les crédits destinés à financer des écoles de musique non labellisées sont pris en charge sur l'action 2.

Par ailleurs, concernant les crédits destinés au financement des aides aux élèves des structures d'enseignement initial, intégrés dans les crédits de l'action 3, il vous est rappelé que ce dispositif ne présente pas de caractère obligatoire au plan juridique.

III. Les moyens de fonctionnement (action 7)

Ils doivent être réduits de 7 % dès 2013.

Pour ce faire, un effort particulier vous est demandé sur les frais de déplacement, qui représentent selon les DRAC de 25 à 30 % de la DGF. La baisse de 15 % du parc automobile des DRAC engagée depuis 3 ans doit permettre de réduire vos besoins de crédits d'entretien et d'évoluer vers des modes de fonctionnement éco-responsables, comme l'organisation de covoiturage pour des tournées mutualisées CRMH/STAP/archéologues. Les déplacements à Paris doivent être limités et planifiés chaque année avec les services d'administration centrale, qui ne disposent pas d'un droit de convocation sans concertation avec vos services. Le recours à la visioconférence doit être systématiquement encouragé.

Vous examinerez également la possible évolution du poste nettoyage et des frais d'affranchissement, qui représentent encore un poste élevé dans la DGF (8 à 10 %). Pour ces derniers, la numérisation et la dématérialisation peuvent permettre de réduire ce poste. La SDSI pourra vous apporter son concours.

Vous continuerez de vous inscrire dans le schéma pluriannuel stratégique immobilier établi par le préfet de région, afin de tendre vers le ratio interministériel de 12 m² par agent, notamment dans le cas des services territoriaux de l'architecture et du patrimoine, en faisant valoir, quand c'est nécessaire, les conditions particulières et les adaptations liées aux locaux dont vous disposez.

Vous contribuerez à la politique de développement durable de l'État, inscrite dans le plan administration État exemplaire (PAEE) de 2009. Celui-ci se décline notamment dans la rénovation thermique des bâtiments de l'État, la recherche d'économies d'énergie, la mise en place de plan de déplacements, l'amélioration de la gestion des dépenses de papier et des solutions d'impression, le choix des fournitures de bureau. Vous vous reporterez à cet effet à la stratégie ministérielle qui vous a été communiquée et au PAEE.

Textes de référence (démocratisation culturelle) :

*** Éducation artistique et culturelle :**

- Étude « Politiques d'éducation artistique et culturelle : rôle et action des collectivités locales » réalisée par le DEPS en février 2012
- Charte nationale : la dimension éducative et pédagogique de la résidence d'artistes, signée par le ministère de l'Éducation nationale, le ministère de l'Agriculture et de la Pêche et le ministère de la Culture et de la Communication en mars 2010
- Arrêté du 28 août 2008, signé par le ministère de l'Éducation nationale fixant l'organisation de l'enseignement de l'histoire des arts à l'école primaire, au collège et au lycée
- Circulaire interministérielle n° 2008-059 du 29 avril 2008 pour la mise en œuvre du plan pour le développement de l'éducation artistique et culturelle, signée par le ministère de l'Éducation nationale et ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche, le ministère de l'Agriculture et le ministère de la Culture et de la Communication
- Circulaire interministérielle n° 2012-010 du 11-1-2012 concernant le développement des pratiques orchestrales à l'école et au collège
- Circulaires d'organisation et arrêtés définissant les programmes relatifs aux classes à horaires aménagés en musique (circulaire n° 2002-165 du 2 août 2002, arrêté du 22 juin 2006) danse (circulaire n° 2007-020 du 18 janvier 2007, arrêté du 4 juin 2010) et théâtre (circulaire n° 2009-110 du 6 octobre 2009, arrêté du 15-6-2012)

*** Publics en situation spécifique :**

Handicap :

- Rapport 2010 du Comité national consultatif des personnes handicapées
- Convention interministérielle signée entre le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère de la Sécurité sociale, des Personnes handicapées et de la Famille, le 1^{er} juin 2006

- Convention interministérielle signée entre le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère du Tourisme le 1^{er} juin 2006 (portant sur le label Tourisme et handicap)

- Loi « pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées » du 11 février 2005

Justice :

- Protocole d'accord interministériel relatif au dispositif *Passeurs d'images* du 26 octobre 2009 associant le ministère de la Culture et de la Communication (secrétariat général et CNC), le secrétariat d'État chargé de la politique de la ville, l'Agence nationale pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (l'Acsé) ; le Haut Commissaire à la jeunesse (ministère de la Jeunesse et des Solidarités actives)
- Protocole d'accord signé entre le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère de la Justice (DAP et DPJJ) le 30 mars 2009
- Circulaire d'application de juin 2012

Santé :

- Convention interministérielle signée entre le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère de la Santé et des Sports le 6 mai 2010

Éducation populaire et solidarité :

- Conventions pluriannuelles d'objectifs (2009-2011) entre le ministère de la Culture et de la Communication et les fédérations d'éducation populaire : centres d'entraînement aux méthodes d'éducation active (CEMEA), Fédération des centres sociaux et socio-culturels de France (FCSF), Collectif interassociatif pour la réalisation d'activités scientifiques et techniques internationales (CIRASTI), Confédération des maisons des jeunes et de la culture de France (CMJCF), Fédération française des maisons des jeunes et de la culture (FFMJC), Fédération nationale des foyers ruraux (FNFR), Fédération nationale des FRANCAS, Fédération Léo Lagrange, La ligue de l'enseignement, Peuple et culture, Union française des centres de vacances et de loisirs (UFCV)
- Conventions pluriannuelles d'objectifs (2010-2012) entre le ministère de la Culture et de la Communication et les associations nationales de solidarité : La Cimade, Emmaüs France, FNARS (Fédération nationale des associations d'accueil et de réinsertion sociale), Le Secours catholique, Caritas France, Fnasat-Gens du voyage (Fédération nationale des associations solidaires d'action avec les tsiganes et les gens du voyage), Avenir et Joie, JOC (Jeunesse ouvrière chrétienne)
- Conventions pluriannuelles d'objectifs (2009-2011) entre le ministère de la Culture et de la Communication

et les associations nationales de solidarité : ATD ¼ monde, Le Secours populaire français

- Conclusions du Conseil de l'Union européenne sur le rôle de la culture dans la lutte contre la pauvreté et l'exclusion sociale (*Journal officiel de l'Union européenne* du 1.12.2010 2010/c 324/03).

* Action territoriale :

Politique de la ville :

- Convention interministérielle signée entre le ministère de la Culture et de la Communication et le secrétariat d'État chargé de la politique de la ville le 14 octobre 2010

Monde rural :

- Convention interministérielle entre le ministère de la Culture et de la Communication et le ministère de l'Agriculture, de l'Alimentation, de la Pêche, de la Ruralité et de l'Aménagement du territoire signée le 23 septembre 2011

- Plan pour le développement culturel du monde rural

Tourisme :

- Convention interministérielle signée entre les ministères de la Culture et du Tourisme le 18 juin 1998

* Spectacle vivant :

- Circulaire du 31 août 2010 sur les labels et réseaux nationaux du spectacle vivant - mise en œuvre de la politique partenariale de l'État

Annexe 4 : Programme 334

Action 1 : Livre et lecture

En matière de livre et de lecture, vous veillerez prioritairement à poursuivre une politique active de contractualisation avec les collectivités territoriales.

En matière de lecture publique, cette action passe, en premier lieu, par la mise en place et le suivi précis des contrats territoire-lecture. Il est rappelé que ces conventions pluriannuelles de développement de la lecture, financées jusqu'à hauteur de 50 % par l'État, lient l'État, les collectivités territoriales et éventuellement des représentants du milieu associatif voire du secteur privé. Elles demeurent prioritairement axées sur les territoires les plus déficients, prioritairement en zones rurales et périurbaines et ont vocation à renforcer et mettre en cohérence les actions menées et les dispositifs existants sur ces territoires en matière de lecture publique. Elles peuvent également être l'occasion d'inciter les bibliothèques à définir un projet d'établissement qui leur permette de rayonner sur l'ensemble d'un territoire.

Une circulaire précisera courant 2013 les conditions de mise en place, de suivi et d'évaluation des contrats territoire-lecture. Une attention particulière sera apportée aux contrats prévoyant des coopérations à l'échelle du département.

Dans le secteur de l'économie du livre, la politique contractuelle est actuellement insuffisamment développée. Sa mise en œuvre passe d'une part par la structuration des réseaux professionnels et d'autre part par la mise en place et le suivi de contrats de progrès ou contrats de filière, au niveau régional, pour intervenir de manière concertée avec les collectivités locales en faveur des filières du livre dans les territoires. Vous vous attacherez à nouer et à approfondir le dialogue avec les différents échelons afin de renforcer, par une mutualisation des moyens et des pôles d'expertise, l'efficacité de l'action publique, dans l'optique d'une amélioration de l'aménagement culturel du territoire.

Afin d'améliorer le degré d'information de chacun (services du ministère, collectivités, professionnels...) sur ces types de contrats et leur mise en œuvre, vous veillerez à transmettre à l'administration centrale copie des contrats signés et à informer régulièrement la direction générale des médias et des industries culturelles (service du livre et de la lecture) de leur évolution.

Vous œuvrerez à la concertation et au partenariat entre les différents acteurs concernés par les politiques du livre et de la lecture. S'il existe une structure régionale pour le livre, celle-ci demeure un outil privilégié de cette démarche. Là où elles existent, votre soutien doit faire l'objet d'une contractualisation permettant de définir une stratégie, des modalités d'intervention et des critères d'évaluation.

Cette politique portera sur les axes prioritaires suivants :

1/ La lecture publique

Vous vous attacherez à soutenir le développement et la professionnalisation du réseau de lecture publique, en lien avec les axes mis en avant dans le cadre des contrats territoire-lecture.

Le développement du réseau des bibliothèques de lecture publique s'appuie principalement sur les crédits du concours particulier de la dotation générale de décentralisation. Il s'inscrit dans un objectif affirmé de lutte contre les inégalités d'accès au savoir et à la culture, y compris numérique. Vous noterez que faisant suite à une importante réforme en 2010/2011, un nouveau dispositif est intervenu en 2012 (décret n° 2012-717 du 7 mai 2012) qui doit vous permettre

de continuer à soutenir l'aménagement du territoire en bibliothèques tout en contribuant à la modernisation de leurs services et ressources. Il propose un assouplissement des règles d'attribution et un élargissement de l'assiette subventionnable en rendant éligible de nouvelles dépenses, les dépenses de fonctionnement non pérennes, à l'appui d'un projet initial et non renouvelable, en particulier l'acquisition de collections tous supports. En 2013, vous développerez en particulier le soutien de l'État aux projets numériques des bibliothèques territoriales (services sur place et à distance, formation numérique...) afin d'élargir les publics susceptibles d'être touchés par l'offre des bibliothèques. Vous favoriserez également les projets de construction et d'équipement les plus attentifs à l'accessibilité, à l'aménagement intérieur et au respect de l'environnement.

Dans le cadre de la conduite annuelle de l'enquête statistique auprès des bibliothèques municipales et départementales de prêt, vous veillerez, en concertation avec l'administration centrale, au bon fonctionnement du dispositif, notamment durant la phase de collecte des données, en relançant, en cas de besoin, les établissements ne s'acquittant pas de cette obligation inscrite au Code du patrimoine et en favorisant la coopération entre le MCC et les conseils généraux (*via* les BDP) pour la mise en place du nouveau dispositif de collecte des données.

Dans le cadre du plan d'action pour le patrimoine écrit (PAPE) vous vous attacherez à mettre à jour les plans d'action régionaux, ou à les créer dans les régions qui n'en sont pas encore dotées, en cohérence avec les pôles associés régionaux de la Bibliothèque nationale de France dans les régions qui sont pourvues de ce dispositif. Vous conduirez un bilan et une évaluation de l'action menée dans le cadre des plans régionaux déjà existants et procéderez à une actualisation et à une mise en perspective de ces plans, en liaison étroite avec les services compétents de l'administration centrale.

Par ailleurs, vous œuvrerez à favoriser les actions de médiation en faveur du livre et de la lecture en direction de tous les publics et notamment en prenant en compte la dimension d'éducation artistique et culturelle (cf. *infra* 4.)

2/ La librairie

Vous vous attacherez tout particulièrement à apporter votre soutien à la librairie indépendante.

Vous serez attentifs à faciliter l'accès de la librairie indépendante aux marchés publics de fourniture de

livre, notamment en sensibilisant aux spécificités des marchés publics de livres aussi bien les acheteurs publics (responsables des achats des collectivités et bibliothécaires) que les libraires.

Vous prendrez l'attache des collectivités concernées par des librairies labellisées LiR pour les sensibiliser aux enjeux du dispositif et plus largement à la situation de la librairie indépendante.

Vous vous attacherez par ailleurs à transmettre aux services centraux les données relatives aux aides accordées chaque année aux entreprises de librairies, aux projets collectifs, ainsi que la liste mise à jour des exonérations fiscales consenties en accompagnement du label ; vous systématiserez également l'information au sujet des établissements en difficulté, ceci afin d'améliorer la réactivité du ministère.

Enfin, vous serez attentifs à ce que les soutiens apportés sur crédits déconcentrés soient complémentaires des dispositifs mis en place au niveau national par le Centre national du livre, l'ADELIC, l'IFCIC etc.

La mission de l'IGAC sur les aides à la librairie lancée début juillet 2012 doit prochainement formuler des propositions visant à améliorer la complémentarité et la lisibilité des dispositifs existants ; elle proposera, si nécessaire, un modèle de gouvernance permettant de coordonner l'ensemble des aides. Vous pourrez ainsi être amenés à modifier vos modalités d'intervention pour répondre au mieux aux besoins des professionnels.

Par ailleurs, vous veillerez à la professionnalisation et au développement d'une édition indépendante et de création.

3/ Le numérique

Vous apporterez une attention particulière à tous les développements dans le domaine numérique : veille des actions mises en place et soutien aux acteurs en complémentarité avec les dispositifs existants.

Vous veillerez à favoriser les rapprochements et expériences numériques communes (projets conjoints de numérisation, acquisition concertée de ressources électroniques, partage d'infrastructure de conservation numérique, développement de services numériques communs...) en intégrant autant qu'il sera possible les universités et les collectivités dans les différents dispositifs soutenus par l'État.

Dans le cadre de l'inclusion progressive du numérique à toutes les étapes de la chaîne de production éditoriale, vous veillerez en particulier à soutenir les projets d'investissement et de formation nécessaires à cette modernisation du secteur.

4/ L'éducation artistique et culturelle

Vous veillerez à soutenir les actions visant à remédier à l'inégalité d'accès au livre et à la lecture et plus particulièrement :

- à accompagner, encadrer et valoriser les actions mises en œuvre par le réseau de lecture publique en direction des jeunes : les bibliothèques constituent en effet un équipement privilégié pour permettre à chacun de s'orienter dans l'offre et apprendre à la hiérarchiser, elles constituent également le premier réseau culturel de proximité fréquenté par les publics scolaires. À cet égard, vous serez attentifs à ce que les contrats territoire-lecture comportent un volet éducatif ;

- à soutenir, chaque fois qu'il est possible, les dispositifs de résidences d'écrivains, dans la mesure où ils possèdent un volet de médiation en direction des publics.

Par ailleurs, vous pourrez apporter votre soutien aux rencontres ou manifestations littéraires de qualité dont le rayonnement territorial est avéré et qui sont organisées dans un souci de sensibilisation aux œuvres, de rencontre avec les auteurs et médiation en direction des publics.

Action 2 : Industries culturelles

Dans le domaine des industries culturelles, l'action de l'État consiste à préserver et à renforcer les équilibres économiques entre les acteurs en s'attachant notamment à améliorer la situation de la production des œuvres, favorisant ainsi le renouvellement de la création et des talents et de la distribution indépendante.

La politique en faveur de ce secteur couvre notamment, outre le livre et la presse, les secteurs de la musique enregistrée, du cinéma, de l'audiovisuel et du jeu vidéo.

En ce qui concerne le cinéma en région, la priorité devra être donnée au soutien à la diffusion des œuvres cinématographiques dans leur diversité, en particulier à travers le soutien à des manifestations qui visent à :

- proposer une ligne artistique cohérente et clairement définie, notamment par la thématique, la programmation d'œuvres qui accèdent difficilement aux circuits classiques de diffusion (télévision, salles), la diffusion d'œuvres rares, inédites ou de patrimoine, le format spécifique des œuvres (courts ou longs métrages, documentaires, films expérimentaux) ou la valorisation de films soutenus dans le cadre des conventions 2011-2013 État-région, signées entre les DRAC, le CNC et le conseil régional, ou liés à la région (lieux de tournage et/ou de production des œuvres...) ;
- élargir les publics, notamment par l'organisation d'actions de médiation culturelle et de sensibilisation

du public local, la tenue de rencontres professionnelles, la mise en œuvre d'une politique tarifaire adaptée ou qui assure la préservation du lien social dans les zones insuffisamment desservies par le cinéma commercial ;

- favoriser le développement d'actions pérennes en faveur du cinéma tout au long de l'année sur un territoire en particulier en nouant des relations de partenariat avec d'autres structures culturelles régionales (cinémathèques, pôles régionaux d'éducation à l'image, scènes nationales, SMAC, médiathèques...).

S'agissant du type de manifestations, il conviendra de soutenir en priorité des festivals d'intérêt régional, ainsi que, des associations régionales de réseaux de salles de cinéma de proximité et/ou d'art et essai et des associations ayant pour objet la diffusion et la promotion d'œuvres cinématographiques.

Vous veillerez à ce que les manifestations soutenues présentent des plans de financement solides fondés sur des ressources diverses et notamment des ressources propres.

Vous encouragerez la promotion de ces manifestations à travers l'utilisation d'outils de communication et de valorisation numériques (site Internet, applications mobiles, réseaux sociaux...).

Vous travaillerez avec la DGMIC et le CNC à la rédaction d'une charte devant permettre de définir les règles d'intervention de l'État et de ses services déconcentrés en faveur du cinéma en région.

En ce qui concerne le financement des entreprises des industries culturelles, notamment dans le domaine de la musique enregistrée, vous vous attacherez à promouvoir, par tout moyen (page Internet, réunions professionnelles...), les mécanismes de soutien financés par l'État tels que le Fonds pour la création musicale (FCM), le crédit d'impôt en faveur de la production phonographique ou encore les mécanismes d'accès aux crédits que gère l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (IFCIC), notamment le fonds de garanties aux industries culturelles et le fonds d'avances aux industries musicales, pour lesquels vous continuerez de représenter des relais essentiels. À ce titre, l'IFCIC poursuivra, en collaboration avec vous, la tenue de réunions d'information à destination des acteurs locaux concernés par ses mécanismes.

Vous travaillerez, avec la DGMIC, à l'élaboration des termes d'un contrat cadre avec les collectivités territoriales définissant les critères et les modalités d'intervention, complémentaires entre l'État et les collectivités territoriales, en faveur des industries culturelles dans la région.

Enfin, en 2013, deux projets d'envergure nationale et internationale auront aussi à prendre en compte la dimension territoriale. À ce titre, je souhaite que les DRAC leur apportent pleinement leur contribution.

Le premier s'inscrira dans le domaine de la musique enregistrée dans le cadre duquel, suite à la mission menée par MM. Selles, Riester, Thonon, Colling et Chamfort en 2012, des travaux de préfiguration d'un nouvel établissement public, le Centre national de la musique, se dérouleront en 2013. Ce nouvel outil devra prendre en compte la dimension territoriale dans son action.

Le second intéresse de manière transverse l'ensemble des industries culturelles : les innovations numériques renouvellent les contenus culturels et le rapport entre créateurs, industries créatives et usagers. Ces évolutions appellent une adaptation des différents instruments mis en place afin de protéger l'exception culturelle. Tel est le sens de cet « Acte II de l'exception culturelle ». À cette fin, le Gouvernement a confié le 18 juillet à M. Pierre Lescure la conduite d'une mission de concertation sur les contenus numériques et la politique culturelle à l'ère du numérique. Celle-ci devra rendre ses conclusions en mars 2013. Cette mission, qui devra reposer sur une concertation la plus large possible de l'ensemble des acteurs concernés, aura aussi à faire vivre le débat en régions. Je souhaite à cet égard que les DRAC, en lien avec les autres services des préfectures de région, soient pleinement associées à ce travail. La mission et la DGMIC vous proposeront une méthode de travail.

CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES-POMPIDOU

Décision n° 0142-N du 21 septembre 2012 portant modification n° 3 à la délégation de signature du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la décision du 2 avril 2012 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 11 de la délégation de signature susvisée est modifié comme suit :

« Art. 11. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Jean-Marc Auvray, directeur des systèmes d'information et télécommunications par intérim, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les actes d'ordonnancement de dépenses, y compris les engagements auprès du contrôleur financier d'un montant inférieur à 90 000 €HT ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les documents relatifs aux absences, congés et formations du personnel de la direction des systèmes d'information et télécommunication.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jean-Marc Auvray, directeur des systèmes d'information et télécommunications par intérim, délégation de signature est donnée à M^{me} Odile Berthe-Le Roux, responsable du pôle juridique, administratif et financier de la direction des systèmes d'information et télécommunications, à l'effet de signer dans les mêmes limites ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanée de M. Jean-Marc Auvray, directeur des systèmes d'information et télécommunications par intérim, et de M^{me} Odile Berthe-Le Roux, responsable du pôle juridique, administratif et financier de la direction des systèmes d'information et télécommunications, délégation de signature est donnée à M. Bruno Gonthier, chef de projet - études, M. Franck Maze, chef de projet - responsable micro-informatique, et M. Julio Pires, chef de projet - responsable réseaux, à l'effet de viser tous documents relatifs aux absences, congés et formations du personnel de la direction des systèmes d'information et télécommunication. ».

Art. 2. - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 1^{er} octobre 2012 et qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Alain Seban

Décision n° 0148-N du 27 septembre 2012 portant modification n° 4 à la délégation de signature du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou.

Le président du Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou,

Vu la décision du 2 avril 2012 portant délégation de signature ;

Vu la décision n° 222 du 20 septembre 2012 nommant M. Denis Outin, directeur des ressources humaines, à compter du 20 septembre 2012,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 10 de la délégation de signature susvisée est modifié comme suit :

« Art. 10. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Agnès Saal, directrice générale, délégation de signature est donnée à M. Denis Outin, directeur des ressources humaines, à l'effet de signer tous actes, décisions et correspondances relatifs à la gestion des personnels du centre, notamment :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
- les décisions d'attribution d'aide sociale exceptionnelle ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;

et dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis Outin, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M. Michel Enault, chef du service des carrières et de la formation, directeur

adjoint au directeur des ressources humaines, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement simultanée de M. Denis Outin, directeur des ressources humaines, et de M. Michel Enault, chef du service des carrières et de la formation, directeur adjoint au directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Céline Lorcet-Moncomble, chef du service du personnel, à l'effet de signer, dans les mêmes limites, ces mêmes pièces.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis Outin, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Céline Lorcet-Moncomble, chef du service du personnel, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les contrats et décisions de recrutement à durée déterminée n'excédant pas une durée de 12 mois ;
- les documents nécessaires à la paye du personnel, sans limitation de montant ;
- les décisions d'ouverture de droits aux différentes allocations pour perte d'emploi ;
- les ordres de mission d'un montant inférieur à 3 000 €HT ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Denis Outin, directeur des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Rabiâ Belaouda, responsable du pôle gestion, à l'effet de signer, dans la limite des crédits placés sous sa responsabilité :

- les commandes, lettres de commandes, marchés, contrats, conventions, accords ou courriers emportant recettes ou dépenses d'un montant inférieur à 15 000 €HT, à l'exception des conventions avec les partenaires institutionnels, les mécènes et parrains ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs. ».

Art. 2. - La directrice générale est chargée de l'application de la présente décision qui prend effet à compter du 20 septembre 2012 et qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président du Centre national d'art
et de culture Georges-Pompidou,
Alain Seban

CRÉATION ARTISTIQUE - ARTS PLASTIQUES

Arrêté du 17 septembre 2012 relatif à l'élection du représentant du personnel et de son suppléant au conseil d'administration de l'Académie de France à Rome.

Le ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le décret n° 71-1140 modifié du 21 décembre 1971 portant application du décret du 1^{er} octobre 1926 conférant la personnalité civile et l'autonomie financière à l'Académie de France à Rome,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'élection au conseil d'administration de l'Académie de France à Rome, prévue à l'article 4 du décret du 21 décembre 1971 susvisé, d'un membre titulaire et d'un membre suppléant représentant le personnel a lieu au scrutin majoritaire à un tour.

Les représentants du personnel sont élus pour une durée de trois ans.

Art. 2. - L'élection des représentants du personnel intervient quatre mois au plus et un mois au moins avant la date d'expiration de la durée du mandat des membres en exercice.

Art. 3. - Le directeur de l'Académie de France à Rome est chargé de l'organisation des élections, sous réserve des dispositions du présent arrêté. Il fixe et publie par voie d'affichage la date du scrutin.

Art. 4. - Sont électeurs :

- les fonctionnaires titulaires et stagiaires en fonction dans l'établissement à la date du scrutin ;
- les agents non titulaires en fonction dans l'établissement, recrutés pour répondre à un besoin permanent à temps complet, partiel ou incomplet qui justifient de trois mois d'ancienneté à la date du scrutin ;
- les agents mis à disposition de l'établissement.

Les conditions pour être électeur s'apprécient à la date de clôture de la liste électorale.

Sont exclus du scrutin, les agents en congé de longue durée, en disponibilité ou en congé sans rémunération, ainsi que les agents dont le contrat se termine entre la date de publication de la liste électorale et la clôture du scrutin.

Art. 5. - La liste électorale est établie par le directeur de l'Académie de France à Rome. Elle est rendue publique par affichage un mois au moins avant la date du scrutin.

Toute réclamation doit être adressée, dans les huit jours suivant la date de publication, au directeur de l'établissement. Celui-ci statue sur le bien-fondé des réclamations et arrête dans le même délai la liste électorale définitive.

Art. 6. - Sont éligibles les personnels mentionnés à l'article 4 du présent arrêté, à l'exception des personnes ayant voix consultative au sein du conseil d'administration.

Art. 7. - Chaque liste de candidats doit comporter deux noms et prénoms. Elle doit être signée par les candidats. Elle doit également comporter le nom du représentant habilité à représenter les candidats dans toutes les opérations électorales.

Les candidatures et les professions de foi doivent être déposées par écrit, contre accusé réception, au plus tard trois semaines avant la date du scrutin, auprès du directeur qui en assurera la publication par voie d'affichage.

Les éventuelles réclamations sont adressées au directeur dans un délai de trois jours suivant l'affichage. Le directeur statue dans un délai maximum de trois jours et arrête la liste définitive des candidats.

Art. 8. - Dans l'hypothèse où aucun agent n'a déposé de candidature, les représentants du personnel sont désignés par voie de tirage au sort parmi les agents mentionnés à l'article 6 du présent arrêté.

Art. 9. - Le vote a lieu sur place le jour du scrutin. Le vote est personnel et secret. Le vote par procuration n'est pas autorisé.

Les électeurs doivent exclusivement utiliser le matériel de vote fourni par l'administration. Le vote, sous peine de nullité, doit être exprimé à l'aide d'un seul bulletin de vote ne comportant ni rature, ni signe distinctif.

Art. 10. - Le bureau de vote est présidé par le directeur de l'établissement ou son représentant. Il est composé en outre d'un agent de l'établissement désigné par le directeur de l'établissement et d'un représentant de chaque liste désigné par les candidats.

Il veille à la régularité des opérations électorales et procède, dès la clôture du scrutin, au dépouillement et à la proclamation des résultats. Le dépouillement, qui est public, fait l'objet d'un procès-verbal. Le résultat des opérations électorales est porté sur le procès-verbal et les bulletins blancs ou nuls sont décomptés et annexés à ce procès-verbal. Le procès-verbal est ensuite signé par l'ensemble des membres présents du bureau de vote.

Est déclarée élue la liste ayant recueilli le plus grand nombre de voix. En cas d'égalité de voix entre listes candidates, il est procédé à un tirage au sort.

Le bureau de vote se prononce sur les difficultés relatives aux opérations de vote. Ses décisions sont motivées.

Les résultats sont immédiatement proclamés et affichés, et le procès-verbal est transmis sans délai au ministère chargé de la culture.

Art. 11. - Les contestations sur la validité des opérations électorales sont portées, dans un délai de cinq jours à compter de la proclamation des résultats, devant le directeur de l'établissement, qui statue dans les huit jours suivants. En cas de maintien de la contestation, celle-ci peut faire l'objet d'une saisine du tribunal administratif.

Art. 12. - Si le représentant titulaire du personnel se trouve dans l'impossibilité d'exercer ses fonctions, pour quelque cause que ce soit, il est remplacé, pour la durée restant à courir de son mandat, par son suppléant.

En cas d'empêchement définitif, de démission ou de départ de l'établissement du membre titulaire et lorsqu'il n'est pas possible de le remplacer par son suppléant, il est procédé à de nouvelles élections pour pourvoir le siège devenu vacant, à condition que la durée du mandat restant à courir soit supérieure ou égale à un an.

Art. 13. - Le directeur de l'Académie de France à Rome est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général de la création artistique,
Michel Orier

Vu l'arrêté du 28 octobre 2010 portant nomination de M. Laurent Bayle en qualité de directeur général de la Cité de la musique ;

Vu la décision du directeur général de la Cité de la musique n° 04-2011 du 17 janvier 2011 portant délégations de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jean-Rémi Baudonne, directeur technique de la Cité de la musique et de sa filiale la Salle Pleyel, à l'effet de signer au nom du directeur général et dans le cadre des opérations techniques propres aux salles de la Cité de la musique :

- les commandes d'un montant inférieur à 11 000 €HT ;
- les attestations de services faits, y compris celles concernant le personnel intermittent ;
- les contrats d'intermittents du spectacle, cosignés par le directeur des ressources humaines ;
- plus généralement tous documents relatifs à l'ordonnancement des dépenses et à leur engagement comptable, à l'exception des ordres de mission.

Cette délégation prend effet le 5 septembre 2012.

Art. 2. - La décision n° 06-2011 donnant délégation de signature à M. Claude Bourdaleix, directeur technique des salles de la Cité de la musique, est abrogée à compter du 4 septembre 2012.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de la Cité de la musique.

Le directeur général de la Cité de la musique,
Laurent Bayle

CRÉATION ARTISTIQUE - MUSIQUE, DANSE, THÉÂTRE ET SPECTACLES

Décision n° 16/2012 du 5 septembre 2012 portant délégation de signature à la Cité de la musique.

Le directeur général de la Cité de la musique,
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique, et notamment ses articles 191 et 205 relatifs à la responsabilité de l'ordonnateur et à la règle préalable à l'engagement juridique ;

Vu le décret n° 95-1300 du 19 décembre 1995 modifié, portant création de l'établissement public de la Cité de la musique et notamment son titre II, article 12 ;

ÉDUCATION ARTISTIQUE - ENSEIGNEMENT - RECHERCHE - FORMATION

Décision du 4 septembre 2012 modifiant la délégation de signature en date du 8 novembre 2011 (direction des études) de l'École nationale supérieure des beaux-arts.

Le directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts,

Vu le décret n° 84-968 du 26 octobre 1984 modifié portant organisation administrative et financière de l'École nationale supérieure des beaux-arts, notamment son article 16 ;

Vu le décret du 7 novembre 2011 portant nomination de M. Nicolas Bourriaud aux fonctions de directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts ;

Vu la décision du 8 novembre 2011 portant délégation de signature de la direction des études,

Décide :

Art. 1^{er}. - L'article 3 de la décision du 8 novembre 2011 susvisée est remplacé par les dispositions suivantes :

« Délégation est donnée à M. Marc Didier Petit, conservateur des bibliothèques, responsable de la médiathèque, à l'effet de signer, au nom du directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts, les liquidations de factures, les bons de commande d'un montant inférieur à 8 000 €HT, les actes et décisions, dans la limite des attributions de la médiathèque.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Marc Didier Petit, délégation est donnée à M^{me} Patricia Kalenski, chargée d'études documentaires et M. Philippe Ricchiero, agent contractuel, à l'effet de signer, au nom du directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts, les liquidations de factures, les bons de commande d'un montant inférieur à 8 000 €HT, les actes et décisions, dans la limite de leurs attributions respectives. ».

Art. 2. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le directeur,
Nicolas Bourriaud

Décision du 4 septembre 2012 portant délégation de signature à l'École nationale supérieure des beaux-arts.

Le directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts,

Vu le décret n° 84-968 du 26 octobre 1984 modifié portant organisation administrative et financière de l'École nationale supérieure des beaux-arts, notamment son article 16 ;

Vu le décret du 7 novembre 2011 portant nomination de M. Nicolas Bourriaud aux fonctions de directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts ;

Vu la décision du 8 novembre 2011 portant délégation de signature du département du développement scientifique et culturel,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M^{me} Pascale Le Thorel, agente contractuelle, responsable des éditions,

à l'effet de signer, au nom du directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts, les liquidations de factures, les bons de commande d'un montant inférieur à 8 000 €HT, les actes et décisions, dans la limite des attributions des éditions.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Pascale Le Thorel, délégation est donnée à M. Camille Villeneuve, agent contractuel, adjoint au responsable des éditions, à l'effet de signer, au nom du directeur de l'École nationale supérieure des beaux-arts, les liquidations de factures, les bons de commande d'un montant inférieur à 8 000 €HT, les actes et décisions, dans la limite de ses attributions.

Art. 2. - L'article 2 de la décision du 8 novembre 2011 susvisée est supprimé.

Art. 3. - La présente décision sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le directeur,
Nicolas Bourriaud

Circulaire n° 2012/012 du 24 septembre 2012 relative aux modalités d'attribution des aides à la mobilité des étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture.

NOR : MCCC1235198C

N° DGP : 2012/001

Cette circulaire abroge et remplace la circulaire n° 2002/003 du 23 janvier 2002 relative aux modalités d'attribution de bourses de mobilité aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture.

Préambule

Dans le cadre de la promotion de la politique institutionnelle européenne et internationale des écoles nationales supérieures d'architecture (ENSA), le service de l'architecture/sous-direction de l'enseignement supérieur et de la recherche en architecture de la direction générale des patrimoines développe une politique de soutien à la mobilité qui s'appuie sur les principes suivants :

- développer la dimension européenne et internationale des établissements ;
- renforcer les coopérations internationales à caractère pédagogique ;
- soutenir la mobilité et les échanges d'étudiants en leur permettant de suivre une partie de leurs études à l'étranger ;
- encourager la reconnaissance académique des périodes d'études et des stages effectués à l'étranger.

Pour aider à atteindre ces objectifs :

- des aides à la mobilité peuvent être attribuées prioritairement aux étudiants boursiers des ENSA, pour un montant de 400 € par mois, cependant le versement de ces aides sera limité à six mois ;
- des aides d'urgence à la mobilité peuvent être attribuées aux étudiants non boursiers des ENSA, cependant le versement sera aussi limité à six mois.

Conditions d'attribution

1. Principes généraux

1.1 Les aides peuvent être attribuées aux étudiants des ENSA sous réserve qu'ils soient régulièrement inscrits, pour effectuer un séjour d'études ou un stage de formation pratique à l'étranger en 3^e année de 1^{er} cycle ou en 1^{re} année de deuxième cycle. Ces séjours ou stages doivent être validés par l'équipe pédagogique.

1.2 Les aides ne peuvent être obtenues que pour un seul séjour à l'étranger durant le cursus.

1.3 Les aides ne peuvent être attribuées aux étudiants effectuant un séjour individuel hors convention ou programme de collaboration entre leur établissement d'origine et leur établissement d'accueil.

1.4 Les aides sont contingentées. La priorité est donnée aux étudiants boursiers. Le budget alloué aux aides d'urgence à la mobilité varie en fonction du nombre d'étudiants boursiers sur critères sociaux éligibles à une aide à la mobilité. Le budget disponible, après attribution des aides à la mobilité aux étudiants boursiers sur l'ensemble du territoire, est versé aux écoles au *pro rata* du nombre d'étudiants non boursiers de l'établissement partant en mobilité.

1.5 Les aides ont un caractère complémentaire et sont cumulables avec toute autre bourse ou aide financière.

2. Assiduité

Les étudiants bénéficiaires de ces aides doivent être assidus aux cours, travaux dirigés, travaux pratiques ainsi qu'aux stages obligatoires et se présenter aux examens. Si ces conditions ne sont pas respectées, un reversement de tout ou partie de l'aide à la mobilité ou de l'aide d'urgence à la mobilité doit être effectué.

3. Modification en cours de séjour

Les étudiants boursiers doivent signaler à leur établissement d'origine toute modification intervenue durant la période effectuée à l'étranger (notamment un retour anticipé).

Modalités d'attribution des aides

1. Aides à la mobilité aux étudiants boursiers

1.1 Procédure d'attribution

Les écoles examineront les demandes d'aide à la mobilité en fonction de :

- l'intérêt pédagogique,
- la situation financière de l'étudiant,
- le soutien apporté par d'autres organismes, administrations ou collectivités territoriales,
- la destination (coût du voyage, coût de la vie, etc.),

et transmettront à la sous-direction de l'enseignement et de la recherche en architecture la liste des étudiants boursiers, par ordre de priorité, et la durée de leur séjour à l'étranger, au plus tard début octobre, pour les départs en mobilité au cours du premier trimestre de l'année universitaire en cours.

Après arbitrage, la sous-direction de l'enseignement et de la recherche en architecture transmettra aux écoles la liste des aides accordées et procédera au versement de la dotation correspondante afin que les écoles puissent procéder au paiement des aides.

La même opération aura lieu en février pour la période du deuxième semestre de l'année universitaire.

1.2 Montant et durée

Les aides à la mobilité pour les étudiants boursiers sont d'un montant de 400 € par mois, conformément aux dispositions de l'article 1^{er} de l'arrêté du 8 août 2012 portant sur les taux des aides à la mobilité et des aides d'urgence à la mobilité attribuées aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture pour l'année 2012-2013. Elles sont attribuées pour une durée limitée à 6 mois, même si la durée de la mobilité est supérieure.

2. Aides d'urgence à la mobilité aux étudiants non boursiers

2.1 Procédure d'attribution

Les écoles transmettront à la sous-direction de l'enseignement et de la recherche en architecture la liste des étudiants non boursiers et la durée de leur séjour à l'étranger, au plus tard début octobre, pour les départs en mobilité au cours du premier trimestre de l'année universitaire en cours.

La dotation concernant les aides d'urgence à la mobilité sera notifiée fin octobre.

Les écoles examineront et arbitreront les demandes d'aide d'urgence à la mobilité en fonction de :

- l'intérêt pédagogique,
- la situation financière de l'étudiant,
- le soutien apporté par d'autres organismes, administrations ou collectivités territoriales,
- la destination (coût du voyage, coût de la vie, etc.).

Les écoles procéderont aux paiements des aides et transmettront à la sous-direction de l'enseignement et de la recherche en architecture la liste des étudiants non boursiers bénéficiaires de ces aides et le montant accordé, accompagné d'un bilan financier.

La même opération aura lieu en février pour la période du deuxième semestre de l'année universitaire.

2.2 Montant et durée

Les aides d'urgence à la mobilité pour les étudiants non boursiers sont d'un montant de 152 € par mois, conformément aux dispositions de l'article 2 de l'arrêté du 8 août 2012 portant sur les taux des aides à la mobilité et des aides d'urgence à la mobilité attribuées aux étudiants des écoles nationales supérieures d'architecture pour l'année 2012-2013. Elles sont attribuées pour une durée limitée à 6 mois, même si la durée de la mobilité est supérieure.

Le directeur, adjoint au directeur général des patrimoines,
chargé de l'architecture,
Bertrand-Pierre Galey

Vu l'arrêté portant nomination du directeur général de l'Établissement public de maîtrise d'ouvrage des travaux culturels en date du 20 janvier 2010 ;

Vu la délibération n° 2009-352 du 7 avril 2009 modifiée portant sur la création de la commission des marchés et la composition des jurys de concours ;

Vu la délibération n° 2010-384 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement ;

Vu la délibération n° 2010-394 portant délégation de pouvoir au président de l'établissement ;

Vu la décision n° 2012-05 portant délégation de signature,

Décide :

Pour la période du 20 septembre 2012 inclus au 24 septembre 2012 inclus, délégation de signature est donnée à M. Patrick Weiser, chef du département administratif et financier, à l'effet de signer l'ensemble des mesures de mise en concurrence, de passation des marchés et avenants ainsi que l'ensemble des mesures liées à l'exécution et au solde des marchés non mentionnées à l'article 10 de la décision n° 2012-05 portant délégation de signature.

La présente décision est publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président,
Christophe Vallet

OPÉRATEUR DU PATRIMOINE ET DES PROJETS IMMOBILIERS DE LA CULTURE

Décision n° 2012-92 du 19 septembre 2012 portant délégation de signature à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture.

Le président de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture,

Vu le décret n° 98-387 du 19 mai 1998 modifié relatif à l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 modifié portant Code des marchés publics ;

Vu le décret du 26 août 2010 portant nomination du président de l'Opérateur du patrimoine et des projets immobiliers de la culture ;

PATRIMOINES - ARCHÉOLOGIE

Décision n° 2012-DG/12/054 du 3 septembre 2012 portant délégation de signature à la directrice interrégionale Centre - Île-de-France par intérim et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Le directeur général,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants et R. 545-24 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M^{me} Sylvie Baron, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France par intérim, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé, à l'exception des accords-cadre ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;
- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 €HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;
- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité de la directrice de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et

les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;

- les conventions conclues avec des étudiants de l'enseignement supérieur ou des élèves scolaires, et l'établissement d'enseignement pour la réalisation de stages effectués au sein de la direction interrégionale et dont la gratification n'excède pas le seuil de 12,5 % du plafond de la sécurité sociale ;
- les actes et décisions relatifs à la rupture ou au terme des conventions de stage effectué au sein de la direction interrégionale ;
- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Sylvie Baron, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France par intérim, délégation est donnée à M. Pierre Vallat, délégué scientifique auprès de la directrice interrégionale Centre - Île-de-France par interim, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 €HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 €HT, à l'exception des accords-cadre ;

- ainsi que tous les autres actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Sylvie Baron, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France par intérim et de M. Pierre Vallat, délégué scientifique auprès de la directrice interrégionale Centre - Île-de-France par intérim, délégation est donnée à M^{me} Martine Petitjean, adjointe administrative auprès de la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France par intérim, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions respectives, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 4. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M^{me} Sylvie Baron, directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France par intérim, à M. Olivier Blin, à M. Richard Cottiaux, à M. Thierry Massat, à M. Amaury Masquillier, tous les quatre adjoints scientifiques et techniques auprès de la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France par intérim, et, le temps de sa mission, à M. Pablo Ciezar adjoint scientifique et technique par intérim pour la région Île-de-France Ouest/Paris auprès de la directrice de l'interrégion Centre - Île-de-France par intérim, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;
- les procès-verbaux de fin de chantier.

Art. 5. - La présente décision annule et remplace la décision n° 2012-DG/12/052 portant délégation de signature à la directrice interrégionale Centre - Île-de-France par intérim et à ses principaux collaborateurs de l'INRAP.

La présente décision entre en vigueur à compter du 3 septembre 2012.

Art. 6. - La directrice interrégionale Centre - Île-de-France par intérim de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général,
Arnaud Roffignon

Décision n° 2012-DG/12/055 du 6 septembre 2012 portant délégation de signature au directeur du développement culturel et de la communication et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Le directeur général,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants et R. 545-24 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Paul Salmona, directeur du développement culturel et de la communication, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés publics à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction du développement culturel et de la communication ;
- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction du développement culturel et de la communication, d'un montant inférieur à 20 000 € HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service ;
- les ordres de mission relatifs aux déplacements des agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur du développement culturel et de la communication, à l'exception de ceux relatifs à des déplacements en dehors de la métropole, ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents ;
- les décisions de prise en charge des déplacements des personnalités extérieures à l'institut invitées par le président, le directeur général ou le directeur du développement culturel et de la communication à se déplacer dans le cadre des activités de valorisation et de communication de l'institut ;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance nationale, ainsi que les autorisations relatives à l'utilisation de photographies ou films dont l'institut est titulaire des droits ;

- les contrats portant cession de droits d'auteur au profit de l'institut, pour tout montant ;
- les conventions et contrats de coproduction audiovisuelle qui prévoient un apport de l'institut dont le montant est inférieur à 20 000 €HT ;
- les conventions et contrats de coédition scientifique et grand public qui prévoient un apport de l'institut dont le montant est inférieur à 20 000 €HT.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Paul Salmona, directeur du développement culturel et de la communication, délégation est donnée à M^{me} Thérésia Duvernay, directrice adjointe du développement culturel et de la communication, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 1^{er} ci-dessus.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Paul Salmona, directeur du développement culturel et de la communication, et de M^{me} Thérésia Duvernay, directrice adjointe du développement culturel et de la communication, délégation est donnée à M^{me} Virginie Kenler, chef du service de la communication institutionnelle et de la communication interne, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, les mêmes documents que ceux mentionnés à l'article 1^{er} ci-dessus.

Art. 4. - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Art. 5. - Le directeur du développement culturel et de la communication de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général,
Arnaud Roffignon

Arrêté du 11 septembre 2012 portant modification de la composition du Conseil national de la recherche archéologique.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Vu le Code du patrimoine, notamment son livre V ;
Vu l'arrêté du 31 mai 2012 portant composition du Conseil national de la recherche archéologique ;
Vu le courrier de confirmation de désignation d'un nouveau membre élu par la commission interrégionale de la recherche archéologique Est en date du 30 août 2012,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Véronique Brouquier-Reddé est nommée membre du Conseil national de la recherche archéologique en tant que membre élu par les commissions interrégionales de la recherche archéologique, en remplacement de M^{me} Catherine Louboutin.

Art. 2. - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
Le directeur général des patrimoines par intérim,
Bertrand-Pierre Galey

Décision n° 2012-DG/12/0059 du 11 septembre 2012 portant délégation de signature au directeur interrégional Rhône-Alpes - Auvergne et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Le directeur général,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants et R.545-24 et suivants ;
Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;
Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;
Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Dominique Deboissy, directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé, à l'exception des accords-cadre ;

- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;
- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 €HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;
- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;
- les conventions conclues avec des étudiants de l'enseignement supérieur ou des élèves scolaires, et l'établissement d'enseignement pour la réalisation de stages effectués au sein de la direction interrégionale et dont la gratification n'excède pas le seuil de 12,5 % du plafond de la sécurité sociale ;
- les actes et décisions relatifs à la rupture ou au terme des conventions de stage effectué au sein de la direction interrégionale ;
- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de

service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Dominique Deboissy, directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne, délégation est donnée à M^{me} Magali Rolland, à M. David Pelletier, tous deux adjoints scientifiques et techniques et à M^{me} Cécile Ramponi, adjointe scientifique et technique pour la période du 17 septembre au 31 décembre 2012, auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne, ainsi qu'à M. Fabrice Muller, assistant aux adjoints scientifiques et techniques et chargé de mission auprès du directeur de l'interrégion Rhône-Alpes, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions :

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 €HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 €HT ;
- ainsi que tous les autres actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Art. 4. - Le directeur de l'interrégion Rhône-Alpes - Auvergne de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général,
Arnaud Roffignon

Décision n° 2012-DG/12/061 du 14 septembre 2012 portant délégation de signature au directeur interrégional Grand-Est-Sud et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Le directeur général,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants et R. 545-24 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Hans de Klijn, directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé, à l'exception des accords-cadre ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;
- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 €HT,

concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;

- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;
- les conventions conclues avec des étudiants de l'enseignement supérieur ou des élèves scolaires, et l'établissement d'enseignement pour la réalisation de stages effectués au sein de la direction interrégionale et dont la gratification n'excède pas le seuil de 12,5 % du plafond de la sécurité sociale ;
- les actes et décisions relatifs à la rupture ou au terme des conventions de stage effectué au sein de la direction interrégionale ;
- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;
- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;
- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;
- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hans de Klijn, directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, délégation est donnée à M^{me} Adeline Clerc, adjointe administrative auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Hans de Klijn, directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud et de M^{me} Adeline Clerc, adjointe administrative auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, délégation est donnée à M. Frédéric Seara, à M. Laurent Vaxelaire et à M. Éric Boes, tous trois adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 €HT ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 €HT ;
- ainsi que tous les autres actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 4. - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Art. 5. - Le directeur de l'interrégion Grand-Est-Sud de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général,
Arnaud Roffignon

Décision n° 2012-DG/12/063 du 20 septembre 2012 portant délégation de signature au directeur de l'interrégion Grand-Ouest et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Le directeur général,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants et R. 545-24 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Claude Le Potier, directeur de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé, à l'exception des accords-cadre ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;
- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 €HT, concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;
- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale ;
- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;
- les conventions conclues avec des étudiants de l'enseignement supérieur ou des élèves scolaires, et

l'établissement d'enseignement pour la réalisation de stages effectués au sein de la direction interrégionale et dont la gratification n'excède pas le seuil de 12,5 % du plafond de la sécurité sociale ;

- les actes et décisions relatifs à la rupture ou au terme des conventions de stage effectué au sein de la direction interrégionale ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude Le Potier, directeur de l'interrégion Grand-Ouest, délégation est donnée à M. Arnaud Dumas, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer au nom du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude Le Potier, directeur de l'interrégion Grand-Ouest et de M. Arnaud Dumas, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, délégation est donnée à M. Michel Baillieu, adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération qui concernent les opérations d'archéologie préventive relevant de sa compétence ;

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 €HT ;

- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 €HT, à l'exception des accords-cadre ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;

- les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;

- ainsi que tous les autres actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Claude Le Potier, directeur de l'interrégion Grand-Ouest et de M. Arnaud Dumas, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, délégation est donnée à M^{me} Sylvie Pluton-Kliesch, à M. Cyril Marcigny et à M. Pierre Chevet tous trois adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les projets d'opération qui concernent les opérations d'archéologie préventive relevant de leur compétence ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;

- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;

- les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les ordres de mission, à l'exception de ceux relatifs à un déplacement en dehors de la métropole, afférents aux agents de l'institut placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion et aux responsables scientifiques extérieurs ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais des agents placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion.

Art. 5. - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Art. 6. - Le directeur de l'interrégion Grand-Ouest de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général,
Arnaud Roffignon

Décision n° 2012-DG/12/064 du 21 septembre 2012 portant délégation de signature au directeur interrégional Grand-Sud-Ouest et à ses principaux collaborateurs de l'Institut national de recherches archéologiques préventives (INRAP).

Le directeur général,

Vu le Code du patrimoine, et notamment ses articles L. 523-1 et suivants et R. 545-24 et suivants ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2002-450 du 2 avril 2002 modifié portant dispositions applicables aux agents de l'Institut national de recherches archéologiques préventives ;

Vu le décret du 11 janvier 2010 portant nomination du directeur général de l'Institut national de recherches archéologiques préventives,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation est donnée à M. Odet Vincenti, directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les projets d'opération ;
- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé ;
- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé, à l'exception des accords-cadre ;
- les conventions de collaboration avec les responsables scientifiques d'opération désignés par l'État qui n'appartiennent pas au personnel de l'institut, ainsi que les conventions avec les experts ou spécialistes nécessaires à la réalisation des opérations d'archéologie préventive ;
- les conventions ponctuelles de coopération avec les collectivités territoriales ou groupements de collectivités territoriales, hormis les conventions prévoyant le versement par l'institut de subventions et hormis les conventions de groupement avec un ou des opérateurs d'archéologie préventive pour répondre aux appels d'offres passés, aux fins de réalisation de fouilles, par les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé ;
- les actes d'engagement juridique passés par l'institut pour répondre aux besoins de la direction interrégionale, d'un montant inférieur à 45 000 €HT,

concernant notamment les commandes - hors marché à bons de commande - ou les marchés et ordres de service, les décisions de poursuivre ou tous les actes d'exécution afférents ainsi que les contrats, à l'exception des baux, en matière de travaux, fournitures et services ;

- les bons de commande quel que soit leur montant s'inscrivant dans le cadre de marchés à bons de commande et relevant du budget alloué à la direction interrégionale ;

- les ordres de mission relatifs à un déplacement en métropole et dans les départements et territoires d'outre-mer des agents de l'institut et des responsables scientifiques extérieurs placés sous l'autorité du directeur de l'interrégion, ainsi que les états de frais et les demandes de remboursement de frais de ces agents et personnalités ;

- les conventions conclues avec des étudiants de l'enseignement supérieur ou des élèves scolaires, et l'établissement d'enseignement pour la réalisation de stages effectués au sein de la direction interrégionale et dont la gratification n'excède pas le seuil de 12,5 % du plafond de la sécurité sociale ;

- les actes et décisions relatifs à la rupture ou au terme des conventions de stage effectué au sein de la direction interrégionale ;

- les demandes d'avance périodique, les demandes d'avance spécifique et les demandes d'avance conventionnelle sur frais de fonctionnement de chantiers et sur frais de déplacement, ainsi que les états de frais correspondants ou les demandes de remboursement hebdomadaires de frais, les ordres de service permanents et les ordres de service temporaires des personnes habilitées à intervenir sur un chantier d'opération archéologique ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain et les procès-verbaux de fin de chantier ;

- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille et les décomptes généraux définitifs des travaux ;

- les autorisations de prises de vues photographiques et de tournage d'importance régionale ;

- les copies certifiées conformes des pièces des dossiers relevant de la compétence de la direction de l'interrégion.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Odet Vincenti, directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, délégation est donnée à M. Patrick Bretagne, adjoint administrateur auprès du directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions, tous les actes visés à l'article 1^{er}.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Odet Vincenti, directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest et de M. Patrick Bretagne, adjoint administrateur auprès de la directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, délégation est donnée à M. Jean-Charles Arramond, à M. Luc Detrain, à M. Vincent Lhomme, à M. Pierrick Fouéré et à M. Jean-Luc Bourdartchouk, tous les cinq adjoints scientifiques et techniques auprès du directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de leurs attributions respectives :

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille ;
- les procès-verbaux de fin de chantier ainsi que les décomptes généraux définitifs des travaux ;

qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leurs compétences respectives.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Odet Vincenti, directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, de M. Patrick Bretagne, adjoint administrateur auprès de la directrice de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, et de M. Luc Detrain, adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, délégation est donnée jusqu'au 30 novembre 2012 à M^{me} Catherine Ballarin adjointe scientifique et technique par intérim auprès du directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, à l'effet de signer, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille ;
- les procès-verbaux de fin de chantier ainsi que les décomptes généraux définitifs des travaux ;

qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leurs compétences respectives.

Art. 5. - Délégation est donnée, sous l'autorité de M. Odet Vincenti, directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, à M. Thierry Cornec, adjoint scientifique et technique auprès du directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest, à l'effet de signer au nom du directeur général, dans les mêmes conditions et dans la limite de ses attributions :

- les conventions relatives à la réalisation de diagnostic par l'institut, passées avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-7 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 €HT ;

- les devis, contrats et marchés relatifs à la réalisation de fouilles par l'institut, passés avec les personnes projetant d'exécuter des travaux au sens de l'article L. 523-9 du Code du patrimoine susvisé et dont le budget d'opération correspondant est inférieur à 250 000 €HT, à l'exception des accords-cadre ;

- les procès-verbaux de mise à disposition du terrain ;
- les procès-verbaux de réception des opérations de fouille ;

- les procès-verbaux de fin de chantier ainsi que les décomptes généraux définitifs des travaux ;

qui portent sur les opérations d'archéologie préventive relevant de leurs compétences respectives.

Art. 6. - La présente décision prend effet à compter de sa signature.

Art. 7. - Le directeur de l'interrégion Grand-Sud-Ouest de l'Institut national de recherches archéologiques préventives est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet de l'institut.

Le directeur général,
Arnaud Roffignon

PATRIMOINES - MONUMENTS HISTORIQUES

Convention du 26 juin 2012 entre la Fondation du patrimoine et M. Jean-Pierre Guemas, propriétaire d'un immeuble classé au titre des monuments historiques sis 6, rue Saint-Louis 17000 La Rochelle.

Concentration entre :

- M. Jean-Pierre Guemas, personne physique propriétaire d'un immeuble classé au titre des monuments historiques sis 43, rue du Poteau, 17180 Périgny, ci-dessous dénommé « le propriétaire »,

et

- La Fondation du patrimoine, ayant son siège social aux n^{os} 23-25, rue Charles Fourier, 75013 Paris et représentée par son président M. Charles de Croisset, ci-dessous dénommée « la fondation ».

Préambule

L'article 10 de la loi de finances pour 2007 (loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006) étend le bénéfice de la réduction d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés

prévue respectivement aux articles 200 et 238 *bis* du Code général des impôts (CGI) aux dons versés à la fondation en vue de subventionner la réalisation de travaux sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques privés.

La fondation délivre pour le bénéfice de la réduction d'impôt, l'attestation prévue au 5. de l'article 200 du CGI.

Dans le cadre de la mise en place de ce dispositif les parties ont décidé de conclure une convention conformément aux articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine.

Art. 1^{er}. - Immeuble objet de la convention

Le propriétaire dispose d'un immeuble classé au titre des monuments historiques sis à l'adresse suivante : 6, rue Saint-Louis, 17000 La Rochelle.

Cet immeuble a fait l'objet d'une décision de classement au titre des monuments historiques en date du 14 mai 1999, dont copie est annexée à la présente convention.

Art. 2. - Nature des travaux

Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2008-195 pris pour l'application des articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine, le propriétaire fournit en annexe de la présente le descriptif détaillé des travaux de restauration, de conservation ou d'accessibilité envisagés sur l'immeuble ainsi que l'estimation de leur coût, l'échéancier de réalisation des travaux et les entreprises qui les réaliseront.

S'agissant des édifices classés au titre des monuments historiques, ce descriptif est accompagné de la copie de l'autorisation de travaux délivrée par le préfet de région ou à défaut de la copie du récépissé délivré par le préfet de région accusant réception du dépôt de la demande d'autorisation de travaux auprès du STAP conformément à l'article 20 du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et

aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

S'agissant des immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire :

- lorsque les travaux sont autres que, d'une part des travaux d'entretien ou de réparation ordinaires qui sont dispensés de toute formalité et d'autre part des constructions ou travaux mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 621-27 du Code du patrimoine, ce descriptif est accompagné de la copie de la déclaration de travaux auprès du STAP ;

- lorsque les travaux prévus sont soumis à permis de construire, à permis de démolir, à permis d'aménager ou à déclaration préalable, le descriptif devra être accompagné de la décision accordant le permis ou la décision de non-opposition ou à défaut la copie du récépissé accusant réception de la demande d'autorisation de travaux.

Si le dossier est évoqué par le ministre, le propriétaire joint à la présente, copie de la décision d'évocation.

Art. 3. - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de sa signature étant précisé qu'en tout état de cause la fondation ne pourra collecter les dons de donateurs personnes physiques ou morales au-delà du 31 décembre de l'année au titre de laquelle les travaux ont été achevés.

Le propriétaire s'engage à informer la fondation de la date d'achèvement des travaux dans le mois qui suit cette date.

Toute prorogation ou modification de la présente convention fera l'objet d'un accord exprès entre les parties, par voie d'avenant.

Art. 4. - Financement

Le propriétaire a établi son plan de financement prévisionnel comme suit :

	€	%	Date prévisionnelle d'apport des fonds
Apports en fonds propres	0		
Emprunts sollicités et/ou obtenus	0		
Subventions sollicitées et/ou obtenues*	31 780	35	
Financement du solde par le mécénat	59 018	65	
Total	90 798	100	

* est joint en annexe un tableau récapitulatif des subventions sollicitées et/ou octroyées au titre du présent programme accompagné de tous justificatifs utiles.

Le propriétaire précise avoir été informé que les éventuels mécènes personnes physiques ou morales ne devront avoir aucun lien direct ou indirect de nature capitalistique ou familiale avec lui-même.

Art. 5. - Affectation des dons

Les fonds recueillis par la fondation seront affectés au financement des travaux prévus par la présente convention déduction faite de 5 % de frais de gestion prélevés sur le montant des dons.

Le propriétaire s'engage à affecter la totalité des sommes qui lui sont reversées par la fondation au financement des travaux mentionnés à l'annexe visée à l'article 2 de la présente.

Si le projet de restauration n'aboutissait pas ou si le montant des dons collectés devait être supérieur à la part de financement restant à la charge du propriétaire, les parties conviennent d'ores et déjà d'affecter l'excédent des dons perçus à un autre projet de restauration d'un immeuble classé au titre des monuments historiques ou inscrit à l'inventaire supplémentaire ayant fait l'objet d'une convention similaire.

Art. 6. - Échéancier

La fondation s'engage à reverser au propriétaire les sommes recueillies selon l'échéancier suivant :

- sur appel de fonds des entrepreneurs correspondants aux acomptes sur devis validés par le maître d'œuvre dans la limite maximum de 30 % du montant TTC des travaux ;
- sur présentation des factures relatives aux devis fournis initialement.

Seuls les devis et factures validés par le maître d'œuvre ouvriront le droit au versement des dons par la fondation au profit du propriétaire.

Art. 7. - Engagements du propriétaire

Conformément à l'article L. 143-2-1 du Code du patrimoine, le propriétaire s'engage à :

- conserver l'immeuble pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux. Lorsque l'immeuble est détenu par une société, les porteurs de parts doivent également s'engager à conserver la totalité de leurs titres pendant la même durée ;
- ouvrir au public, dans des conditions fixées par décret, les parties protégées qui ont fait l'objet de ces travaux, pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux ;
- à fournir chaque année, copie, à la Fondation du patrimoine, de la déclaration d'ouverture au public de son immeuble adressée au délégué régional du tourisme tel que prévu à l'article 17 *quater* de l'annexe IV au CGI.

En cas de non-respect de ces engagements, le propriétaire est tenu de reverser à la fondation le montant de la subvention, réduit d'un abattement de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au

cours de laquelle les engagements ont été respectés. Toutefois, en cas de transmission à titre gratuit, le ou les héritiers, légataires ou donataires peuvent demander collectivement la reprise de ces engagements pour la période restant à courir à la date de la transmission.

Les sommes restituées seront réaffectées conformément au 2. *bis* de l'article 200 du CGI et du f. de l'article 238 *bis* du même code.

Art. 8. - Élection de domicile

Les parties déclarent élire domicile en leurs adresses respectives, telles que mentionnées ci-dessus. En cas de changement d'adresse, la partie concernée devra en aviser l'autre partie, par lettre recommandée, afin que les notifications puissent lui être valablement faites ultérieurement à cette nouvelle adresse.

Toute notification en vertu des présentes devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée en tête des présentes ou telle que notifiée par la suite par ladite partie.

Art. 9. - Inexécution des obligations

En cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations en vertu des présentes et, à défaut d'y avoir remédié dans les 30 (trente) jours suivant une mise en demeure par lettre recommandée, l'autre partie pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée sans autre formalité. Cette résiliation prendra effet 10 (dix) jours après sa notification et ne fera pas échec à une demande de dommages intérêts en réparation du préjudice subi.

Art. 10. - Force majeure

Si par suite d'un cas de force majeure, l'une ou l'autre des parties était dans l'impossibilité de remplir ses obligations découlant des présentes, l'exécution de la présente convention serait suspendue pendant la durée de cette force majeure. Chaque partie s'engage à avertir immédiatement son cocontractant de tout événement de force majeure l'affectant.

Au cas où cet événement perdurerait pour une durée supérieure à 3 mois, l'autre partie pourra mettre fin à la présente convention de plein droit et avec effet immédiat.

Art. 11. - Litiges

La présente convention est soumise au droit français. Tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation ou son exécution, sera porté devant les juridictions de l'ordre judiciaire du lieu de situation de l'immeuble.

Art. 12. - Dispositions annexes

La fondation s'engage à remercier par courrier les donateurs et à leur adresser un reçu fiscal.

Le propriétaire s'engage à mettre en place sur le bâtiment la plaque de la fondation et à faire connaître, par tous les moyens les plus appropriés le soutien du ou des mécènes sauf avis contraire de leur part.

Art. 13. - Autorisation - Cession des droits des photographies

Le propriétaire certifie :

- qu'il est le propriétaire du bien objet de la présente autorisation, conformément aux dispositions prévues à l'article 544 du Code civil ;
- qu'il autorise gracieusement la fondation dans le cadre exclusif de ses campagnes d'information, de sensibilisation et de communication de ses interventions pour la restauration du patrimoine architectural de proximité, à représenter, reproduire, diffuser, la photographie de sa propriété sur tous supports, notamment papier, télévisuel, électronique, pour une période de 10 ans à compter de la date de la première publication ;
- qu'il autorise expressément la fondation, dans le cadre de l'utilisation pour les besoins de son action de communication de la ou des photographies, que celles-ci soient éventuellement modifiées, recadrées et/ou accompagnées de commentaires écrits conformément aux besoins et nécessités de l'opération.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, (modifiée par la loi relative à la protection des données des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 6 août 2004), le site Internet de la fondation accessible à l'adresse fondation-patrimoine.org a fait l'objet d'une déclaration auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) sous le n° 764294.

Conformément à l'article 40 de la loi du 6 janvier 1978, le propriétaire ou ses ayants droit disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données les concernant.

La présente autorisation pourra être dénoncée par le propriétaire de l'immeuble photographié ou ses ayants droit à tout moment, par une demande adressée par lettre recommandée au siège de la fondation, 23-25, rue Charles Fourier, 75013 Paris.

Art. 14. - Publication de la convention

La présente convention sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

L'existence de cette convention et de sa publication seront mentionnées sur l'affichage de l'autorisation de travaux devant figurer sur le terrain d'assiette de l'immeuble, en application du Code du patrimoine ou du Code de l'urbanisme.

Pour le président de la Fondation du patrimoine :

Le directeur général,

Frédéric Néraud

Le propriétaire,

Jean-Pierre Guemas

(Les annexes sont disponibles à la Fondation du patrimoine)

Convention du 17 juillet 2012 entre la Fondation du patrimoine et M. Jean Bonnet, gérant de la SCI « Château de Vins » pour un immeuble sis lieudit « Les Près du Château » 83170 Vins-sur-Caramy.

Convention entre :

- SCI « Château de Vins » dont le gérant est M. Jean Bonnet, personne morale, propriétaire d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques sis lieudit « Les Près du Château », 83170 Vins-sur-Caramy, ci-dessous dénommé « le propriétaire »,

et

- La Fondation du patrimoine, ayant son siège social aux n°s 23-25, rue Charles Fourier, 75013 Paris et représentée par son président M. Charles de Croisset, ci-dessous dénommée « la fondation ».

Préambule

L'article 10 de la loi de finances pour 2007 (loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006) étend le bénéfice de la réduction d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés prévue respectivement aux articles 200 et 238 *bis* du Code général des impôts (CGI) aux dons versés à la fondation en vue de subventionner la réalisation de travaux sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques privés.

La fondation délivre pour le bénéfice de la réduction d'impôt, l'attestation prévue au 5. de l'article 200 du CGI.

Dans le cadre de la mise en place de ce dispositif les parties ont décidé de conclure une convention conformément aux articles L. 143-2-1 et L.143-15 du Code du patrimoine.

Art. 1^{er}. - Immeuble objet de la convention

Le propriétaire dispose d'un immeuble inscrit au titre des monuments historiques sis à l'adresse suivante : lieudit « Les Près du Château », 83170 Vins-Sur-Caramy.

Cet immeuble a fait l'objet d'une décision d'inscription au titre des monuments historiques en date du 31 mai 1965, dont copie est annexée à la présente convention.

Art. 2. - Nature des travaux

Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2008-195 pris pour l'application des articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine, le propriétaire fournit en annexe de la présente le descriptif détaillé des travaux de restauration, de conservation ou d'accessibilité envisagés sur l'immeuble ainsi que l'estimation de leur coût, l'échéancier de réalisation des travaux et les entreprises qui les réaliseront.

S'agissant des édifices classés au titre des monuments historiques, ce descriptif est accompagné de la copie de l'autorisation de travaux délivrée par le préfet de région ou à défaut de la copie du récépissé délivré par le préfet de région accusant réception du dépôt de la demande d'autorisation de travaux auprès du STAP conformément à l'article 20 du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

S'agissant des immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire :

- lorsque les travaux sont autres que, d'une part des travaux d'entretien ou de réparation ordinaires qui sont dispensés de toute formalité et d'autre part des constructions ou travaux mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 621-27 du Code du patrimoine,

ce descriptif est accompagné de la copie de la déclaration de travaux auprès du STAP ;

- lorsque les travaux prévus sont soumis à permis de construire, à permis de démolir, à permis d'aménager ou à déclaration préalable, le descriptif devra être accompagné de la décision accordant le permis ou la décision de non-opposition ou à défaut la copie du récépissé accusant réception de la demande d'autorisation de travaux.

Si le dossier est évoqué par le ministre, le propriétaire joint à la présente copie de la décision d'évocation.

Art. 3. - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de sa signature étant précisé qu'en tout état de cause la fondation ne pourra collecter les dons de donateurs personnes physiques ou morales au-delà du 31 décembre de l'année au titre de laquelle les travaux ont été achevés.

Le propriétaire s'engage à informer la fondation de la date d'achèvement des travaux dans le mois qui suit cette date.

Toute prorogation, ou modification de la présente convention fera l'objet d'un accord exprès entre les parties, par voie d'avenant.

Art. 4. - Financement

Le propriétaire a établi son plan de financement prévisionnel comme suit :

	€	%	Date prévisionnelle d'apport des fonds
Apports en fonds propres	0		
Emprunts sollicités et/ou obtenus	0		
Emprunts sollicités et/ou obtenus	45 051	41	
Subventions sollicitées et/ou obtenues*	21 704	20	
Financement du solde par le mécénat	42 000	39	
Total	108 755	100	

* est joint en annexe un tableau récapitulatif des subventions sollicitées et/ou octroyées au titre du présent programme accompagné de tous justificatifs utiles.

Le propriétaire précise avoir été informé que les éventuels mécènes personnes physiques ou morales ne devront avoir aucun lien direct ou indirect de nature capitalistique ou familiale avec lui-même.

Art. 5. - Affectation des dons

Les fonds recueillis par la fondation seront affectés au financement des travaux prévus par la présente convention déduction faite de 5 % de frais de gestion prélevés sur le montant des dons.

Le propriétaire s'engage à affecter la totalité des sommes qui lui sont reversées par la fondation au financement des travaux mentionnés à l'annexe visée à l'article 2 de la présente.

Si le projet de restauration n'aboutissait pas ou si le montant des dons collectés devait être supérieur à la part de financement restant à la charge du propriétaire, les parties conviennent d'ores et déjà d'affecter l'excédent des dons perçus à un autre projet de restauration d'un immeuble classé au titre des monuments historiques ou inscrit à l'inventaire supplémentaire ayant fait l'objet d'une convention similaire.

Art. 6. - Échéancier

La fondation s'engage à reverser au propriétaire les sommes recueillies selon l'échéancier suivant :

- sur appel de fonds des entrepreneurs correspondants aux acomptes sur devis validés par le maître d'œuvre dans la limite maximum de 30 % du montant TTC des travaux ;
- sur présentation des factures relatives aux devis fournis initialement.

Seuls les devis et factures validés par le maître d'œuvre ouvriront le droit au versement des dons par la fondation au profit du propriétaire.

Art. 7. - Engagements du propriétaire

Conformément à l'article L. 143-2-1 du Code du patrimoine, le propriétaire s'engage à :

- conserver l'immeuble pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux. Lorsque l'immeuble est détenu par une société, les porteurs de parts doivent également s'engager à conserver la totalité de leurs titres pendant la même durée ;
- ouvrir au public, dans des conditions fixées par décret, les parties protégées qui ont fait l'objet de ces travaux, pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux ;
- à fournir chaque année, copie, à la Fondation du patrimoine, de la déclaration d'ouverture au public de son immeuble adressée au délégué régional du tourisme tel que prévu à l'article 17 *quater* de l'annexe IV au CGI.

En cas de non-respect de ces engagements, le propriétaire est tenu de reverser à la fondation le montant de la subvention, réduit d'un abattement de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements ont été respectés. Toutefois, en cas de transmission à titre gratuit, le ou les héritiers, légataires ou donataires peuvent demander collectivement la reprise de ces engagements pour la période restant à courir à la date de la transmission.

Les sommes restituées seront réaffectées conformément au 2. *bis* de l'article 200 du CGI et du f. de l'article 238 *bis* du même code.

Art. 8. - Élection de domicile

Les parties déclarent élire domicile en leurs adresses respectives, telles que mentionnées ci-dessus. En cas de changement d'adresse, la partie concernée devra en aviser l'autre partie, par lettre recommandée, afin que les notifications puissent lui être valablement faites ultérieurement à cette nouvelle adresse.

Toute notification en vertu des présentes devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée en tête des présentes ou telle que notifiée par la suite par ladite partie.

Art. 9. - Inexécution des obligations

En cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations en vertu des présentes et, à défaut d'y avoir remédié dans les 30 (trente) jours suivant une mise en demeure par lettre recommandée, l'autre partie pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée sans autre formalité. Cette résiliation prendra effet 10 (dix) jours après sa notification et ne fera pas échec à une demande de dommages intérêts en réparation du préjudice subi.

Art. 10. - Force majeure

Si par suite d'un cas de force majeure, l'une ou l'autre des parties était dans l'impossibilité de remplir ses obligations découlant des présentes, l'exécution de la présente convention serait suspendue pendant la durée de cette force majeure. Chaque partie s'engage à avertir immédiatement son cocontractant de tout événement de force majeure l'affectant.

Au cas où cet événement perdurerait pour une durée supérieure à 3 mois, l'autre partie pourra mettre fin à la présente convention de plein droit et avec effet immédiat.

Art. 11. - Litiges

La présente convention est soumise au droit français. Tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation ou son exécution, sera porté devant les juridictions de l'ordre judiciaire du lieu de situation de l'immeuble.

Art. 12. - Dispositions annexes

La fondation s'engage à remercier par courrier les donateurs et à leur adresser un reçu fiscal.

Le propriétaire s'engage à mettre en place sur le bâtiment la plaque de la fondation et à faire connaître, par tous les moyens les plus appropriés le soutien du ou des mécènes sauf avis contraire de leur part.

Art. 13. - Autorisation - Cession des droits des photographies

Le propriétaire certifie :

- qu'il est le propriétaire du bien objet de la présente autorisation, conformément aux dispositions prévues à l'article 544 du Code civil ;
- qu'il autorise gracieusement la fondation dans le cadre exclusif de ses campagnes d'information, de sensibilisation et de communication de ses interventions pour la restauration du patrimoine architectural de proximité, à représenter, reproduire, diffuser, la photographie de sa propriété sur tous supports, notamment papier, télévisuel, électronique, pour une période de 10 ans à compter de la date de la première publication ;
- qu'il autorise expressément la fondation, dans le cadre de l'utilisation pour les besoins de son action de communication de la ou des photographies, que celles-ci soient éventuellement modifiées, recadrées et/ou accompagnées de commentaires écrits conformément aux besoins et nécessités de l'opération.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, (modifiée par la loi relative à la protection des données des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 6 août 2004), le site Internet de la fondation accessible à l'adresse fondation-patrimoine.org a fait l'objet d'une déclaration auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) sous le n° 764294.

Conformément à l'article 40 de la loi du 6 janvier 1978, le propriétaire ou ses ayants droit disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données les concernant.

La présente autorisation pourra être dénoncée par le propriétaire de l'immeuble photographié ou ses ayants droit à tout moment, par une demande adressée par lettre recommandée au siège de la fondation, 23-25, rue Charles Fourier, 75013 Paris.

Art. 14. - Publication de la convention

La présente convention sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication. L'existence de cette convention et de sa publication seront mentionnées sur l'affichage de l'autorisation de travaux devant figurer sur le terrain d'assiette de l'immeuble, en application du Code du patrimoine ou du Code de l'urbanisme.

Pour le président de la Fondation du patrimoine :

Le directeur général,
Frédéric Néraud
Le propriétaire,
Jean Bonnet

(Les annexes sont disponibles à la Fondation du patrimoine)

Convention du 23 juillet 2012 entre la Fondation du patrimoine et M. François-Régis de Lille de Loture, propriétaire d'un immeuble classé au titre des monuments historiques sis lieudit « Montriou » 49460 Feneu.

Convention entre :

- M. François-Régis de Lille de Loture, personne physique propriétaire d'un immeuble classé au titre des monuments historiques sis lieudit « Montriou » 49460 Feneu, ci-dessous dénommé « le propriétaire », et
- La Fondation du patrimoine, ayant son siège social aux n°s 23-25, rue Charles Fourier, 75013 Paris et représentée par son président M. Charles de Croisset, ci-dessous dénommée « la fondation ».

Préambule

L'article 10 de la loi de finances pour 2007 (loi n° 2006-1666 du 21 décembre 2006) étend le bénéfice de la réduction d'impôt sur le revenu ou sur les sociétés prévue respectivement aux articles 200 et 238 *bis* du Code général des impôts (CGI) aux dons versés à la fondation en vue de subventionner la réalisation de travaux sur un immeuble classé ou inscrit au titre des monuments historiques privés.

La fondation délivre pour le bénéfice de la réduction d'impôt, l'attestation prévue au 5. de l'article 200 du CGI.

Dans le cadre de la mise en place de ce dispositif les parties ont décidé de conclure une convention conformément aux articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine.

Art. 1^{er}. - Immeuble objet de la convention

Le propriétaire dispose d'un immeuble classé au titre des monuments historiques sis à l'adresse suivante : lieudit « Montriou » 49460 feneu.

Cet immeuble a fait l'objet d'une décision de classement au titre des monuments historiques en date du 10 janvier 1964, dont copie est annexée à la présente convention.

Art. 2. - Nature des travaux

Conformément à l'article 1^{er} du décret n° 2008-195 pris pour l'application des articles L. 143-2-1 et L. 143-15 du Code du patrimoine, le propriétaire fournit en annexe de la présente le descriptif détaillé des travaux de restauration, de conservation ou d'accessibilité envisagés sur l'immeuble ainsi que l'estimation de leur coût, l'échéancier de réalisation des travaux et les entreprises qui les réaliseront.

S'agissant des édifices classés au titre des monuments historiques, ce descriptif est accompagné de la copie de l'autorisation de travaux délivrée par le préfet de région ou à défaut de la copie du récépissé délivré par le préfet de région accusant réception du dépôt de la demande d'autorisation de travaux auprès du STAP conformément à l'article 20 du décret n° 2007-487 du 30 mars 2007 relatif aux monuments historiques et aux zones de protection du patrimoine architectural, urbain et paysager.

S'agissant des immeubles inscrits à l'inventaire supplémentaire :

- lorsque les travaux sont autres que, d'une part des travaux d'entretien ou de réparation ordinaires qui sont dispensés de toute formalité et d'autre part des constructions ou travaux mentionnés au deuxième alinéa de l'article L. 621-27 du Code du patrimoine, ce descriptif est accompagné de la copie de la déclaration de travaux auprès du STAP ;

- lorsque les travaux prévus sont soumis à permis de construire, à permis de démolir, à permis d'aménager ou à déclaration préalable, le descriptif devra être accompagné de la décision accordant le permis ou la décision de non-opposition ou à défaut la copie du récépissé accusant réception de la demande d'autorisation de travaux.

Si le dossier est évoqué par le ministre, le propriétaire joint à la présente copie de la décision d'évocation.

Art. 3. - Durée de la convention

La présente convention est conclue pour une durée de cinq ans à compter de la date de sa signature étant précisé qu'en tout état de cause la fondation ne pourra collecter les dons de donateurs personnes physiques ou morales au-delà du 31 décembre de l'année au titre de laquelle les travaux ont été achevés.

Le propriétaire s'engage à informer la fondation de la date d'achèvement des travaux dans le mois qui suit cette date.

Toute prorogation ou modification de la présente convention fera l'objet d'un accord exprès entre les parties, par voie d'avenant.

Art. 4. - Financement

Le propriétaire a établi son plan de financement prévisionnel comme suit :

	€	%	Date prévisionnelle d'apport des fonds
Apports en fonds propres	0		
Emprunts sollicités et/ou obtenus	0		
Subventions sollicitées et/ou obtenues*	62 348	39	
Financement du solde par le mécénat	97 368	61	
Total	159 716	100	

* est joint en annexe un tableau récapitulatif des subventions sollicitées et/ou octroyées au titre du présent programme accompagné de tous justificatifs utiles.

Le propriétaire précise avoir été informé que les éventuels mécènes personnes physiques ou morales ne devront avoir aucun lien direct ou indirect de nature capitalistique ou familiale avec lui-même.

Art. 5. - Affectation des dons

Les fonds recueillis par la fondation seront affectés au financement des travaux prévus par la présente convention déduction faite de 5 % de frais de gestion prélevés sur le montant des dons.

Le propriétaire s'engage à affecter la totalité des sommes qui lui sont reversées par la fondation au financement des travaux mentionnés à l'annexe visée à l'article 2 de la présente.

Si le projet de restauration n'aboutissait pas ou si le montant des dons collectés devait être supérieur à la part de financement restant à la charge du propriétaire, les parties conviennent d'ores et déjà d'affecter l'excédent des dons perçus à un autre projet de restauration d'un immeuble classé au titre des monuments historiques ou inscrit à l'inventaire supplémentaire ayant fait l'objet d'une convention similaire.

Art. 6. - Échéancier

La fondation s'engage à reverser au propriétaire les sommes recueillies selon l'échéancier suivant :

- sur appel de fonds des entrepreneurs correspondants aux acomptes sur devis validés par le maître d'œuvre dans la limite maximum de 30 % du montant TTC des travaux ;
- sur présentation des factures relatives aux devis fournis initialement.

Seuls les devis et factures validés par le maître d'œuvre ouvriront le droit au versement des dons par la fondation au profit du propriétaire.

Art. 7. - Engagements du propriétaire

Conformément à l'article L. 143-2-1 du Code du patrimoine, le propriétaire s'engage à :

- conserver l'immeuble pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux. Lorsque l'immeuble est détenu par une société, les porteurs de parts doivent également s'engager à conserver la totalité de leurs titres pendant la même durée ;
- ouvrir au public, dans des conditions fixées par décret, les parties protégées qui ont fait l'objet de ces travaux, pendant au moins dix ans à compter de la date d'achèvement des travaux ;
- à fournir chaque année, copie, à la Fondation du patrimoine, de la déclaration d'ouverture au public de son immeuble adressée au délégué régional du tourisme tel que prévu à l'article 17 *quater* de l'annexe IV au CGI.

En cas de non-respect de ces engagements, le propriétaire est tenu de reverser à la fondation le montant de la subvention, réduit d'un abattement de 10 % pour chaque année, au-delà de la cinquième, au cours de laquelle les engagements ont été respectés. Toutefois, en cas de transmission à titre gratuit, le ou les héritiers, légataires ou donataires peuvent demander collectivement la reprise de ces engagements pour la période restant à courir à la date de la transmission.

Les sommes restituées seront réaffectées conformément au 2. *bis* de l'article 200 du CGI et du f. de l'article 238 *bis* du même code.

Art. 8. - Élection de domicile

Les parties déclarent élire domicile en leurs adresses respectives, telles que mentionnées ci-dessus. En cas de changement d'adresse, la partie concernée devra en aviser l'autre partie, par lettre recommandée, afin que les notifications puissent lui être valablement faites ultérieurement à cette nouvelle adresse.

Toute notification en vertu des présentes devra être faite par lettre recommandée avec accusé de réception envoyée à l'adresse de la partie concernée telle qu'indiquée en tête des présentes ou telle que notifiée par la suite par ladite partie.

Art. 9. - Inexécution des obligations

En cas d'inexécution par l'une des parties de ses obligations en vertu des présentes et, à défaut d'y avoir remédié dans les 30 (trente) jours suivant une mise en demeure par lettre recommandée, l'autre partie pourra résilier de plein droit la présente convention par lettre recommandée sans autre formalité. Cette résiliation prendra effet 10 (dix) jours après sa notification et ne fera pas échec à une demande de dommages intérêts en réparation du préjudice subi.

Art. 10. - Force majeure

Si par suite d'un cas de force majeure, l'une ou l'autre des parties était dans l'impossibilité de remplir ses obligations découlant des présentes, l'exécution de la présente convention serait suspendue pendant la durée de cette force majeure. Chaque partie s'engage à avertir immédiatement son cocontractant de tout événement de force majeure l'affectant.

Au cas où cet événement perdurerait pour une durée supérieure à 3 mois, l'autre partie pourra mettre fin à la présente convention de plein droit et avec effet immédiat.

Art. 11. - Litiges

La présente convention est soumise au droit français. Tout litige ou contestation auxquels la présente convention pourrait donner lieu tant sur sa validité que sur son interprétation ou son exécution, sera porté devant les juridictions de l'ordre judiciaire du lieu de situation de l'immeuble.

Art. 12. - Dispositions annexes

La fondation s'engage à remercier par courrier les donateurs et à leur adresser un reçu fiscal.

Le propriétaire s'engage à mettre en place sur le bâtiment la plaque de la fondation et à faire connaître, par tous les moyens les plus appropriés le soutien du ou des mécènes sauf avis contraire de leur part.

Art. 13. - Autorisation - Cession des droits des photographies

Le propriétaire certifie :

- qu'il est le propriétaire du bien objet de la présente autorisation, conformément aux dispositions prévues à l'article 544 du Code civil ;
- qu'il autorise gracieusement la fondation dans le cadre exclusif de ses campagnes d'information, de sensibilisation et de communication de ses interventions pour la restauration du patrimoine architectural de proximité, à représenter, reproduire, diffuser, la photographie de sa propriété sur tous supports, notamment papier, télévisuel, électronique, pour une période de 10 ans à compter de la date de la première publication ;
- qu'il autorise expressément la fondation, dans le cadre de l'utilisation pour les besoins de son action de communication de la ou des photographies, que celles-ci soient éventuellement modifiées, recadrées et/ou accompagnées de commentaires écrits conformément aux besoins et nécessités de l'opération.

Conformément à la loi du 6 janvier 1978, relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, (modifiée par la loi relative à la protection des données des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel du 6 août 2004), le site Internet de la fondation accessible à l'adresse fondation-patrimoine.org a fait l'objet d'une déclaration auprès de la Commission nationale informatique et libertés (CNIL) sous le n° 764294.

Conformément à l'article 40 de la loi du 6 janvier 1978, le propriétaire ou ses ayants droit disposent d'un droit d'accès, de modification, de rectification et de suppression des données les concernant.

La présente autorisation pourra être dénoncée par le propriétaire de l'immeuble photographié ou ses ayants droit à tout moment, par une demande adressée par lettre recommandée au siège de la fondation, 23-25, rue Charles Fourier, 75013 Paris.

Art. 14. - Publication de la convention

La présente convention sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication. L'existence de cette convention et de sa publication seront mentionnées sur l'affichage de l'autorisation de travaux devant figurer sur le terrain d'assiette de l'immeuble, en application du Code du patrimoine ou du Code de l'urbanisme.

Pour le président de la Fondation du patrimoine :

Le directeur général,

Frédéric Néraud

Le propriétaire,

François-Régis de Lille de Loture

(Les annexes sont disponibles à la Fondation du patrimoine)

Décision n° 2012-21 S du 6 septembre 2012 portant délégation de signature au Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,

Vu le Code du patrimoine ;

Vu le décret du 29 juin 2012 portant nomination de M. Philippe Bélaval, président du Centre des monuments nationaux ;

Vu la décision du 5 septembre 2012 portant nomination de M. Jocelyn Bouraly, en qualité de directeur par intérim du développement culturel et des publics,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Jocelyn Bouraly, directeur par intérim du développement culturel et des publics, à l'effet de signer au nom du président du Centre des monuments nationaux et dans la limite de ses attributions :

- les engagements juridiques en recette et en dépense, d'un montant inférieur ou égal à 45 000 €HT ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les attestations, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;
- les actes liés à l'exécution des marchés et autres contrats, notamment les procès-verbaux de réception

et d'admission ainsi que les attestations de service fait, les décisions de réception et de levée de réserves ;

- les formulaires d'enregistrement au dépôt légal de la Bibliothèque nationale de France et du ministère de l'Intérieur ;

- les ordres de mission et les états de frais qui s'y rapportent concernant les personnels relevant de son autorité à l'exclusion des ordres de mission à l'étranger.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jocelyn Bouraly, délégation de signature est donnée à M. Jean-Luc Meslet, chef du département des publics, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en recette et en dépense, d'un montant inférieur ou égal à 23 000 €HT ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;

- les états de frais relatifs aux déplacements des personnels relevant de son département à l'exclusion de ceux consécutifs à des ordres de mission à l'étranger.

Art. 3. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jocelyn Bouraly, délégation de signature est donnée à M^{me} Nadia Croquet, chef du département des manifestations culturelles, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en recette et en dépense, d'un montant inférieur ou égal à 23 000 €HT ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;

- les états de frais relatifs aux déplacements des personnels relevant de son département à l'exclusion de ceux consécutifs à des ordres de mission à l'étranger.

Art. 4. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Jocelyn Bouraly, délégation de signature est donnée à M^{me} Dominique Amri-Goldschneider, responsable de gestion administrative et financière, à l'effet de signer

dans la limite de ses attributions et au nom du président du Centre des monuments nationaux :

- les engagements juridiques en dépense, d'un montant inférieur ou égal à 2 500 €HT ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses, ainsi que les certificats administratifs, les états liquidatifs et les mentions destinées au paiement des factures ou des mémoires ;

- les actes de liquidation et d'ordonnancement des recettes, ainsi que les certificats administratifs destinés au recouvrement des recettes ;

- les états de frais relatifs aux déplacements des personnels relevant de la direction du développement culturel et des publics à l'exclusion de ceux consécutifs à des ordres de mission à l'étranger.

Art. 5.. - La présente décision est en vigueur jusqu'au 30 septembre 2012.

Art. 6. - La décision n° 2012-19 S du 4 juillet 2012 est abrogée.

Art. 7. - Le directeur général, le directeur des ressources humaines, le directeur administratif, juridique et financier et l'agent comptable sont chargés, chacun pour ce qui le concerne, de l'application de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur les sites Internet et Intranet du Centre des monuments nationaux.

Le président du Centre des monuments nationaux,
Philippe Bélaval

Arrêté du 7 septembre 2012 portant règlement intérieur de la Commission nationale des monuments historiques.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code du patrimoine, notamment ses articles L. 611-1 et R. 611-1 à R. 611-16 ;

Vu la loi n° 78-753 du 17 juillet 1978 modifiée portant diverses mesures d'amélioration des relations entre l'administration et le public et diverses dispositions d'ordre administratif, social et fiscal, notamment son article 2 ;

Vu le décret n° 2006-672 du 8 janvier 2006 modifié, relatif à la création, à la composition et au fonctionnement de commissions administratives à caractère consultatif ;

Vu l'avis de la Commission nationale des monuments historiques, en date du 15 juin 2012,

Arrête :

Art. 1^{er}. - Les dispositions suivantes constituent le règlement intérieur de la Commission nationale des monuments historiques :

Règlement intérieur de la Commission nationale des monuments historiques

1. Calendrier des séances et convocations

Le calendrier annuel des séances de la commission est communiqué par le secrétariat de chaque section, par courrier simple, télécopie ou courriel, à chacun des membres titulaires et suppléants, avant le 30 novembre de l'année précédente.

La convocation aux réunions de chaque section et aux réunions du comité des sections est adressée, avec l'ordre du jour, aux membres titulaires par les mêmes moyens, 15 jours au moins avant la date de chaque séance.

La convocation aux séances supplémentaires décidées par le président ou par la majorité des membres de la section intéressée est transmise par les mêmes moyens et dans les mêmes conditions aux membres titulaires de la section 15 jours au moins avant la date de la séance, ou 5 jours au moins en cas d'urgence.

L'ordre du jour est adressé par courriel aux membres suppléants.

Le cas échéant, les documents utiles à la préparation et au déroulement de la séance sont transmis aux membres titulaires et suppléants, dans les mêmes délais, par courrier ou sous forme dématérialisée.

2. Absences

La participation aux séances de la commission est obligatoire. Après trois absences consécutives non justifiées, un membre est considéré comme démissionnaire de plein droit, et il sera pourvu à son remplacement dans les conditions prévues au 5. du présent règlement intérieur.

3. Remplacement en cours de séance des membres de droit

Lorsque le président, un autre membre de droit ou leur représentant doit s'absenter en cours de séance, il peut se faire remplacer, jusqu'à son retour ou pour le reste de la séance, par l'un de ses collaborateurs.

Si ce collaborateur est lui-même un membre de droit, ou représente un membre de droit, il peut également, dans ce cas, se faire remplacer, pendant ce laps de temps, par l'un de ses collaborateurs.

Le procès-verbal de la séance fait mention de ce remplacement.

4. Règles de suppléance

Il appartient aux membres titulaires empêchés d'assister à une réunion de la commission d'avertir sans délai, par tout moyen à leur convenance, leur suppléant, s'ils en sont dotés, afin qu'il puisse les remplacer, et d'informer de leur absence et de ce remplacement éventuel le secrétariat de la section.

Lorsqu'un membre titulaire est présent, son suppléant peut assister à la séance, y compris à la partie se déroulant à huis-clos, mais ne peut prendre part au vote.

5. Désignation de nouveaux membres avant le renouvellement général de la commission

La désignation de nouveaux membres de la commission, en cas de vacance, s'effectue dans les mêmes formes et dans les mêmes conditions que la désignation initiale.

En cas de remplacement d'un membre titulaire doté d'un suppléant, l'arrêté portant désignation de ce nouveau membre désigne également un nouveau suppléant, ou confirme l'ancien suppléant dans ses fonctions.

En cas de remplacement d'un membre suppléant de la commission, l'arrêté portant désignation du nouveau membre précise le membre titulaire dont il assure la suppléance.

6. Intérêt personnel à un dossier présenté

Un membre d'une section ayant, à titre personnel, un intérêt au dossier examiné, est tenu d'en informer le président. Il ne peut assister ni participer aux délibérations ni au vote concernant ce dossier.

7. Émargement

Le quorum s'apprécie en début de séance.

Les membres présents à la séance sont invités par le secrétariat de la section à émarger sur la liste de présence.

8. Discrétion

Les personnes extérieures à la commission et au secrétariat de la section sont invitées à quitter la salle pendant les délibérations et le vote. Peuvent néanmoins assister au débat, pour répondre aux questions qui leur seraient posées, et au vote, sans prendre part à ce dernier, les membres de l'inspection des patrimoines territorialement compétents et les représentants des services déconcentrés du ministère chargé de la culture intéressés au dossier.

Les membres de la commission sont tenus à une obligation de discrétion concernant le contenu des dossiers et des délibérations. Tant que la décision motivant la consultation de la commission n'est pas prise, les débats de la commission nationale et leurs procès-verbaux demeurent des éléments préparatoires à une décision administrative, et ne sont pas, à ce titre, communicables aux tiers.

9. Délibérations, débats et vœux

Le président peut proposer, en début de séance, des modifications à l'ordre du jour. Ces modifications doivent être approuvées par la moitié au moins des membres présents.

Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent, la commission ne peut valablement délibérer que sur les points prévus à son ordre du jour. Elle peut toutefois, en cours de séance et sur proposition de l'un de ses membres, émettre des vœux ou des recommandations se rapportant aux dossiers figurant à l'ordre du jour.

Elle peut aussi, à l'initiative du président, ou avec son accord, débattre, sans vote, d'une question non inscrite à l'ordre du jour.

10. Examen des dossiers devant les sections

L'examen des dossiers devant la commission nationale s'effectue comme suit :

10.1. Première section (classement des immeubles) :

- présentation du dossier par un agent de la direction régionale des affaires culturelles intéressée, ou, le cas échéant, par une personne invitée par le président à effectuer la présentation en raison de sa compétence particulière dans le domaine concerné. Cette présentation comprend notamment la localisation géographique et cadastrale de l'immeuble, des éléments historiques, techniques ou artistiques, la désignation du propriétaire et sa position concernant un éventuel classement. Elle est accompagnée de la projection d'une documentation iconographique, incluant des plans et des photographies des immeubles, et notamment des parties proposées au classement. Elle comprend plus généralement tout renseignement nécessaire à un vote éclairé de la section, incluant, le cas échéant, la mention des servitudes d'urbanisme ou protections existantes, la date et la teneur de l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites, le rapport de l'architecte en chef des monuments historiques territorialement compétent sur l'état sanitaire de l'immeuble, la situation de l'immeuble au sein d'un corpus régional ou national. La durée de cette présentation ne doit pas excéder 20 minutes, sauf autorisation préalable du président, en raison de la complexité particulière du dossier ;

- avis de la direction régionale des affaires culturelles intéressée, exprimé par le conservateur des monuments historiques, le conservateur régional des monuments historiques, le conservateur régional de l'archéologie ou le directeur régional des affaires culturelles ;

- rapport de synthèse de l'inspection des patrimoines, présenté, selon la nature du dossier examiné, par un membre du collège des monuments historiques (conservateur) ou du collège de l'archéologie territorialement compétent ;

- le cas échéant, communication des observations du maire de la commune ou du président du groupement de collectivités territoriales intéressé et du propriétaire ;

- questions éventuelles aux personnes ayant présenté le dossier ou le projet ;

- débat sur la base du rapport de synthèse de l'inspection des patrimoines ;

- synthèse et conclusions ;

- vote.

Lorsque cela lui paraît opportun, par l'éclairage réciproque que peuvent apporter plusieurs dossiers, le président peut décider d'en grouper la présentation, les avis et rapports et le débat. Il est toutefois procédé au vote immeuble par immeuble.

10.2. Deuxième section (travaux sur les immeubles classés ou inscrits) :

La durée de l'examen de chaque projet est d'environ 2 h.

10.2.1. Séance publique :

- présentation du contexte et exposé de la problématique par un membre de l'inspection des patrimoines (collège des monuments historiques), territorialement compétent. La durée de cette présentation ne doit pas excéder 5 minutes ;

- présentation du projet par le maître d'œuvre, par la direction régionale des affaires culturelles ou par une personne désignée par le président. La durée de cette présentation ne doit pas excéder 30 minutes ;

- consultation du propriétaire, du maître d'ouvrage, de l'affectataire et de la direction régionale des affaires culturelles, ainsi que, le cas échéant, du maire de la commune ou du président du groupement de collectivités territoriales intéressé, ou de leurs représentants ;

- rapport de synthèse de l'inspection des patrimoines, présenté par un membre du collège des monuments historiques territorialement compétent ;

- questions et discussion en présence du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

10.2.2. Huis clos :

- débat sur la base du rapport de synthèse de l'inspection des patrimoines ;
- synthèse et conclusions ;
- vote.

10.3. Troisième section (périmètres de protection des immeubles classés ou inscrits et travaux sur les immeubles situés dans ces périmètres) :

La durée de l'examen de chaque dossier est d'environ 2 h.

10.3.1. Séance publique :

- présentation du contexte et exposé de la problématique par un membre de l'inspection des patrimoines (collège de l'architecture et des espaces protégés) territorialement compétent. La durée de cette présentation ne doit pas excéder 10 minutes ;
- présentation du projet par le maître d'ouvrage, le maître d'œuvre, la direction régionale des affaires culturelles ou par une personne désignée par le président. La durée de cette présentation ne doit pas excéder 30 minutes ;
- consultation du maire de la commune ou du président du groupement de collectivités territoriales intéressé, ou de leurs représentants ;
- rapport de synthèse de l'inspection des patrimoines, présenté par un membre du collège de l'architecture et des espaces protégés territorialement compétent ;
- questions et discussion en présence du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre.

10.3.2. Huis clos :

- débat sur la base du rapport de synthèse de l'inspection des patrimoines ;
- synthèse et conclusions ;
- vote.

10.4. Quatrième section (classement des objets mobiliers et travaux sur les objets mobiliers classés) :

- présentation du dossier de protection ou du projet de travaux par un agent de la direction régionale des affaires culturelles intéressée (généralement par le conservateur des monuments historiques) ou, le cas échéant, par une personne invitée à effectuer la présentation en raison de sa compétence particulière dans le domaine concerné. Cette présentation comprend notamment la localisation géographique de l'objet mobilier, des éléments historiques, techniques ou artistiques, la désignation du propriétaire et sa position concernant un éventuel classement. Elle est accompagnée de la projection d'une documentation iconographique, incluant des photographies de l'objet. Elle comprend plus généralement tout renseignement

nécessaire à un vote éclairé de la section, incluant, le cas échéant, la mention de la protection déjà existante, la date et la teneur de l'avis de la commission départementale des objets mobiliers, la situation de l'objet mobilier au sein d'un corpus régional ou national et sa situation de dépôt ;

- avis de la direction régionale des affaires culturelles intéressée, exprimé par un de ses représentants ;
- le cas échéant, avis de l'inspection des patrimoines, présenté par un membre du collège des monuments historiques (conservateur) territorialement compétent ;
- questions éventuelles aux personnes ayant présenté le dossier ou le projet ;
- débat ;
- synthèse et conclusions ;
- vote.

Lorsque cela lui paraît opportun, par l'éclairage réciproque que peuvent apporter plusieurs dossiers, le président peut décider d'en grouper la présentation, les avis, le débat et le vote.

10.5. Cinquième section (classement et inscription des orgues et instruments de musique et travaux s'y rapportant) :10.5.1. Orgues :

- présentation générale du dossier de protection ou du projet de travaux par l'un des membres de la section, siégeant à titre de personnalité qualifiée, ou par une personnalité extérieure, désigné par le président ; cette présentation comprend notamment la localisation géographique de l'instrument, des éléments historiques, techniques ou artistiques, la désignation du propriétaire et sa position concernant une éventuelle protection. Elle comprend plus généralement tout renseignement nécessaire à un vote éclairé de la section, incluant, le cas échéant, la mention de la protection existante, la situation de l'instrument au sein d'un corpus régional ou national ; expression de l'avis du rapporteur ;
- présentation détaillée du dossier de protection par le technicien-conseil ou de l'étude préalable par le maître d'œuvre. Cette présentation comprend notamment la projection d'une documentation iconographique, incluant des photographies de l'objet dans son contexte architectural, et les plans, coupes et croquis nécessaires à la compréhension du dossier ;
- avis de la direction régionale des affaires culturelles intéressée, exprimé par un de ses représentants ;
- rapport de synthèse de l'inspection des patrimoines, présenté par un membre du collège des monuments historiques (conservateur) ;
- le cas échéant, communication des observations du propriétaire ;

- questions et discussions en présence des personnes ayant présenté le dossier de protection, ou du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre du projet de travaux ;
- synthèse et conclusions ;
- vote.

Pour les projets de travaux, la synthèse et le vote s'effectuent à huis clos.

10.5.2. Cloches et autres instruments de musique :

- présentation du dossier de protection par un agent de la direction régionale des affaires culturelles concernée, par le conservateur ou le conservateur-délégué des antiquités et objets d'art ou, le cas échéant, par une personne invitée à effectuer la présentation en raison de sa compétence particulière dans le domaine concerné. Cette présentation comprend notamment la localisation géographique de l'objet, des éléments historiques, techniques ou artistiques, la désignation du propriétaire et sa position concernant un éventuel classement. Elle est accompagnée de la projection d'une documentation iconographique, incluant des photographies de l'objet dans son contexte architectural. Elle comprend plus généralement tout renseignement nécessaire à un vote éclairé de la section, incluant, le cas échéant, la mention de la protection existante, la date de l'avis de la commission départementale des objets mobiliers, la situation de l'objet au sein d'un corpus régional ou national et sa situation de dépôt ;
- avis de la direction régionale des affaires culturelles concernée, exprimé par un de ses représentants ;
- rapport de synthèse de l'inspection des patrimoines, présenté par un membre du collège des monuments historiques (conservateur) territorialement compétent ;
- le cas échéant, communication des observations du propriétaire ;
- questions éventuelles aux personnes ayant présenté le dossier ;
- débat sur la base du rapport de l'inspection des patrimoines ;
- synthèse et conclusions ;
- vote.

10.6. Sixième section (classement des grottes ornées et travaux sur les grottes ornées classées) :

- présentation du dossier de protection ou du projet de travaux par un agent du service régional de l'archéologie de la direction régionale des affaires culturelles concernée, par le maître d'œuvre ou, le cas échéant, par une personne invitée à effectuer la présentation en raison de sa compétence particulière dans le domaine concerné. Cette présentation

comprend notamment la localisation géographique et cadastrale du site, des éléments historiques, techniques ou artistiques, la désignation du propriétaire et sa position concernant un éventuel classement et, de façon générale, tout élément propre à apprécier la pertinence de la mesure de protection proposée ou du projet de travaux. La présentation est accompagnée de la projection d'une documentation iconographique, incluant des plans et des photographies, notamment des parties proposées au classement ou faisant l'objet du projet de travaux. Elle comprend plus généralement tout renseignement nécessaire à un vote éclairé de la section, incluant, le cas échéant, la mention des servitudes d'urbanisme ou protections existantes, la date de l'avis de la commission régionale du patrimoine et des sites, la situation de la grotte au sein d'un corpus régional ou national. La durée de cette présentation ne doit pas excéder 20 minutes, sauf autorisation préalable du président en raison de la complexité particulière du dossier ;

- lecture ou présentation des rapports rédigés par les rapporteurs préalablement désignés par le président pour examiner les dossiers de protection ou projets de travaux parmi les membres de la section ou parmi des experts invités ;
- rapport de synthèse de l'inspection des patrimoines (collèges de l'archéologie ou des monuments historiques) ;
- le cas échéant, communication des observations du maire de la commune, du président du groupement de collectivités territoriales intéressé, et du propriétaire ;
- questions éventuelles aux personnes ayant présenté le dossier ou le projet ;
- débat sur la base du rapport de synthèse de l'inspection des patrimoines ;
- synthèse et conclusions ;
- rédaction du projet d'avis et vote.

Pour les projets de travaux, le débat, la synthèse et le vote s'effectuent à huis clos.

10.7. Formations mixtes :

Les réunions en formation mixte « protection », réunissant les 1^{re} et 4^e sections, se déroulent, pour chaque dossier, selon les modalités relatives à la catégorie de bien qu'il concerne.

Les réunions en formation mixte « travaux » réunissant les 2^e et 3^e sections, se déroulent, au choix du président, selon les modalités relatives aux réunions de l'une ou l'autre de ces deux sections. Les rapports de l'inspection des patrimoines (membres du collège des monuments historiques et du collège de l'architecture

et des espaces protégés territorialement compétents) sont présentés. Ces rapports peuvent être rédigés en commun.

Les réunions en formation mixte « travaux » réunissant les 2^e et 5^e sections se déroulent selon les modalités relatives aux réunions de la 2^e section. Toutefois, la présentation du contexte et l'exposé de la problématique peuvent être effectués conjointement par un membre de l'inspection des patrimoines (collège des monuments historiques) et un rapporteur désigné par le président parmi les membres de la 5^e section.

Dans les trois cas, le quorum est déterminé au regard du nombre total des membres des deux sections, et l'ensemble des membres titulaires, ou, en leur absence, de leurs suppléants, prend part aux délibérations et au vote. Toutefois, les personnes qui sont membres de chacune des sections réunies ne sont décomptées qu'une fois pour le quorum, et ne disposent que d'une seule voix lors du vote.

10.8. Comité des sections :

- présentation du dossier soumis à l'avis du comité des sections par un rapporteur désigné par le président ;
- questions éventuelles au rapporteur ;
- débat ;
- synthèse et conclusions ;
- vote.

10.9. Rapports et avis :

De manière générale, les avis et rapports doivent apporter des éléments de comparaison et d'appréciation permettant d'éclairer le choix de la section. Ils ne doivent pas constituer une reprise du contenu de la présentation.

Si l'une des personnes appelées à produire un rapport ou à émettre un avis ne peut être présente à la séance, elle transmet par écrit ce rapport ou cet avis au secrétariat de la section, pour qu'il en soit donné lecture en cours de séance.

11. Modalités de vote

La commission se prononce par un vote à main levée, à la majorité des membres présents ou représentés. En cas de partage égal des voix, celle du président est prépondérante.

Les membres des 1^{re}, 2^e, 3^e et 4^e sections nommés à titre de personnalités qualifiées choisies comme experts, en raison de leurs compétence dans un domaine spécifique traité par la section, en application du 4^o des articles R. 611-10 à R. 611-13 du Code du

patrimoine, peuvent assister à l'ensemble des séances pour lesquelles ils sont convoqués, mais ne prennent part au vote que pour ce qui concerne les dossiers relevant du domaine d'expertise au titre duquel ils sont nommés.

La demande de scrutin secret est présentée par un ou plusieurs membres de la section ou du comité des sections, auprès du président. Le président vérifie, par un vote à main levée, si le tiers des membres votants présents ou représentés approuve la demande de scrutin secret.

12. Information des membres de la commission et des services déconcentrés

Les membres de la commission, titulaires et suppléants, sont destinataires des procès-verbaux des séances de la section ou du comité des sections auquel ils appartiennent. La liste des décisions prises au cours de l'année écoulée, à la suite des avis rendus par les différentes sections de la commission nationale et par le comité des sections, est remise annuellement aux membres titulaires et suppléants de la formation concernée.

Des extraits des procès-verbaux sont également adressés aux directeurs régionaux des affaires culturelles pour les affaires intéressant leur région.

Art. 2. - Le directeur général des patrimoines est chargé de l'application du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Pour le ministre et par délégation :
Le directeur général des patrimoines,
Bertrand-Pierre Galey

PATRIMOINES - MUSÉES

Note-circulaire n° 2012/010 du 19 juillet 2012 relative à la problématique des matériels d'étude et à la méthodologie préalable à l'affectation de certains de ces biens aux collections des musées de France.

Objet : note-circulaire destinée aux responsables scientifiques des musées de France relevant de l'État et aux services déconcentrés en régions pour diffusion locale à usage de guide méthodologique pour les musées de France des collectivités territoriales.

Préambule

La loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 relative aux musées de France et ses textes d'application (désormais codifiés au livre IV du Code du patrimoine) ont précisément décrit les pratiques concernant les biens inscrits à l'inventaire de ces musées, constituant les collections patrimoniales.

Une méthodologie restait à proposer s'agissant des procédures de patrimonialisation applicables à certains matériels tels que les produits de fouilles ou de collectes, les productions d'artistes accueillis en résidence, les fonds d'ateliers d'artiste et d'artisan, ou certains ensembles, non inventoriés, identifiés notamment à l'occasion des opérations de récolement décennal.

Une partie de ces matériels peut présenter un intérêt scientifique et patrimonial justifiant l'entrée dans la collection tandis qu'une autre partie du même matériel peut être réservée au fonds documentaire ou être utilisée comme élément muséographique, ces différentes destinations n'entraînant pas les mêmes effets juridiques.

La méthodologie envisagée peut également s'appliquer aux matériels reçus ou provisoirement gardés au musée, qu'il s'agisse d'accumulations passées ou d'ensembles confiés à un musée de France mais qui ne sont pas encore affectés à sa collection.

La notion de matériel d'étude ne correspond pas à une catégorie des collections des musées de France au sens du Code du patrimoine (Livre IV, titre v).

La présente circulaire, présentée en commission scientifique des musées nationaux le 10 juillet 2012, fournit un cadre à l'étude scientifique, l'analyse patrimoniale, la gestion pratique et juridique des matériels qui nécessitent une étude pour en définir la destination (entrée en collection, utilisation comme matériel pédagogique ou scénographique, élimination...), ainsi que les conditions de suivi des études menées par le musée. Certains biens faisant l'objet de libéralités (donations, donations sous réserve d'usufruit, dons manuels, legs) peuvent justifier une étude et un tri et, dans ce cas, être considérés provisoirement comme des matériels d'étude.

De nombreux professionnels sont concernés par cette problématique dans les musées d'art, les muséums, les musées d'archéologie, d'histoire, de société, d'ethnologie, ceux de sciences et techniques, relevant du contrôle scientifique et technique des ministères de la Culture et de la Communication, de la Défense, de l'Enseignement supérieur et de la Recherche ou d'un autre département ministériel.

L'analyse patrimoniale du matériel relève des missions du responsable scientifique du musée au sens de l'article L. 442-8 du Code du patrimoine.

Textes de référence :

- Code du patrimoine, parties législative et réglementaire livre IV, titres iv et v, codifiant notamment les décret n° 2002-852 du 2 mai 2002 pris en application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 codifiée relative aux musées de France et n° 2002-628 du 25 avril 2002 modifié pris pour l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002 codifiée relative aux musées de France ;
- Code général de la propriété des personnes publiques, article L. 1121-2 ;
- Arrêté du 25 mai 2004 fixant les normes techniques relatives à la tenue de l'inventaire, du registre des biens déposés dans un musée de France et au récolement ;
- Circulaire n° 2006/006 du 27 juillet 2006 relative aux opérations de récolement des collections des musées de France ;
- Circulaire n° 2003/003 du 5 mars 2003 relative aux procédures relatives aux acquisitions d'objets de collection ou de déclassement de tels objets dans le cadre de l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002.

1 - Définition

Le matériel d'étude se définit par trois critères :

1.1 Le matériel d'étude provient :

- d'un processus de collecte raisonnée, lors d'une mission scientifique, d'un échantillonnage, d'un voyage d'étude, d'une campagne de fouilles autorisées (fouilles programmées, opérations préventives et autres opérations de terrain) ;
- ou d'un processus d'appropriation par opportunité (dans le cadre d'une découverte archéologique fortuite, proposition de don ou legs par exemple d'atelier d'artiste ou d'artisan...) ;
- ou d'accumulations passées, maintenues au sein du musée, mais jamais exploitées ni inventoriées (voir § 5).

1.2 Il n'a pas vocation à être conservé en totalité, en l'état, sans limitation dans le temps.

1.3 Une étude scientifique et patrimoniale est nécessaire pour le faire changer d'état et lui faire quitter sa précédente fonction d'usage, s'il en avait une, pour entrer, en totalité ou en partie, dans les biens dont la conservation et la présentation dans un musée de France revêtent un intérêt public au sens de l'article L.410-1 du Code du patrimoine.

Si l'analyse de l'intérêt patrimonial, déterminante pour une entrée en collection, doit toujours être réalisée par

la conservation du musée en fonction de sa vocation traduite dans son projet scientifique et culturel⁽¹⁾, l'étude scientifique peut avoir été engagée et même précédemment menée à son terme par d'autres acteurs (CNRS, universités, services régionaux de l'archéologie, par exemple pour des ateliers de taille du silex, spécimens naturels...).

L'étude scientifique menée en amont enrichit la documentation du matériel mais n'est en aucun cas suffisante, à elle seule, pour définir le processus de patrimonialisation qui conduit à son entrée dans les collections d'un musée de France.

1.4 Sont exclus du matériel d'étude :

- les biens dont la propriété n'a pas été préalablement vérifiée (voir § 2.2) ;
- les biens déjà affectés à la collection et par conséquent inscrits à l'inventaire du musée ;
- les biens appartenant déjà à la documentation (notamment les fonds photographiques autres que ceux inscrits à l'inventaire du musée) ;
- les biens d'usage (pièces de rechange, matériel pédagogique, matériel muséographique).

2 - Gestion du matériel d'étude

2.1 Gestion scientifique

Dans le cas des collectes raisonnées, l'étude scientifique doit être définie préalablement et dans les autres cas, au moins esquissée avant la réception du matériel par le musée.

Il est recommandé au responsable scientifique du musée⁽²⁾ de s'entourer à chaque étape de toutes les compétences scientifiques utiles sur ses projets d'étude, en particulier en consultant la commission scientifique compétente⁽³⁾ en matière d'acquisition puisque celle-ci devra se prononcer lorsque tout ou

partie du matériel entrera dans la collection du musée (voir § 3.1). Cette consultation est particulièrement pertinente dans le cas des collectes raisonnées.

Chaque projet mérite d'être formalisé en décrivant sommairement le matériel (nature, quantité, état...) et l'étude qui permettrait, le cas échéant après tri et sélection, d'enrichir les collections du musée en fonction de son PSC. Il fixe alors la méthodologie et prévoit la durée d'achèvement de l'étude. Il peut décrire également les autres bénéfices attendus de cette étude : enrichissement de la documentation et de la connaissance scientifique, par exemple au titre du patrimoine immatériel, contribution à d'autres missions du musée (pédagogiques, muséographiques).

2.2 Gestion juridique

Il importe de distinguer d'une part, les matériels qui appartiennent déjà à la personne morale propriétaire du musée et, d'autre part, les dépôts volontaires⁽⁴⁾ consentis par d'autres personnes privées ou publiques. On sera d'autant plus vigilant envers les matériels dont la propriété n'a pas encore été préalablement établie ou départagée, notamment pour le matériel issu de fouilles archéologiques préventives.

Même si l'ensemble n'est pas nécessairement appelé à entrer dans la collection, il s'agit : 1°) de vérifier que le musée est autorisé à en disposer de plein droit ; 2°) de ne le soumettre, pendant que dure cette vérification, à aucun traitement ni aucune intervention, à l'exception des mesures de conservation préventive strictement indispensables. Il convient en outre de s'assurer que le matériel n'est pas soumis à des restrictions particulières autres que celles figurant dans le Code du patrimoine (espèces protégées au titre de la CITES⁽⁵⁾, législation restrictive du pays de collecte, procédure de réforme pour les armes et munitions, etc.).

La vérification de la propriété est déterminante pour la suite des opérations en particulier pour ce que le responsable scientifique du musée est en droit de réaliser dans le cadre de l'étude patrimoniale.

Quand il s'agit de dépôts, des précautions juridiques spécifiques devront être prises. Un contrat ou une convention de dépôt avec le propriétaire du matériel doit être établi et contenir les autorisations permettant :

⁽¹⁾ PSC = projet scientifique et culturel du musée au sens de la circulaire n° 2007/007 du 26 avril 2007 portant charte de déontologie des conservateurs du patrimoine et autres responsables scientifiques des musées de France.

⁽²⁾ Au sens de l'article L. 442-8 du Code du patrimoine et de la circulaire n° 2007/007 du 26 avril 2007 portant charte de déontologie des conservateurs du patrimoine et autres responsables scientifiques des musées de France.

⁽³⁾ Il s'agit des mêmes commissions que celles consultées en matière d'acquisition et de restauration - Cf. la circulaire n° 2003/003 du 5 mars 2003 relative aux procédures relatives aux acquisitions d'objets de collection ou de déclassement de tels objets dans le cadre de l'application de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002. En ce qui concerne les musées nationaux, il s'agit des commissions des acquisitions des musées établissements publics (sauf en ce qui concerne l'établissement public du château de Fontainebleau et l'établissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges, qui continuent à relever de commissions d'acquisition locales) et, en ce qui concerne les musées services à compétence nationale, des commissions *ad hoc*.

⁽⁴⁾ Il s'agit de dépôts volontaires au sens du Code civil, article 1915 et suivants.

⁽⁵⁾ CITES : Convention on International Trade in Endangered Species of Wild Fauna and Flora (dite « Convention de Washington »). La France est soumise au règlement (CE) relatif à la protection des espèces de faune et de flore sauvages par le contrôle de leur commerce.

- de mener l'étude et de procéder aux dégagements, consolidations, remontages, etc., et à toutes les opérations nécessaires à l'évaluation de l'intérêt scientifique et patrimonial du matériel ;

- le cas échéant, de procéder à des prélèvements et des analyses potentiellement destructives ;

Si nécessaire, le contrat doit prévoir les conditions de financement des expertises, traitements et travaux de restauration confiés à un prestataire externe ainsi que l'ensemble des frais occasionnés par l'étude (transport, stockage...), ces frais pouvant ultérieurement être déduits du prix d'une acquisition des biens par le musée s'ils ont été supportés par ce dernier ou par tout autre organisme public. Le contrat doit prendre en considération l'éventuelle plus-value résultant de l'étude ainsi que les droits attachés à celle-ci du point de vue de la propriété intellectuelle (droit d'auteur notamment...).

Le contrat ne doit pas présumer de l'entrée des biens dans les collections du musée.

Lorsque le matériel appartient à une personne privée, le contrat doit prévoir les conditions d'assurance et les responsabilités en cas de dégradation, conformément aux dispositions des articles R. 451-29 à R. 451-34 du Code du patrimoine.⁽⁶⁾

2.3 Gestion matérielle

À son arrivée, le matériel est mentionné dans le cahier de mouvements d'entrées et de sorties⁽⁷⁾, sans préjuger d'une inscription sur un registre spécifique pour les éléments le nécessitant comme certains matériels militaires réformés⁽⁸⁾. Le matériel dont la présence dans l'enceinte du musée est susceptible de se prolonger durablement et qui appartient à une tierce personne, privée ou publique, devra être enregistré dans le cahier d'entrée et de sortie avec la mention des nom, adresse et qualité de cette personne.

Le matériel doit être réceptionné dans les meilleures conditions possibles pour demeurer identifiable tout au long de sa présence au musée et de sa manipulation (respect des règles de conservation préventive, l'état sanitaire du matériel ne devant pas mettre en péril les personnes ou les collections). Il sera entreposé et ses

contenants seront étiquetés de sorte à éviter toute confusion avec les collections inventoriées ou les biens se trouvant dans le musée, en présentation ou en réserve.

3 - Déroulement de l'étude et conséquences

3.1 Devenir du matériel étudié

3.1.1 Le matériel sélectionné pour entrer dans les collections

À l'issue de l'étude et du tri, la part du matériel destinée à entrer dans les collections d'un musée de France suit la procédure normale d'acquisition : passage en commission⁽⁹⁾, décision d'acquisition et d'affectation à la collection, inscription à l'inventaire.

Parallèlement, le responsable scientifique du musée présente, devant la même commission, le résultat global de l'étude et la destination des éléments non sélectionnés pour les collections du musée selon les différentes options de réutilisation possible, de la destruction à un nouvel usage.

3.1.2 Destination du matériel non sélectionné lorsqu'il n'appartient pas à la personne morale propriétaire du musée

Le matériel non sélectionné par le musée pour entrer dans ses collections n'appartenant pas à la personne morale propriétaire du musée, est restitué à son propriétaire, sauf si le musée en négocie l'acquisition pour un autre usage.

3.1.3 Destination du matériel non sélectionné lorsqu'il appartient à la personne morale propriétaire du musée

Plusieurs options sont envisageables, de la préservation du reliquat à sa destruction, en passant par l'aliénation, dès lors que sont respectés les principes protégeant le domaine public mobilier tel qu'il est défini à l'article L. 1121-2 du Code général de la propriété des personnes publiques. Sous réserve du respect vigilant de ces principes, on pourra, selon les cas :

3.1.3.1 Préserver le reliquat du matériel :

- en le gardant dans le musée mais hors des collections inscrites à l'inventaire, par exemple comme matériel documentaire, muséographique ou scénographique ;

- dans le cas de l'archéologie, comme matériel documentaire de fouilles, le cas échéant, il restera protégé au titre du Code général de la propriété des personnes publiques (article L. 2112-2) mais ne sera pas soumis aux règles de gestion des collections des musées de France ;

⁽⁹⁾ Voir note 4 *supra* et dans le cadre des dispositifs applicables à chacune de ces commissions.

⁽⁶⁾ Ce décret porte application de l'article L. 451-11 du Code du patrimoine.

⁽⁷⁾ Ce type de cahier paginé ne comporte pas obligatoirement de numéro d'entrée mais simplement : la date d'arrivée du matériel, une description sommaire permettant d'identifier le matériel et son origine, la date de sa sortie.

⁽⁸⁾ Ou, par exemple, les dépouilles destinées à la taxidermie qui doivent être mentionnées « dans un registre coté et paraphé par le maire ou le commissaire de police et tenu sans blanc ni rature afin de permettre le contrôle de sa provenance » (cf. les arrêtés pris par le ministère de l'environnement pour la protection des espèces animales).

- en le confiant par convention à une autre structure, par exemple un centre de conservation et d'étude (CCE), un conservatoire botanique... ;
- en le ré-enfouissant (cette option est définie pour le matériel archéologique) ;
- en le gardant hors du musée, dans d'autres structures dépendant du propriétaire pour enrichir un autre type de fonds (archives, médiathèque, bibliothèque...) ou, par exemple, pour un usage scénographique dans un établissement scolaire ou un lieu public.

3.1.3.2 User du reliquat en en faisant un bien consommable

- sous forme de matériel pédagogique du musée (depuis les ateliers scolaires jusqu'aux formations spécialisées scientifiques ou de restauration) ;
- sous forme d'éléments et pièces de rechange en vue de restaurations ultérieures.

3.1.3.3 En transférer la propriété ou l'aliéner à titre gratuit⁽¹⁰⁾

- en priorité vers un autre musée de France susceptible d'intégrer une partie du matériel dans ses collections après une étude patrimoniale complémentaire en fonction de son propre PSC (par exemple, les œuvres provenant d'un atelier d'artiste ou d'artisan non sélectionnées par le premier musée mais intéressants pour un autre musée) ;
- à un service d'archives publiques, de médiathèque, de bibliothèque pour en compléter le fonds ;
- à un établissement d'enseignement ou de recherche souhaitant en disposer comme bien d'usage (par exemple pour servir d'échantillons de dosage, de datation, etc.).

3.1.3.4 L'aliéner à titre onéreux⁽¹¹⁾ par l'intermédiaire des services compétents (France Domaine pour les biens appartenant à l'État, contrôle de légalité en préfecture pour les collectivités territoriales).

Ces matériels n'étant pas entrés dans la collection du musée de France, la procédure particulière de déclassement prévue par l'article L. 451-5 du Code du patrimoine ne s'applique pas.

3.1.3.5 En dernier recours, le détruire⁽¹²⁾, en respectant les procédures relatives à la domanialité publique

Dans ce cas, les procédures de destruction se feront par l'intermédiaire des services compétents. La

destruction doit demeurer exceptionnelle. Elle peut cependant se justifier en cas d'infestations ou de risques sanitaires susceptibles de menacer la sécurité des personnes, du musée et de ses collections.

3.2 Cas des études interrompues, abandonnées ou ne pouvant être mises en œuvre

Au-delà de l'échéance prévue pour la réalisation de l'étude, si celle-ci n'a pas été conclue, le responsable de l'étude ou du musée détermine s'il convient de la prolonger, de l'interrompre provisoirement ou de l'abandonner définitivement.

En cas de prolongation, d'interruption provisoire ou d'abandon, le responsable du musée en informe la commission scientifique (voir § 2.1).

Le risque est d'entreposer du matériel dont l'étude sera de plus en plus complexe du fait soit d'un désintérêt, soit d'une perte d'informations autour du matériel.

Pour cette raison, il convient de fixer à chaque étude un terme raisonnable n'excédant pas cinq ans et de réviser régulièrement la liste des études en cours ou à mener pour, le cas échéant, décider de renoncer aux études sans perspective réaliste d'aboutissement à court ou moyen terme. Cette révision régulière se fait au moyen du répertoire des études (voir § 4).

Notamment pour l'archéologie, il est important de mener une collaboration avec les services régionaux de l'archéologie des directions régionales des affaires culturelles (SRA). Lorsqu'il existe des centres de conservation et d'étude (CCE) dans la région, ceux-ci, sans devenir un recours systématique, peuvent proposer des solutions alternatives dont le coût doit être modéré afin de ne pas simplement déplacer le problème posé par la gestion du passif.

Il appartiendra aux commissions scientifiques mentionnées au § 2.1 de s'informer régulièrement de l'état d'avancement des études des musées relevant de leur compétence.

4 - Le répertoire des études

Le répertoire des études est un outil, distinct de l'inventaire, que chaque musée doit élaborer, sous la forme la plus simple possible, pour la gestion des matériels d'étude.

L'annexe à la présente circulaire propose des recommandations pour la tenue de ce répertoire.

Il est recommandé d'ouvrir pour chaque étude un dossier contenant toutes les pièces afférentes : description aussi détaillée que possible du matériel et

⁽¹⁰⁾ Conformément aux articles L. 3212-2 et L. 3212-3 du Code général de la propriété des personnes publiques.

⁽¹¹⁾ Dans le cas des restes humains, l'aliénation est interdite par la loi de bioéthique.

⁽¹²⁾ Dans le cas des restes humains, la destruction est interdite par la loi de bioéthique.

de l'étude, de ses contraintes, de sa planification ; les éventuels rapports scientifiques ; les avis rendus par les commissions consultées ; le contrat passé avec le propriétaire du matériel, etc.

C'est également dans ce dossier que le musée conservera le bilan de l'étude avec ses différents résultats, le rapport qui en aura été présenté devant les commissions précitées, les décisions prises par le musée après avis et leurs conséquences sur le matériel.

5 - La gestion des accumulations passées

Les accumulations passées, maintenues au sein du musée mais jamais exploitées ni inventoriées, sont repérées dans le cadre du récolement décennal prévu par l'article L. 451-2 du Code du patrimoine⁽¹³⁾.

Au terme de ce récolement, le responsable scientifique du musée identifie, par différence, les biens qui ne figurent pas sur l'inventaire et qui nécessitent une étude conforme à la présente circulaire⁽¹⁴⁾, avant de proposer, s'il y a lieu, de les affecter aux collections du musée et de les inscrire à titre rétrospectif à l'inventaire réglementaire⁽¹⁵⁾.

S'agissant du récolement décennal actuellement en cours et qui doit s'achever au plus tard le 12 juin 2014, les musées de France veilleront à programmer dans les deux années suivantes un plan de traitement de ce matériel d'étude.

Pour la ministre de la Culture et de la Communication
et par délégation :

La directrice chargée des musées de France
à la direction générale des patrimoines,
Marie-Christine Labourdette

Annexe : Recommandations sur la tenue du répertoire des études

Il peut s'agir :

- soit d'un registre manuel ou informatisé donnant la description de chaque étude par ordre chronologique de validation des projets ;
- soit d'un fichier, manuel ou informatisé, classé selon divers critères, par chronologie, ordre de priorité, type de matériels, état de conservation du matériel, risques

sanitaires, catégories de propriétaires, etc ; les études les plus urgentes pouvant être celles des matériels n'appartenant pas au musée.

Le répertoire mentionne les études en cours ou à mener.

Quand une étude est achevée, la fiche afférente est retirée du répertoire pour être conservée dans le dossier de l'étude. Si le répertoire est sous forme de registre, une mention sera ajoutée pour indiquer que l'étude est terminée avec la date de son achèvement. Toute étude qui n'est pas retirée du répertoire selon ce processus est réputée se poursuivre.

Dans un souci de traçabilité, chaque description d'étude portée au répertoire doit comporter au moins les informations suivantes :

- Un numéro d'étude (format libre, de préférence avec un millésime) ;
- La description sommaire du matériel permettant de l'identifier sans se référer au dossier (par exemple : catégorie de biens ; provenance ou lieu et date de collecte ; nombre de biens ; volume ; nom du donateur, de l'inventeur, du collecteur, etc.) ;
- Le nom du ou des propriétaires du matériel s'il ne s'agit pas de la personne morale propriétaire du musée (cf. § 2.2) ;
- S'il y a lieu, la mention d'un caractère prioritaire de cette étude (état de conservation, état sanitaire, etc.) ;
- Le ou les noms des personnes ou institutions chargées de mener l'étude ou y participant ;
- Le cas échéant, la date de présentation de l'étude devant une commission scientifique (si l'étude est présentée plusieurs fois, on renseignera toutes les dates) ;
- La date prévue pour l'échéance de l'étude, cette date pouvant être modifiée (on indiquera alors la nouvelle date, les motivations de chaque report et la date d'information de la commission scientifique compétente).

Décision DFJ/2012/ du 3 septembre 2012 abrogeant la décision du 15/12/2006 nommant un régisseur d'avances pour le paiement de dépenses du département des antiquités égyptiennes du musée du Louvre concernant ses activités de fouilles au Soudan.

Le président-directeur,

Vu la décision du 13 décembre 2006 portant institution d'une régie d'avances pour le paiement de dépenses du département des antiquités égyptiennes concernant ses activités de fouilles sur le site de El Muweis au Soudan ;

⁽¹³⁾ Voir la circulaire n° 2006/006 du 27 juillet 2006 relative aux opérations de récolement des collections des musées de France et l'arrêté du 25 mai 2004 fixant les normes techniques relatives à la tenue de l'inventaire, du registre des biens déposés dans un musée de France et au récolement.

⁽¹⁴⁾ L'avis des SRA sera opportun dans le cas particulier des objets archéologiques peu ou pas documentés et retrouvés stockés dans le musée.

⁽¹⁵⁾ Pour l'inscription à titre rétrospectif, voir l'annexe 2b de l'arrêté du 25 mai 2004 précité.

Vu la décision du 15 décembre 2006 nommant un régisseur d'avances pour le paiement de dépenses du département des antiquités égyptiennes concernant ses activités de fouilles sur le site de El Muweis au Soudan,

Décide :

Art. 1^{er}. - Il est mis fin aux fonctions de M. Michel Baud, régisseur d'avances pour le paiement de dépenses du département des antiquités égyptiennes concernant ses activités de fouilles sur le site de El Muweis au Soudan à compter du 1^{er} septembre 2012.

Art. 2. - Le président-directeur de l'établissement public du musée du Louvre est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet du musée du Louvre et au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette
Visa de l'agent comptable :
Pour l'agent comptable, par procuration :
La fondée de pouvoir,
Catherine Rigault

Décision DFJ/2012/ du 3 septembre 2012 nommant un régisseur d'avances auprès du département des antiquités égyptiennes du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles au Soudan.

Le président directeur,

Vu la décision du 13 décembre 2006 portant institution d'une régie d'avances auprès du département des antiquités égyptiennes du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles au Soudan ;

Vu la décision du 15 décembre 2006 nommant un régisseur d'avances auprès du département des antiquités égyptiennes du musée du Louvre en vue d'une campagne de fouilles au Soudan ;

Vu la décision du 3 septembre 2012 abrogeant la décision du 15/12/2006 nommant un régisseur d'avances pour le paiement de dépenses du département des antiquités égyptiennes concernant ses activités de fouilles au Soudan,

Décide :

Art. 1^{er}. - M^{lle} Élisabeth David, chargée d'études documentaires aux antiquités égyptiennes, est nommée régisseur d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre à compter du 1^{er} septembre 2012

avec pour mission de procéder exclusivement aux opérations relatives à la campagne de fouilles menée par le musée du Louvre à El Muweis au Soudan.

Art. 2. - M^{lle} Élisabeth David, les mandataires qu'elle serait amenée à désigner en qualité de régisseur ainsi que les agents placés sous son autorité ne pourront en aucun cas faire usage, au titre des opérations réalisées dans le cadre de la régie, d'une délégation de signature du président-directeur, en sa qualité d'ordonnateur principal.

Art. 3. - M^{lle} Élisabeth David, aux termes de la réglementation en vigueur à ce jour, devra constituer un cautionnement de 1220 €(mille deux cent vingt euros) avant d'entrer en fonction.

Art. 4. - M^{lle} Élisabeth David percevra, aux termes de la réglementation en vigueur une indemnité de responsabilité annuelle fixée à 160 €(cent soixante euros) au *pro rata* de la durée de fonctionnement de la régie.

Art. 5. - M^{lle} Élisabeth David est, conformément à la réglementation en vigueur, pécuniairement responsable de la conservation des fonds, valeurs et pièces comptables qu'elle a reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'elle a effectués.

Art. 6. - M^{lle} Élisabeth David ne devra pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif visé en tête de la présente décision, sous peine d'être constituée comptable de fait et de s'exposer aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du nouveau Code pénal.

Art. 7. - M^{lle} Élisabeth David devra présenter ses registres, fonds, valeurs et états justificatifs de stocks aux agents de contrôle qualifiés. Elle devra rendre compte à l'agent comptable au moins une fois par mois de l'ensemble des opérations qu'elle aura effectuées ainsi que de la situation de ses stocks de valeurs.

Art. 8. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée sur le site Internet du musée du Louvre et au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette
Visa de l'agent comptable :
Pour l'agent comptable, par procuration :
La fondée de pouvoir,
Catherine Rigault

Décision n° DFJS/DAMC/2012/14 du 4 septembre 2012 portant délégation de signature au musée du Louvre.

Le président-directeur,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-1338 du 22 décembre 1992 modifié portant création de l'établissement public du musée du Louvre, et notamment ses articles 19 et 19-1 ;

Vu l'arrêté du 13 juin 1994 portant institution d'une d'avances auprès de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret du 29 mars 2007 portant nomination du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2003-1097 du 18 novembre 2003 portant délégation, pour certains corps de fonctionnaires du ministère de la Culture et de la Communication, d'actes de gestion au profit du président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu le décret n° 2006-975 du 1^{er} août 2006 portant Code des marchés publics ;

Vu l'arrêté du 18 novembre 2003 portant délégation de pouvoirs en matière de gestion des personnels des corps de catégories A, B et C au président de l'établissement public du musée du Louvre ;

Vu l'organigramme général du musée du Louvre présenté en conseil d'administration du 26 mars 2010, tel que modifié en comité technique ;

Vu la décision n° DFJ/2006/011 portant nomination d'un régisseur d'avances au sein de l'auditorium du musée du Louvre ;

Vu la décision n° DFJ/DAMC/2012/11 portant délégation de signature,

Décide :

Art. 1^{er}. - Le second paragraphe de l'article 2 de la décision n° DFJ/DAMC/2012/11 susvisée est modifié comme suit :

« En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Clémentine Aubry, délégation est donnée à M^{me} Isabelle Sabathier, adjointe au chef du service administratif et financier de la direction de l'auditorium et des manifestations culturelles, à l'effet de signer, dans la limite des attributions de la direction de l'auditorium et des manifestations culturelles, tous actes, décisions et documents mentionnés à l'article 1 de la présente décision, à l'exception de ceux relevant de la régie d'avances de l'auditorium du musée du Louvre instituée par l'arrêté du 13 juin 1994 susvisé. ».

Art. 2. - Les autres articles de décision n° DFJ/DAMC/2012/11 susvisée demeurent inchangés.

Art. 3. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication et sur le site Internet du musée du Louvre.

Art. 4. - Cette décision prend effet à compter de sa publication.

Le président-directeur du musée du Louvre,
Henri Loyrette

Arrêté du 6 septembre 2012 portant nomination (régisseur d'avances et de recettes) au musée national de la Préhistoire des Eyzies-de-Tayac.

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code pénal, notamment son article 432-10 ;

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 modifié portant règlement général sur la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 92-681 du 20 juillet 1992 modifié relatif aux régies de recettes et aux régies d'avances des organismes publics ;

Vu le décret n° 2008-227 du 5 mars 2008 relatif à la responsabilité personnelle et pécuniaire des régisseurs ;

Vu l'arrêté du 28 mai 1993 modifié relatif aux taux de l'indemnité de responsabilité susceptible d'être allouée aux régisseurs d'avances et aux régisseurs de recettes relevant des organismes publics et montant du cautionnement imposé à ces agents ;

Vu l'arrêté du 4 juin 1996 modifié relatif au montant par opération des dépenses de matériel et de fonctionnement payables par l'intermédiaire d'un régisseur d'avances ;

Vu l'arrêté du 16 décembre 1998 modifié érigeant des musées nationaux en service à compétence nationale ;

Vu l'arrêté du 29 juillet 2008 habilitant le ministre chargé de la culture à instituer des régies de recettes et des régies d'avances auprès de tout service ou établissement relevant de son autorité ;

Vu l'arrêté du 6 septembre 2012 portant institution d'une régie de recettes et d'avances auprès du musée national de la Préhistoire des Eyzies-de-Tayac,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Valérie Lazinière, agent contractuel, est nommée régisseur titulaire de la régie d'avances et de recettes instituée auprès du musée national de la Préhistoire des Eyzies-de-Tayac, avec pour mission

d'appliquer exclusivement les dispositions prévues dans l'acte de création de celle-ci.

Art. 2. - M^{me} Valérie Lazinière percevra une indemnité de responsabilité et sera astreinte à constituer un cautionnement conformément aux dispositions de l'arrêté du 28 mai 1993 susvisé.

Art. 3. - Le régisseur est personnellement et pécuniairement responsable de la conservation des fonds, des valeurs et des pièces comptables qu'il a reçus, ainsi que de l'exactitude des décomptes de liquidation qu'il a éventuellement effectués.

Art. 4. - Le régisseur ne doit pas payer de dépenses relatives à des charges autres que celles énumérées dans l'acte constitutif de la régie, sous peine d'être constitué comptable de fait et de s'exposer aux poursuites disciplinaires et aux poursuites pénales prévues par l'article 432-10 du Code pénal.

Art. 5. - Le directeur du service à compétence nationale du musée national de la Préhistoire des Eyzies-de-Tayac est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La ministre de la Culture et de la Communication,
Pour la ministre et par délégation :
Le chef du bureau de la qualité comptable,
Maël Guilbaud-Nanhou

Décision du 7 septembre 2012 portant délégation de signature au musée Rodin.

La directrice du musée Rodin,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 93-163 du 2 février 1993 modifié par le décret n° 2005-1507 du 7 décembre 2005 relatif au musée Rodin, et notamment ses articles 7 et 9 ;

Vu la délibération du conseil d'administration en date du 7 mai 2010 relative au montant des contrats de coproduction ;

Vu la délibération du conseil d'administration du 5 juillet 2010 relative à la composition et au fonctionnement de la commission d'appel d'offres pour les marchés publics du musée Rodin ;

Vu la délibération du 5 juillet 2010 du conseil d'administration concernant les catégories de contrats et de conventions qui peuvent être déléguées au directeur du musée Rodin ;

Vu l'arrêté du 18 janvier 2012 portant nomination de la directrice du musée Rodin,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Sandrine Arrecgros, secrétaire générale, pour tous actes et décisions afférents aux attributions de la directrice du musée Rodin énumérées à l'article 9 et à l'article 7, 14° du décret n° 93-163 susvisé.

Art. 2. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Sandrine Arrecgros, à M. Laurent Bernard, chef du service des affaires financières, pour tous actes et décisions afférents aux attributions de la directrice du musée Rodin énumérés de l'article 9, 2° et 3° et à l'article 7, 14° du décret n° 93-163 susvisé dans la limite de 4 000 €HT pour les dépenses et à 200 000 €HT pour les recettes et conformément aux délibérations du conseil d'administration des 7 mai et 5 juillet 2010.

Art. 3. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de M^{me} Sandrine Arrecgros, à M^{me} Élisabeth Saillant, chef du service des ressources humaines et des affaires juridiques, pour tous actes et décisions afférents aux attributions de la directrice du musée Rodin énumérés de l'article 9, 2° et 3° et à l'article 7, 14° du décret n° 93-163 susvisé dans la limite de 4 000 €HT pour les dépenses et à 200 000 €HT pour les recettes, conformément aux délibérations du conseil d'administration des 7 mai et 5 juillet 2010.

Art. 4. - Délégation de signature est donnée, sous l'autorité de la directrice du musée Rodin, à M^{me} Aline Magnien, chef du service des collections et M. François Blanchetière et M^{me} Nadine Lehni, à M^{me} Hélène Pinet, chef du service de la recherche, de la documentation, de la bibliothèque et des archives et M^{me} Véronique Mattiussi et M. Jérôme Manoukian, à M^{me} Noëlle Chabert, chef du service du développement et M^{me} Isabelle Bissière et M^{me} Amélie Lavin, à M. Pierre Hurbain, chef du service de l'accueil, de la surveillance et de la sécurité et M^{me} Brigitte Thébault, à M^{me} Édwige Ridel, chef du service commercial et éditorial et M^{me} Brigitte Monnier, à M. Dominique De Coninck, chef du service intérieur et technique et M. Raphaël Andlauer, à M^{me} Patricia Hoeppe, chargée du secrétariat de direction, à M. Hugues Herpin, chargé de mission auprès de la directrice, M^{me} Clémence Goldberger, chargée de communication, M. Philippe Charles, chargé des systèmes d'information à effet de signer, dans le cadre de leurs compétences et dans les limites des crédits placés sous leurs responsabilités, les attestations de services faits ainsi que tous documents utiles à l'exception de tout acte engageant juridiquement ou financièrement le musée Rodin.

Art. 5. - La secrétaire générale est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Cette décision prend effet ce jour et annule et remplace les décisions antérieures.

La directrice du musée Rodin,
Conservatrice en chef du patrimoine,
Catherine Chevillot

Décision n° 2012-59 du 11 septembre 2012 portant délégation de signature à l'Établissement public des musées d'Orsay et de l'Orangerie.

Le président de l'Établissement public des musées d'Orsay et de l'Orangerie,

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique ;

Vu le décret n° 2003-1300 du 26 décembre 2003 modifié portant création de l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie, et notamment ses articles 22 et 23 ;

Vu le décret du 28 janvier 2008 portant nomination du président de l'établissement public du musée d'Orsay ;

Vu l'arrêté ministériel du 30 août 2012 portant nomination de l'administrateur général de l'établissement public du musée d'Orsay ;

Vu la décision n° 2010-21 en date du 17 mars 2010 portant nomination de l'administrateur général adjoint de l'établissement public du musée d'Orsay ;

Vu l'arrêté ministériel du 1^{er} mars 2011 portant nomination de la directrice du musée national de l'Orangerie des Tuileries,

Décide :

Art. 1^{er}. - Délégation de signature est donnée à M. Alain Lombard, administrateur général, pour tous actes et décisions afférents aux attributions du président, énumérées à l'article 22 du décret n° 2003-1300 susvisé.

Art. 2. - En cas d'absence ou d'empêchement de M. Alain Lombard, délégation de signature est donnée à M^{me} Anne Mény-Horn, administrateur général adjoint, à l'effet de signer dans la limite de ses attributions, tous actes et décisions à l'exception des engagements juridiques de dépense supérieurs à 150 000 €HT.

Art. 3. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Anne Mény-Horn, secrétaire général du musée Hébert, à l'effet de signer tous actes et décisions, dans les limites de ses attributions et des crédits placés sous sa responsabilité.

Art. 4. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Marie-Paule Vial, directeur du musée national de l'Orangerie des Tuileries, et à M^{me} Delphine Capdepuy, secrétaire générale, à l'effet de signer, dans les limites de leurs attributions et des crédits placés sous leur responsabilité :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et de recette et contrats emportant dépense et recette d'un montant inférieur à 20 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les conventions d'occupation temporaire du domaine public relatives à l'organisation de manifestations privées ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 5. - Délégation de signature est donnée à M. Philippe Casset, chef du département administratif et financier, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et de recette et contrats emportant dépense et recette d'un montant inférieur à 30 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes : mandats, ordres de paiement, titres de recette, ordres de reversement, réductions de recette, réimputations de dépense et de recette ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les états de frais de déplacement ;
- les courriers de notification des marchés et les courriers d'informations aux candidats dans le cadre des appels à la concurrence.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Casset, chef du département administratif et financier, délégation de signature est donnée à M^{me} Cécile Roux, responsable du secteur des affaires juridiques et des marchés publics, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et de recette et contrats emportant dépense et recette d'un montant

inférieur à 4 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;

- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes : mandats, ordres de paiement, titres de recette, ordres de reversement, réductions de recette, réimputations de dépense et de recette ;
- les états de frais de déplacement.

Art. 6. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Sandie Vogt, responsable du secteur des affaires financières, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et de recette et contrats emportant dépense et recette d'un montant inférieur à 4 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les actes de liquidation et d'ordonnancement des dépenses et des recettes : mandats, ordres de paiement, titres de recette, ordres de reversement, réductions de recette, réimputations de dépense et de recette ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les états de frais de déplacement.

Art. 7. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Cécile Roux, responsable du secteur des affaires juridiques et des marchés publics, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les dépôts de plainte de l'établissement auprès des autorités compétentes ;
- les courriers de notification et d'information aux candidats dans le cadre des appels à la concurrence ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 8. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Brigitte Leclercq, chef du département des ressources humaines, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 € HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;

- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les demandes d'avance ;
- les prises en charge des frais de transport ;
- les états des jours fériés ;
- les états d'heures supplémentaires et complémentaires ;
- les déclarations concernant les travaux insalubres et les primes dominicales ;
- le paiement des allocations chômage ;
- les gratifications des stagiaires ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les actes relatifs à la formation du personnel.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Brigitte Leclercq, chef du département des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Monique Savalois, responsable de l'administration du personnel et des systèmes d'information RH, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les demandes d'avance ;
- les prises en charge des frais de transport ;
- les états des jours fériés ;
- les états d'heures supplémentaires et complémentaires ;
- les déclarations concernant les travaux insalubres et les primes dominicales ;
- le paiement des allocations chômage ;
- les gratifications des stagiaires ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;
- les copies certifiées conformes à l'original.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Monique Savalois, responsable de l'administration du personnel et des systèmes d'information RH, délégation de signature est donnée à M^{me} Sylvie Gout, responsable du bureau du personnel, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les demandes d'avance ;
- les prises en charge des frais de transport ;
- les états des jours fériés ;
- les états d'heures supplémentaires et complémentaires ;
- les déclarations concernant les travaux insalubres et les primes dominicales ;
- le paiement des allocations chômage ;
- les gratifications des stagiaires ;

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les copies certifiées conformes à l'original.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Brigitte Leclercq, chef du département des ressources humaines, délégation de signature est donnée à M^{me} Chantal Loisse, responsable du secteur de la formation, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 €HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les actes relatifs à la formation du personnel ;
- les gratifications des stagiaires ;
- les certificats administratifs.

Art. 9. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Catherine Bony, responsable de la logistique, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 €HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 10. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Sylvie Julé, chef du département informatique, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 €HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Sylvie Julé, chef du département informatique, délégation de signature est donnée à M. François Giraudier, responsable du secteur infrastructure et exploitation, à l'effet de signer dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 11. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Virginia Fienga, chef du département de la muséographie et des travaux, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 10 000 €HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Virginia Fienga, chef du département de la muséographie et des travaux, délégation de signature est donnée à M. Luc de Schietere, conducteur d'opération et à M. Manuel Caria, responsable des travaux neufs et entretien à l'effet de signer, dans les limites de leurs attributions :

- les attestations de service fait.

Art. 12. - Délégation de signature est donnée à M. Milan Dargent, chef du département accueil et surveillance, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les dépôts de plainte de l'établissement public auprès des autorités compétentes.

Art. 13. - Délégation de signature est donnée, à l'adjudant Xavier Trémeau responsable du secteur prévention sécurité incendie, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de l'adjudant Xavier Trémeau, responsable du secteur prévention sécurité incendie, délégation de signature est donnée à l'adjudant Antoine Fadhuile-Crepy, adjoint au chef du détachement à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 14. - Délégation de signature est donnée, à M. Philippe Gomas, chef du département maintenance et sécurité, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant

dépense d'un montant inférieur à 10 000 €HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les dépôts de plainte de l'établissement auprès des autorités compétentes ;
- les bordereaux de transport des œuvres d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Gomas, chef du département maintenance et sécurité, délégation de signature est donnée à M. Jean-François Chanson, à M. Jean-Philippe Gagnon, à M. Éric Péan, à M. Ignazio Savoca, à M. Ahssen Mérouane, à M. Guillaume Bottier et à M. Yawo Ayitey, chefs de centrale à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions :

- les bordereaux de transport des œuvres d'art.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe Gomas, chef du département maintenance et sécurité, délégation de signature est donnée à M. Christophe Labaudinière, chef du secteur de l'exploitation et de la réglementation et à M. Patrick Gomas, M. Emmanuel Leruyet, M. Olivier Moreau et M. Rodolphe Doucet, gestionnaires techniques de maintenance, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions :

- les attestations de service fait.

Art. 15. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Josée Gruber, chef du département des publics et de la vente, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 €HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les états de recettes ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Josée Gruber, chef du département des publics et de la vente, délégation de signature est donnée à M^{me} Delphine Crocq, responsable du secteur de la promotion et à M^{me} Élvire Caupos, responsable de l'information et des réservations, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 16. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Martine Kaufmann, chef du service culturel et de l'auditorium, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 €HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les autorisations de prises de vue et de tournage dans le cadre de projets audiovisuels de l'établissement.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Martine Kaufmann, chef du service culturel, délégation de signature est donnée à M^{me} Saskia Bakhuys-Vernet responsable du secteur de la production audiovisuelle, à M^{me} Antonine Heck, adjointe au chef du service culturel et de l'auditorium et administratrice du service culturel et de l'auditorium et à M^{me} Françoise Le Coz, responsable du secteur de l'Internet et du multimédia, à l'effet de signer, dans la limite de leurs attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 17. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Saskia Bakhuys-Vernet responsable du secteur de la production audiovisuelle, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les autorisations de prises de vue et de tournage dans le cadre de projets audiovisuels de l'établissement.

Art. 18. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Hélène Flon, chef des expositions, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 €HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les contrats de prêts ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 19. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Annie Dufour, responsable des publications, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 €HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 20. - Délégation de signature est donnée à M^{me} Amélie Hardivillier, chef du service de la communication, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 €HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les autorisations de prise de vue et de tournage.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Amélie Hardivillier, chef du service de la communication, délégation de signature à M^{me} Anne Véron, responsable de la promotion publicité et partenariat média, à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs ;
- les autorisations de prise de vue et de tournage.

Art. 21. - Délégation de signature est donnée à M. Xavier Rey, responsable de la série budgétaire A « conservation », à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les commandes, lettres de commande, actes d'engagement juridique de dépense et contrats emportant dépense d'un montant inférieur à 4 000 €HT (dans le cas de contrats pluriannuels, c'est la valeur totale cumulée qui est prise en compte pour apprécier ce seuil) ;
- les ordres de services se rapportant aux contrats énoncés à l'alinéa précédent ;
- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Xavier Rey, responsable de la série budgétaire A « conservation », délégation de signature est donnée à M. Mickaël Chkroun, correspondant administratif et financier pour la série budgétaire A « conservation », à l'effet de signer, dans la limite de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Délégation de signature est donnée à M^{me} Isabelle Cahn, responsable de l'enveloppe A10 « mobilier muséographique », à M^{me} Marie-Pierre Gauzes responsable de l'enveloppe A15 « transport des œuvres », à M^{me} Sylvie Patin, responsable de l'enveloppe A30 « restauration d'œuvres (peintures, sculptures, arts décoratifs, photographies) », à M. Matthieu Leverrier, responsable de l'enveloppe A35 « restauration d'œuvres - musée Hébert », à M^{me} Isabelle Cahn, responsable de l'enveloppe A40 « cadres, tableaux », à M. Yves Badetz, responsable des enveloppes A50 « ébénisterie, objets d'arts » et A70 « atelier photographique », à M^{me} Alice Thomine, responsable de l'enveloppe A60 « cabinet d'arts graphiques », à M^{me} Isabelle Gaëtan, responsable de l'enveloppe A80 « recherche et documentation chercheurs », à M. Dominique Lobstein, responsable de l'enveloppe A90 « bibliothèque chercheurs », et à M^{me} Françoise Le Coz, responsable de l'enveloppe A95 « enrichissement et administration de bases de données documentaires (Base Orsay) », à l'effet de signer, dans les limites de leurs attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M^{me} Marie-Pierre Gauzes, responsable de l'enveloppe A15 « transport des œuvres », délégation de signature est donnée à M^{me} Odile Michel, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

En cas d'absence ou d'empêchement de M. Yves Badetz, responsable de l'enveloppe A70 « atelier photographique », délégation de signature est donnée à M. Patrice Schmidt, à l'effet de signer, dans les limites de ses attributions :

- les attestations de service fait ;
- les certificats administratifs.

Art. 22. - L'administrateur général est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

Cette décision prend effet ce jour et annule et remplace la décision n° 2012-003 modifiée par la décision n° 2012-049.

Le président de l'Établissement public
des musées d'Orsay et de l'Orangerie,
Guy Cogeval

PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Arrêté du 14 septembre 2012 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Ingrid Albenque).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 14 août 2012 par la Société des auteurs compositeurs éditeurs de Nouvelle-Calédonie (SACENC),

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Ingrid Albenque, née le 5 janvier 1982 à Neuville-aux-Bois (45), de nationalité française, exerçant la fonction de déléguée chargée des perceptions et du bureau des arts, est agréée en vue d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 14 septembre 2012 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Fabrice Fouquet).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 14 août 2012 par la Société des auteurs compositeurs éditeurs de Nouvelle-Calédonie (SACENC),

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Fabrice Fouquet, né le 18 octobre 1979 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), de nationalité française, exerçant la fonction de délégué adjoint chargé des perceptions, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 14 septembre 2012 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Valérie Portrat).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 14 août 2012 par la Société des auteurs compositeurs éditeurs de Nouvelle-Calédonie (SACENC),

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Valérie Portrat, née le 11 avril 1973 au Creusot (71), de nationalité française, exerçant la fonction de directrice adjointe, est agréée en vue d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 14 septembre 2012 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M^{me} Lydie Watha).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 14 août 2012 par la Société des auteurs compositeurs éditeurs de Nouvelle-Calédonie (SACENC),

Arrête :

Art. 1^{er}. - M^{me} Lydie Watha, née le 2 juillet 1979 à Maré (Nouvelle-Calédonie), de nationalité française, exerçant la fonction de chargée de programmes, est agréée en vue d'être assermentée à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 14 septembre 2012 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Évariste Wayaridri).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 14 août 2012 par la Société des auteurs compositeurs éditeurs de Nouvelle-Calédonie (SACENC),

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Évariste Wayaridri, né le 11 mars 1977 à Nouméa (Nouvelle-Calédonie), de nationalité française, exerçant la fonction de directeur général, est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 14 septembre 2012 portant abrogation de l'arrêté du 1^{er} juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. David Tuahivaatetonohiti).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication,

Arrête :

Art. 1^{er}. - L'arrêté du 1^{er} juin 2010 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle, et agréant M. David Tuahivaatetonohiti, délégué chargé des perceptions de la Société des auteurs compositeurs éditeurs de Nouvelle-Calédonie, est abrogé.

Art. 2. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Arrêté du 24 septembre 2012 relatif à la délivrance d'un agrément mentionné à l'article L. 331-2 du Code de la propriété intellectuelle (M. Philippe Nelva-Pasqual).

La ministre de la Culture et de la Communication,

Vu le Code de la propriété intellectuelle, notamment ses articles L. 331-2 et R. 331-1 ;

Vu le décret n° 82-394 du 10 mai 1982 modifié, relatif à l'organisation du ministère de la Culture ;

Vu le décret n° 2009-1393 du 11 novembre 2009 relatif aux missions et à l'organisation de l'administration centrale du ministère de la Culture et de la Communication ;

Vu la demande présentée le 22 septembre 2011 par la Société de perception et de distribution des droits des artistes-interprètes de la musique et de la danse,

Arrête :

Art. 1^{er}. - M. Philippe Nelva-Pasqual, né le 24 février 1981 au Puy-en-Velay (43), de nationalité française, exerçant la fonction de responsable du service « droits du spectacle vivant », est agréé en vue d'être assermenté à l'effet de constater la matérialité de toute infraction aux dispositions des livres I^{er}, II et III du Code de la propriété intellectuelle.

Art. 2. - L'agrément est délivré pour une durée de cinq ans.

Art. 3. - Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel* du ministère de la Culture et de la Communication.

La sous-directrice des affaires juridiques,
Pascale Compagnie

Mesures d'information

Relevé de textes parus au *Journal officiel*

JO n° 203 du 1^{er} septembre 2012

Texte n° 1 Loi n° 2012-958 du 16 août 2012 de finances rectificative pour 2012 (rectificatif).

Culture et communication

Texte n° 18 Arrêté du 10 août 2012 relatif aux conditions d'indemnisation du président du comité d'orientation institué par l'article 14 du décret n° 2012-484 du 13 avril 2012.

Texte n° 19 Arrêté du 22 août 2012 portant sur les taux des aides au mérite attribuées aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur habilités à délivrer un diplôme relevant du ministère chargé de la culture pour l'année 2012-2013.

JO n° 204 du 2 septembre 2012

Premier ministre

Texte n° 2 Arrêté du 31 août 2012 fixant le montant de la rémunération due en contrepartie de la publication par la direction de l'information légale et administrative des insertions au Bulletin officiel des annonces des marchés publics (BOAMP).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 30 Avis de vacance d'un emploi de sous-directeur (sous-directeur de la politique des musées, à la direction générale des patrimoines).

JO n° 205 du 4 septembre 2012

Culture et communication

Texte n° 20 Décret du 1^{er} septembre 2012 portant nomination et affectation de professeurs des écoles nationales supérieures d'architecture.

Texte n° 21 Arrêté du 30 août 2012 portant nomination de l'administrateur général de l'Établissement public du musée d'Orsay et du musée de l'Orangerie (M. Alain Lombard, administrateur général).

JO n° 206 du 5 septembre 2012

Premier ministre

Texte n° 2 Circulaire du 4 septembre 2012 relative à la prise en compte du handicap dans les projets de loi.

Affaires étrangères

Texte n° 3 Décret n° 2012-1014 du 3 septembre 2012 portant publication de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Pologne relatif à la coproduction cinématographique (ensemble une annexe), signé à Paris le 5 mars 2012.

Texte n° 4 Arrêté du 22 août 2012 relatif aux conditions d'application à l'Agence pour l'enseignement français à l'étranger du décret n° 2002-634 du 29 avril 2002

portant création du compte épargne-temps dans la fonction publique de l'État.

Intérieur

Texte n° 20 Décret n° 2012-1017 du 3 septembre 2012 fixant les modalités d'organisation de l'examen professionnel prévu à l'article 16-II du décret n° 2012-437 du 29 mars 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.

Texte n° 21 Décret n° 2012-1018 du 3 septembre 2012 fixant les modalités d'organisation de l'examen professionnel prévu à l'article 16-III du décret n° 2012-437 du 29 mars 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique.

Texte n° 22 Décret n° 2012-1019 du 3 septembre 2012 fixant les modalités d'organisation des concours pour le recrutement des assistants territoriaux d'enseignement artistique.

Texte n° 69 Décret du 4 septembre 2012 portant cessation de fonctions du sous-préfet d'Étampes (M. Thierry Somma).

Texte n° 70 Décret du 4 septembre 2012 portant nomination du sous-préfet d'Étampes (M. Ghyslain Chatel).

Texte n° 71 Décret du 4 septembre 2012 portant nomination du sous-préfet de Marmande (M. Frédéric Bovet).

Texte n° 72 Décret du 4 septembre 2012 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de l'Aude (M. Nicolas Martrenchard).

Culture et communication

Texte n° 75 Arrêté du 31 août 2012 portant nomination du directeur du musée de la Musique à la Cité de la musique (M. Éric de Visscher).

Texte n° 76 Arrêté du 1^{er} septembre 2012 portant nomination (directrice régionale adjointe des affaires culturelles : M^{me} Brigitte Bouvier, DRAC Midi-Pyrénées).

Conventions collectives

Texte n° 83 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective de la production audiovisuelle.

Texte n° 84 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des professions de la photographie.

Avis divers

Texte n° 117 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

JO n° 207 du 6 septembre 2012

Économie et finances

Texte n° 23 Arrêté du 29 août 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (pour la culture :

Patrimoines et Transmission des savoirs et démonstration de la culture).

Intérieur

Texte n° 34 Décret du 5 septembre 2012 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture de l'Orne (M. Vincent Lagoguey).

Texte n° 35 Décret du 5 septembre 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de l'Orne (M. Benoît Huber).

Texte n° 36 Arrêté du 10 juillet 2012 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M. Étienne Vacquet).

Culture et communication

Texte n° 38 Décret du 3 septembre 2012 portant intégration dans le corps des conservateurs du patrimoine (M^{me} Laurence Tilliard).

Texte n° 39 Arrêté du 27 août 2012 portant nomination (M. Louis Le Roc'h Morgère, directeur des Archives nationales du monde du travail).

Conventions collectives

Texte n° 44 Avis relatif à l'extension et à l'élargissement de l'avenant n° 118 à l'accord du 8 décembre 1961.

JO n° 208 du 7 septembre 2012

Premier ministre

Texte n° 1 Décret n° 2012-1025 du 6 septembre 2012 relatif à la publication des instructions et circulaires.

Culture et communication

Texte n° 15 Arrêté du 5 septembre 2012 portant classement des emplois de chef de service et de sous-directeur des administrations de l'État relevant du ministère de la Culture et de la Communication.

Économie et finances

Texte n° 22 Arrêté du 5 septembre 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la culture : Patrimoines).

Texte n° 23 Arrêté du 5 septembre 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (pour la culture : Création, Patrimoines et Transmissions des savoirs et démocratisation de la culture).

JO n° 209 du 8 septembre 2012

Affaires étrangères

Texte n° 2 Arrêté du 27 août 2012 modifiant l'arrêté du 5 février 2008 pris en application du décret n° 2002-22 du 4 janvier 2002 relatif à la situation administrative et financière des personnels des établissements d'enseignement français à l'étranger (rectificatif).

Culture et communication

Texte n° 15 Arrêté du 3 juillet 2012 modifiant l'arrêté du 5 mai 2011 portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires.

Texte n° 16 Arrêté du 10 juillet 2012 relatif à l'élection des représentants du personnel au conseil d'administration de l'établissement public du palais de la Porte Dorée.

Texte n° 17 Arrêté du 27 août 2012 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation des agences de presse.

Texte n° 18 Arrêté du 27 août 2012 modifiant la liste des organismes constituant des agences de presse au sens de l'ordonnance n° 45-2646 du 2 novembre 1945 modifiée portant réglementation des agences de presse.

Économie et finances

Texte n° 28 Arrêté du 20 août 2012 portant nomination (agent comptable : M^{me} Nicole Bodet-Cassereau, à l'Institut national d'histoire de l'art).

Avis divers

Texte n° 56 Vocabulaire des finances.

JO n° 210 du 9 septembre 2012

Économie et finances

Texte n° 17 Arrêté du 7 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 16 octobre 1980 portant modalités de publication et consultation des documents administratifs du ministère de l'économie.

JO n° 211 du 11 septembre 2012

Culture et communication

Texte n° 18 Arrêté du 23 août 2012 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 86-616 du 12 mars 1986 modifié instituant une aide aux quotidiens nationaux d'information politique et générale à faibles ressources publicitaires.

Texte n° 36 Arrêté du 1^{er} septembre 2012 portant nomination (directrice régionale adjointe des affaires culturelles : M^{me} Christine Diffembach, DRAC Limousin).

Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique

Texte n° 38 Arrêté du 10 septembre 2012 portant nomination au Conseil supérieur de la fonction publique de l'État.

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 61 Avis de vacance d'emploi de directeur régional des affaires culturelles (région Pays de la Loire).

Texte n° 62 Avis de vacance d'emploi de directeur régional des affaires culturelles (région Rhône-Alpes).

JO n° 212 du 12 septembre 2012

Affaires étrangères

Texte n° 1 Arrêté du 29 août 2012 portant classement des postes d'expert technique international par groupes et indemnités de résidence à l'étranger.

Conventions collectives

Texte n° 33 Avis relatif à l'extension d'avenants à la convention collective nationale des entreprises techniques au service de la création et de l'événement.

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 39 Résultat de délibération modifiant la liste des paramètres RDS autorisés (La Réunion et Mayotte).

Avis de concours et de vacance d'emplois

Texte n° 56 Avis de vacance d'emploi de choriste au chœur de l'armée française.

Texte n° 57 Avis de vacance d'emploi de musicien à l'orchestre de la garde républicaine.

Avis divers

Texte n° 59 Vocabulaire de l'énergie (liste de termes, expressions et définitions adoptés).

Texte n° 60 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

JO n° 213 du 13 septembre 2012

Intérieur

Texte n° 11 Arrêté du 9 août 2012 portant reconnaissance de la mission d'utilité publique d'une association ayant son siège dans le département du Bas-Rhin (Maison européenne de l'architecture-Rhin supérieur/Europäisches Architekturhaus-Oberrhein).

Texte n° 55 Arrêté du 18 avril 2012 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M. Marc Del Corso).

Culture et communication

Texte n° 34 Arrêté du 30 août 2012 portant agrément pour la conservation d'archives publiques courantes et intermédiaires (Archiveuro).

Justice

Texte n° 49 Arrêté du 7 septembre 2012 portant nomination à la commission de surveillance et de contrôle des publications destinées à l'enfance et à l'adolescence (M^{mes} Aude Duret et Anne-Françoise Astruc).

JO n° 214 du 14 septembre 2012

Culture et communication

Texte n° 32 Arrêté du 3 août 2012 fixant pour l'année 2012-2013 les montants des droits de scolarité, d'examen et d'inscription aux concours ainsi que les montants des droits d'inscription en vue de l'obtention d'un diplôme par validation des acquis de l'expérience dans les établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère de la Culture et de la Communication.

Texte n° 33 Arrêté du 3 août 2012 relatif aux droits de scolarité, d'examen, aux bourses et aux montants des

droits d'inscription en vue de l'obtention d'un diplôme par validation de l'expérience de l'École nationale supérieure de création industrielle.

Texte n° 59 Arrêté du 3 septembre 2012 portant cessation de fonctions (directeur régional des affaires culturelles : M. Alain Lombard, DRAC Rhône-Alpes).

Intérieur

Texte n° 48 Arrêté du 19 juin 2012 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial de bibliothèques : M^{me} Chantal Ruse).

Texte n° 49 Arrêté du 19 juin 2012 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M^{me} Sylvie Faure-Spanier).

Écologie, développement durable et énergie

Texte n° 53 Arrêté du 2 août 2012 portant titularisation (architectes et urbanistes de l'État : M. Julien Lacogne, M^{mes} Perrine Laon, Florence Martignoni, Delphine Marielle et Sophie Masse).

JO n° 215 du 15 septembre 2012

Culture et communication

Texte n° 25 Arrêté du 7 septembre 2012 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Vienne).

Texte n° 26 Arrêté du 7 septembre 2012 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Fontenay-le-Comte).

Texte n° 27 Décision du 5 septembre 2012 modifiant la décision du 27 juin 2012 portant délégation de signature (secrétariat général).

Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique

Texte n° 30 Arrêté du 12 septembre 2012 pris pour l'application de l'article 50 bis du décret n° 2002-50 du 10 janvier 2002 relatif aux conditions d'accès et aux régimes de formation à l'École nationale d'administration.

Intérieur

Texte n° 41 Décret du 14 septembre 2012 portant nomination de la préfète de la Meuse (M^{me} Isabelle Dilhac).

Texte n° 46 Décret du 14 septembre 2012 portant nomination du sous-préfet de Castellane (M. Didier Bernard).

Texte n° 47 Décret du 14 septembre 2012 portant nomination du sous-préfet de Dunkerque (classe fonctionnelle II) (M. Henri Jean).

Texte n° 48 Décret du 14 septembre 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture de

la Haute-Vienne (classe fonctionnelle III) (M. Alain Castanier).

Texte n° 49 Décret du 14 septembre 2012 portant cessation de fonctions du secrétaire général de la préfecture du Var (classe fonctionnelle II) (M. Olivier de Mazières).

Texte n° 50 Décret du 14 septembre 2012 portant nomination du secrétaire général de la préfecture du Var (classe fonctionnelle II) (M. Pierre Gaudin).

JO n° 216 du 16 septembre 2012

Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique

Texte n° 10 Décret n° 2012-1055 du 14 septembre 2012 portant création d'un traitement automatisé de données à caractère personnel dénommé « SI paye » relatif à la paye des agents rémunérés par l'État.

Culture et communication

Texte n° 15 Décret du 14 septembre 2012 portant nomination du directeur du Conservatoire national supérieur de musique et de danse de Lyon (M. Géry Moutier).

JO n° 217 du 18 septembre 2012

Culture et communication

Texte n° 36 Arrêté du 28 août 2012 portant nomination à la commission paritaire des publications et agences de presse.

Texte n° 37 Arrêté du 28 août 2012 portant nomination de l'administratrice du théâtre national de Strasbourg (M^{me} Géraldine Dieutegard).

Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique

Texte n° 38 Arrêté du 27 août 2012 modifiant l'arrêté du 26 juin 2012 portant établissement de la liste d'aptitude pour le recrutement dans le cadre d'emplois de conservateur territorial du patrimoine, session 2010, à compter du 1^{er} juillet 2012.

Conventions collectives

Texte n° 41 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale des entreprises d'architecture.

JO n° 218 du 19 septembre 2012

Éducation nationale

Texte n° 6 Arrêté du 20 août 2012 modifiant les règlements d'examen de plusieurs spécialités du brevet d'études professionnelles (dont : métiers d'art-élaboration de projets de communication visuelle).

Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique

Texte n° 25 Décret n° 2012-1060 du 18 septembre 2012 portant application de l'article 126 de la loi n° 2012-347 du 12 mars 2012 relative à l'accès à l'emploi titulaire et à l'amélioration des conditions d'emploi des agents contractuels dans la fonction

publique, à la lutte contre les discriminations et portant diverses dispositions relatives à la fonction publique.
Texte n° 26 Décret n° 2012-1061 du 18 septembre 2012 modifiant les règles applicables en matière de congé parental pour les fonctionnaires et les agents non titulaires des trois fonctions publiques.

Intérieur

Texte n° 63 Arrêté du 12 juillet 2012 portant inscription sur une liste d'aptitude (conservateur territorial du patrimoine : M^{me} Françoise Leonelli).

Culture et communication

Texte n° 68 Décret du 17 septembre 2012 portant nomination du directeur de l'Académie de France à Rome (M. Éric de Chassey).

Avis divers

Texte n° 88 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative).

JO n° 219 du 20 septembre 2012

Culture et communication

Texte n° 17 Arrêté du 6 septembre 2012 portant institution d'une régie de recettes et d'avances auprès du musée national de Préhistoire des Eyzies-de-Tayac.
Texte n° 18 Arrêté du 7 septembre 2012 portant transfert de propriété de biens des collections nationales au profit d'une collectivité territoriale en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (Digne-les-Bains).

Texte n° 49 Arrêté du 30 août 2012 portant nomination (chef de service territorial de l'architecture et du patrimoine : M. Jean-Marc Huertas, STAP Pyrénées-Orientales).

Texte n° 50 Arrêté du 12 septembre 2012 portant nomination au conseil d'administration du théâtre national de la Colline.

Intérieur

Texte n° 35 Décret du 19 septembre 2012 portant cessation de fonctions du sous-préfet d'Ambert (M. Éric Vrignaud).

Texte n° 36 Décret du 19 septembre 2012 portant cessation de fonctions du sous-préfet de Thonon-les-Bains (M. Jean-Yves Moracchini).

Texte n° 37 Décret du 19 septembre 2012 portant nomination du sous-préfet de Thonon-les-Bains (M. Jean-Yves Le Merrer).

Texte n° 38 Décret du 19 septembre 2012 portant nomination du sous-préfet de Tournon-sur-Rhône (M. Michel Crechet).

Texte n° 40 Arrêté du 19 septembre 2012 portant cessation de fonctions du commissaire délégué de la République pour la province des îles Loyauté auprès du haut-commissaire de la République en Nouvelle-

Calédonie (M. Michel Crechet).

Texte n° 41 Arrêté du 19 septembre 2012 portant nomination du commissaire délégué de la République pour la province des îles Loyauté auprès du haut-commissaire de la République en Nouvelle-Calédonie (M. Éric Vrignaud).

Conventions collectives

Texte n° 57 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de la production de films d'animation.

Texte n° 60 Avis relatif à l'élargissement d'un accord régional (Île-de-France) conclu dans le cadre de la convention collective nationale des entreprises d'architecture au secteur des maîtres d'œuvre en bâtiment.

JO n° 220 du 21 septembre 2012

Conventions collectives

Texte n° 34 Avis relatif à l'extension d'un accord à la convention collective nationale de la radiodiffusion, d'une part, et à la convention collective nationale des journalistes, d'autre part.

JO n° 221 du 22 septembre 2012

Économie et finances

Texte n° 19 Arrêté du 19 septembre 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la culture : Patrimoines et Transmissions des savoirs et démocratisation de la culture).

Avis divers

Texte n° 76 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M. Jean-Luc Darier, Imagine).

Texte n° 77 Avis relatif au renouvellement de licence d'agence de mannequins (M. Vincent Peter, Silent).

JO n° 222 du 23 septembre 2012

Enseignement supérieur et recherche

Texte n° 6 Arrêté du 13 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 1^{er} février 2012 fixant les modalités d'organisation, le programme et la nature des épreuves des examens professionnels pour l'avancement au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe supérieure et au grade de bibliothécaire assistant spécialisé de classe exceptionnelle.

JO n° 223 du 25 septembre 2012

Culture et communication

Texte n° 28 Arrêté du 12 septembre 2012 modifiant l'arrêté du 21 avril 2011 portant nomination au Conseil supérieur de la propriété littéraire et artistique (M. Jean-Noël Tronc, M^{me} Marie-Anne Ferry-Fall, MM. Thierry Maillard et Jean-Rémi Gratadour).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 50 Délibération relative à la signature de la convention qui associe la Nouvelle-Calédonie à la politique de communication audiovisuelle.

Texte n° 54 Résultat de délibération modifiant la liste des paramètres RDS autorisés (rectificatif) (La Réunion-Mayotte).

JO n° 224 du 26 septembre 2012**Affaires étrangères**

Texte n° 2 Décret n° 2012-1076 du 24 septembre 2012 portant publication de l'accord de coproduction cinématographique entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la République de Slovénie (ensemble une annexe), signé à Bruxelles le 19 mai 2011.

Culture et communication

Texte n° 20 Décret n° 2012-1079 du 24 septembre 2012 modifiant le décret n° 2011-365 du 1^{er} avril 2011 relatif aux aides financières aux nouvelles technologies en production.

Texte n° 78 Décret du 24 septembre 2012 portant nomination aux conseils d'administration de la société nationale de programme France Télévisions et de la Société nationale de programme en charge de l'audiovisuel extérieur de la France (M^{me} Solenne Lepage).

Intérieur

Texte n° 65 Décret du 25 septembre 2012 portant cessation de fonctions de la sous-préfète des Sables-d'Olonne (classe fonctionnelle III) (M^{me} Christine Abrossimov).

Texte n° 66 Décret du 25 septembre 2012 portant nomination du sous-préfet des Sables-d'Olonne (classe fonctionnelle III) (M. Jacky Hautier).

Texte n° 67 Décret du 25 septembre 2012 portant nomination du sous-préfet de Villeneuve-sur-Lot (M. Johann Mougenot).

Texte n° 68 Décret du 25 septembre 2012 portant nomination du sous-préfet de Roanne (classe fonctionnelle III) (M. Jérôme Decours).

Texte n° 69 Décret du 25 septembre 2012 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de la région Réunion, préfet de La Réunion (M. Loïc Obled).

Texte n° 70 Décret du 25 septembre 2012 portant nomination du directeur de cabinet du préfet des Landes (M. Ambroise Devaux).

Texte n° 71 Décret du 25 septembre 2012 portant cessation de fonctions du directeur de cabinet du préfet de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault (M. Nicolas Honoré).

Texte n° 72 Décret du 25 septembre 2012 portant nomination du directeur de cabinet du préfet de la région Languedoc-Roussillon, préfet de l'Hérault (M. Frédéric Loiseau).

Conventions collectives

Texte n° 101 Avis relatif à l'extension d'un accord conclu dans le cadre de la convention collective nationale de la librairie.

Texte n° 102 Avis relatif à l'extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'édition.

Avis divers

Texte n° 138 Avis relatif à la mise en vente de publications officielles (direction de l'information légale et administrative) (dont : *Code du patrimoine*, Commission supérieure de codification ; *Code de la propriété intellectuelle*, Commission supérieure de codification ; *Histoire de l'art du XIX^e siècle : 1848-1914 : Bilans et perspectives - Actes du colloque - École du Louvre-Musée d'Orsay : 13-15 septembre 2007*, Institut national d'histoire de l'art ; *Les Études de la Documentation française : Tourisme et patrimoine*, Valéry Patin).

JO n° 225 du 27 septembre 2012**Affaires étrangères**

Texte n° 4 Arrêté du 19 septembre 2012 fixant par pays et par groupe les taux de l'indemnité d'expatriation et de l'indemnité de résidence à l'étranger.

Économie et finances

Texte n° 20 Arrêté du 18 septembre 2012 relatif à l'octroi de la garantie de l'État au Centre national d'art et de culture Georges-Pompidou pour l'exposition *Salvador Dali*.

Culture et communication

Texte n° 31 Arrêté du 25 septembre 2012 portant nomination (direction des affaires culturelles : M. Michel Verrot, directeur adjoint DRAC Guyane).

Conseil supérieur de l'audiovisuel

Texte n° 33 Décision n° 2012-667 du 11 septembre 2012 portant désignation d'un membre du comité territorial de l'audiovisuel de Rennes (M^{me} Rozenn Milin).

JO n° 226 du 28 septembre 2012**Culture et communication**

Texte n° 14 Décret n° 2012-1084 du 26 septembre 2012 modifiant le décret n° 99-130 du 24 février 1999 relatif au soutien financier de l'industrie cinématographique.

Texte n° 15 Arrêté du 20 septembre 2012 portant sur les taux des allocations d'études spécialisées attribuées aux étudiants des établissements d'enseignement supérieur relevant du ministère chargé de la culture pour l'année 2012-2013.

Texte n° 46 Arrêté du 31 mai 2012 portant admission à la retraite (conservatrice en chef du patrimoine : M^{me} Catherine Delacour née Delorme).

Texte n° 47 Arrêté du 13 juillet 2012 portant admission à la retraite (conservatrice en chef du patrimoine : M^{me} Hélène Latour épouse Duthu).

Conventions collectives

Texte n° 52 Arrêté du 16 juillet 2012 portant extension d'un avenant à la convention collective nationale de l'exploitation cinématographique (n° 1307).

JO n° 227 du 29 septembre 2012

Culture et communication

Texte n° 31 Décret n° 2012-1092 du 27 septembre 2012 modifiant le décret n° 2009-1465 du 30 novembre 2009 pris pour l'application des articles 220 *quaterdecies* et 220 *Z bis* du Code général des impôts et relatif à l'agrément des œuvres cinématographiques et audiovisuelles ouvrant droit au crédit d'impôt pour dépenses de production exécutive en France d'œuvres cinématographiques ou audiovisuelles étrangères.

Texte n° 71 Décret du 27 septembre 2012 portant nomination du président du conseil d'administration de l'établissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges (M. Jean-Marie Fabre).

Texte n° 72 Décret du 28 septembre 2012 portant cessation de fonctions de la présidente de la Maison de l'histoire de France (M^{me} Maryvonne Chamboduc de Saint-Pulgent).

Texte n° 73 Arrêté du 11 septembre 2012 portant nomination au conseil d'administration de l'établissement public Cité de la céramique-Sèvres et Limoges.

Économie et finances

Texte n° 37 Décret n° 2012-1093 du 27 septembre 2012 complétant les dispositions relatives à la passation de certains contrats publics.

Conseil constitutionnel

Texte n° 78 Décision n° 2012-276 QPC du 28 septembre 2012 (propriété intellectuelle : droit de suite).

JO n° 228 du 30 septembre 2012

Économie et finances

Texte n° 15 Arrêté du 26 septembre 2012 portant ouverture de crédits d'attributions de produits (pour la culture : Création).

Texte n° 16 Arrêté du 26 septembre 2012 portant ouverture de crédits de fonds de concours (pour la culture : Patrimoines et Transmissions des savoirs et démocratisation de la culture).

Texte n° 26 Arrêté du 27 septembre 2012 portant nomination au conseil d'administration de l'Institut pour le financement du cinéma et des industries culturelles (M. Anthony Requin).

Droits des femmes

Texte n° 10 Décret n° 2012-1097 du 28 septembre 2012 relatif au comité interministériel aux droits des femmes et à l'égalité entre les femmes et les hommes.

Réforme de l'État, décentralisation et fonction publique

Texte n° 11 Décret n° 2012-1098 du 28 septembre 2012 portant statut particulier du corps interministériel des assistants de service social des administrations de l'État.

Texte n° 12 Décret n° 2012-1099 du 28 septembre 2012 portant statut particulier du corps interministériel des conseillers techniques de service social des administrations de l'État.

Texte n° 13 Décret n° 2012-1100 du 28 septembre 2012 relatif à l'emploi de conseiller pour l'action sociale des administrations de l'État.

Texte n° 14 Décret n° 2012-1101 du 28 septembre 2012 modifiant le décret n° 2008-836 du 22 août 2008 fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'État et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'État et de ses établissements publics.

Réponses aux questions écrites

ASSEMBLÉE NATIONALE

Pas de réponse de M^{me} la ministre.

SÉNAT

JO S du 6 septembre 2012

- MM. Jean-Claude Leroy, Jean Besson et M^{me} Catherine Génisson sur la situation des cinémas itinérants et les inquiétudes toutes légitimes du cinéma itinérant face à la numérisation, laquelle s'avère pour ce cinéma totalement inadaptée tant pour des raisons de coût que pour des raisons techniques, mettant dès lors en péril cette activité pourtant indispensable dans l'aménagement culturel du territoire.
(Questions n^{os} 01279-02.08.2012 ; 01284-02.08.2012 ; 23848-28.06.2012).

JO S du 13 septembre 2012

- M^{me} Corinne Bouchoux sur la sauvegarde des cinémas ruraux.
(Question n^o 00218-05.07.2012).
- M. Jean-Pierre Sueur sur la situation des cinémas itinérants.
(Question n^o 00538-12.07.2012).
- M. Michel Boutant sur la numérisation des salles de cinéma et circuits itinérants.
(Question n^o 00771-19.07.2012).
- M. Jacques Legendre sur l'avenir du théâtre de la Huchette.
(Question n^o 01130-26.07.2012).
- M^{me} Françoise Cartron sur le gel des crédits de la culture pour 2012.
(Question n^o 23734-14.06.2012).

Divers

Annexe de l'arrêté MCCC1232752A du 7 septembre 2012 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 20 septembre 2012).

Commune de Digne-les-Bains
Service des musées de France :
Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 2564 ; LP 2846	Biard François-Auguste	Duquesne délivre les captifs d'Alger en 1683	peinture à l'huile ; toile	H. : 168 ; L. : 228	1910	récolé-vu
INV 10040 ; LP 1619	Grosclaude Louis	Toast à la vendange de 1834	peinture à l'huile ; toile	H. : 152 ; L. : 190	1910	récolé-vu

Service des arts plastiques :
Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH-6172	Anonyme ; Puget Pierre (d'après)	Tête du Milon de Crotone	moulage ; plâtre	H. : 66 ; L. : 21 ; P. : 21	1886	récolé-vu
FNAC PFH-6166	Anonyme antique (d'après)	Bas-relief, dit Stèle de Philis	moulage ; plâtre	H. : 105 ; L. : 39,1 ; P. : 5	1886	récolé-vu
FNAC PFH-6173	Anonyme antique (d'après)	Alexandre le Grand	moulage ; plâtre	H. : 68 ; L. : 32 ; P. : 26	1886	récolé-vu
FNAC PFH-6168	Anonyme antique (d'après)	Homère	moulage ; plâtre	H. : 54,5 ; L. : 32	1886	récolé-vu
FNAC PFH-6165	Anonyme antique (d'après)	La Vénus accroupie, dite Vénus de Vienne	moulage ; plâtre	H. : 110,5 ; L. : 70 ; P. : 50	1886	récolé-vu
FNAC PFH-6171	Anonyme antique (d'après)	Vénus d'Arles	moulage ; plâtre	H. : 67,5 ; L. : 49 ; P. : 22,3	1886	récolé-vu
FNAC PFH-6169	Anonyme antique (d'après)	Jules César de l'Élysée	moulage ; plâtre	H. : 65,5 ; L. : 29	1886	récolé-vu
FNAC PFH-6170	Anonyme antique (d'après)	Satyre riant, dit Faune de Vienne	moulage ; plâtre	H. : 49 ; L. : 44	1886	récolé-vu
FNAC PFH-6167	Anonyme antique (d'après) ; Parthénon (d'après)	Poséidon, Apollon et Artémis	moulage ; plâtre	H. : 103 ; L. : 139 ; P. : 5	1886	récolé-vu
FNAC 1799	Bartholome Magdeleine-Paule	Raisins	pastel ; papier	H. : 38 ; L. : 54,5	1908	récolé-vu
FNAC PFH-4022(5)	Bellay Charles-Alphonse-P. ; Dubois Paul (d'après)	La Charité	gravure sur cuivre	H. : 59,5 ; L. : 48,5	1886	récolé-vu
FNAC 2075	Boberg Anna	Le Treuil primitif	peinture à l'huile; toile	H. : 81,5 ; L. : 59	1908	récolé-vu
FNAC 1564	Boudot Léon	Vergers à Hyèvre (Doubs), fin d'octobre ; 1889	peinture à l'huile; toile	H. 112,5 ; L. 146	1890	récole-vu
FNAC 2217	Busnel Robert Henri ; Puget Pierre (d'après)	Tête de Milon de Crotone	marbre	H. : 56 ; L. : 48 ; P. : 34	1909	récolé-vu
FNAC 1762	Carl-Rosa Mario	Coin perdu dans la vallée du Doubs ; 1903	peinture à l'huile ; bois	H. : 22 ; L. : 27	1908	récolé-vu
FNAC 355	Danger Henri Camille	La Colère d'Achille	peinture à l'huile ; toile	H. : 115,5 ; L. : 147	1889	récolé-vu
FNAC PFH-3760	Ferrat Hippolyte	Hippolyte Fortoul ; 1857	marbre	H. 77 ; L. : 67 ; P. : 41	1868	récolé-vu

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC PFH-4440	Gilbert Achille-Isidore; Robert-Fleury Nicolas (d'après)	Jeanne Shore	lithographie sur papier	H. : 66,5 ; L. : 55	1888	récolé-vu
FNAC PFH-4439(1)	Jacquet Jules ; Sanzio Raffaello, Raphael (dit) (d'après)	Portrait de Bartolo ; v.1869	gravure sur cuivre	H. : 29,5 ; L. : 23,5	1888	récolé-vu
FNAC PFH-5018(3)	Laguillermie Frédéric-Auguste ; Laurens Jean-Paul (d'après)	L'État-major autrichien devant le corps de Marceau	eau forte sur papier	H. : 36,2; L. : 67,9	1886	récolé-vu
FNAC 1660	Martin Étienne Philippe	Le Relais, Provence ; 1888	peinture à l'huile; toile	H. : 150,5 ; L. : 201	1890	récolé-vu
FNAC 498	Nazon François Henri	Paysage, soir de Novembre	peinture à l'huile ; toile	H. : 87,5 ; L. : 145	1890	récolé-vu
FNAC 1637	Saint-Germier Joseph	Une porte de Saint-Marc, à Venise ; 1890	peinture à l'huile ; toile	H. : 125 ; L. : 105	1891	récolé-vu

Annexe de l'arrêté MCCC1232751A du 7 septembre 2012 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 15 septembre 2012).

Commune de Fontenay-le-Comte
Service des musées de France :
Musée du Louvre, département des antiquités grecques, étrusques et romaines

INV. ÉTAT	PROVENANCE, DATATION	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
12 (registre 6 DD13)	Étrurie, v ^e s. av. J-C	Ænochoé	bucchero	H. : 21,5 ; D. : 13	1875	récolé-vu
46 (registre 6 DD13)	Étrurie, vi ^e -vii ^e s. av. J-C	Ænochoé	bucchero	H. : 28,9 ; D. : 17	1875	récolé-vu
260 (registre 6 DD13)	Étrurie, vi ^e s. av. J-C	Olpé	bucchero	H. : 16,3 ; D. : 9	1875	récolé-vu
264 (registre 6 DD13)	Étrurie, vi ^e s. av. J-C	Olpé	bucchero	H. : 13,9 ; D. : 8,5	1875	récolé-vu
321 (registre 6 DD13)	Étrurie, vi ^e s. av. J-C	Canthare	bucchero	H. : 11,7 ; D. : 10,2 ; La. : 18	1875	récolé-vu
384 (registre 6 DD13)	Étrurie, vi ^e -vii ^e s. av. J-C	Canthare	bucchero	H. : 11,3 ; D. : 12 ; La. : 18	1875	récolé-vu
460 (registre 6 DD13)	Étrurie, vi ^e -vii ^e s. av. J-C	Canthare	bucchero	H. : 11,2 ; L. : 17 ; D. : 11	1875	récolé-vu
584 (registre 6 DD13)	Apulie, iv ^e s. av. J-C	Ænochoé	terre cuite	H. : 18,2 ; D. : 10	1875	récolé-vu
689 (registre 6 DD13)	Attique, v ^e s. av. J-C	Coupe	terre cuite	H. : 5,2 ; D. : 13,5 ; La. : 22,5	1875	récolé-vu

Service des arts plastiques :
Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC FH 864-48	Chautard Joseph ; Flandrin (d'après)	Empereur Napoléon III	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 96,5	1866	récolé-vu
FNAC 1960	Choisnard Marc	Intérieur ; 1906	peinture à l'huile ; toile	H. : 72 ; L. : 49	1907	récolé-vu
FNAC FH 867-54	Coeurderoy Marie ; Winterhalter Franz-Xaver (d'après)	Impératrice Eugénie, portrait à mi-corps	peinture à l'huile ; toile	H. : 135 ; L. : 101	1868	récolé-vu
FNAC FH 866-143	Garnier Gaspard ; Anonyme (d'après)	Barnabé Brisson	peinture à l'huile ; toile	H. : 54 ; L. : 69,5	1866	récolé-vu
FNAC FH 868-193	Jacquemart Nelly Barbe	Jeune italienne et trois enfants, Rome	peinture à l'huile ; toile	H. : 104,5 ; L. : 75,5	1868	récolé-vu
FNAC 38	Lalanne Maxime	Pèlerinage de Sainte-Barbe (Bretagne)	fusain ; gouache ; papier	H. : 74 ; L. : 86	1879	récolé-vu
FNAC PFH-3315	Philippe Désiré ; Poussin Nicolas (d'après)	La Bacchanale	peinture à l'huile ; toile	H. : 117 ; L. : 172,5	1874	récolé-vu

Annexe de l'arrêté MCCC1232748A du 7 septembre 2012 portant transfert de propriété des biens appartenant à l'État pris en application des dispositions de l'article L. 451-9 du Code du patrimoine (article 13 de la loi n° 2002-5 du 4 janvier 2002) (arrêté publié au JO du 15 septembre 2012).

Commune de Vienne

Service des musées de France :

Musée du Louvre, département des antiquités grecques, étrusques et romaine

INV. ÉTAT	PROVENANCE, DATATION	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
143 (registre 6DD13)	Étrurie, VII ^e -VI ^e s. av. J-C	Enochoé	bucchero	H. : 23 ; D. : 14	1875	récolé-vu
144 (registre 6DD13)	Étrurie, VII ^e -VI ^e s. av. J-C	Enochoé	bucchero	H. : 24 ; D. : 14	1875	récolé-vu
236 (registre 6DD13)	Étrurie, VI ^e s. av. J-C	Olpé	bucchero	H. : 13,2 ; D. : 8,5	1875	récolé-vu
244 (registre 6DD13)	Étrurie, VII ^e s. av. J-C	Olpé	bucchero	H. : 11 ; D. : 8	1875	récolé-vu
373 (registre 6DD13)	Étrurie, VII ^e -VI ^e s. av. J-C	Canthare	bucchero	H. : 12 ; D. : 17	1875	récolé-vu
424 (registre 6DD13)	Étrurie, VII ^e -VI ^e s. av. J-C	Canthare	bucchero	H. : 7,5 ; D. : 12	1875	récolé-vu
472 (registre 6DD13)	Étrurie, VII ^e -VI ^e s. av. J-C	Canthare	bucchero	H. : 7 ; D. : 11	1875	récolé-vu
543 (registre 6DD13)	Étrurie, VII ^e -VI ^e s. av. J-C	Enochoé	terre cuite	H. : 27 ; D. : 13	1875	récolé-vu
633 (registre 6DD13)	Attique, V ^e s. av. J-C	Coupe	terre cuite	H. : 7,5 ; D. : 14,5	1875	récolé-vu
654 (registre 6DD13) ; N 3676 ; ED 438	Italie méridionale ou centrale, IV ^e -III ^e s. av. J-C	Coupe	terre cuite	H. : 6,5 ; D. : 18,5	1875	récolé-vu
881 (registre 6DD13) ; N 3921 ; ED 484 ;	Italie méridionale, 3 ^e quart V ^e s. av. J-C	Lécythe	terre cuite	H. : 8 ; D. : 6	1875	récolé-vu
1065 (registre 6DD13) ; N 3670 ; ED 1129	Italie méridionale, IV ^e s. av. J-C	Skyphos	terre cuite	H. : 9,5 ; D. : 11	1875	récolé-vu

Musée du Louvre, département des peintures

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
INV 2691 ; L 3802	Boissellier Antoine Félix	Mort de Bayard	peinture à l'huile ; toile	H. : 190 ; L. : 280	1876	récolé-vu
INV 4254 ; C 209	Dubufe Claude-Marie	L'Égypte	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 160	1872	récolé-vu
INV 4253 ; C 211	Dubufe Claude-Marie	L'Italie	peinture à l'huile ; toile	H. : 190 ; L. : 160	1872	récolé-vu
INV 4252 ; C 210	Dubufe Claude-Marie	La Grèce	peinture à l'huile ; toile	H. : 200 ; L. : 160	1872	récolé-vu
INV 6945 ; MR 1847	Nivelon Anne-Baptiste (d'après)	Portrait en buste du maréchal de Belle-Isle	peinture à l'huile ; toile	H. : 74 ; L. : 129	1872	récolé-vu
INV 7235 ; LP 5590	Piliard Jacques	L'Évanouissement de la Vierge	peinture à l'huile ; toile	H. : 98 ; L. : 126	1892	récolé-vu
INV 7556 ; MR 1847	Rigaud Hyacinthe (d'après)	Portrait en buste du maréchal de Villars	peinture à l'huile ; toile	H. : 74 ; L. : 129	1872	récolé-vu

Musée d'Orsay

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
RF 747	Foreau Henri	La Douleur d'Orphée	peinture à l'huile ; toile	H. : 150 ; L. : 203	1899	récolé-vu

Service des arts plastiques :

Fonds national d'art contemporain

INV. ÉTAT	AUTEUR	TITRE	TECHNIQUE	DIMENSIONS	DÉPÔT	NOTES
FNAC 448	Allemand Gustave	Le Rhône à Mérieu (Isère)	peinture à l'huile ; toile	H. : 197 ; L. : 300	1884	récolé-vu
FNAC 1191	Bastet Tancrède Jean C.	Pervanches ; 1903	peinture à l'huile ; toile	H. : 225 ; L. : 145	1904	récolé-vu
FNAC 981	Cayron Jules	Harmonies ; 1898	peinture à l'huile ; toile	H. : 166 ; L. : 133	1902	récolé-vu
FNAC PFH-774	Dehodencq Alfred	Fête juive à Tanger	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 97	1872	récolé-vu
FNAC FH 869-169	Grellet François, Frère Athanase Martyr en religion	Guérison de l'aveugle	peinture à l'huile ; toile		1869	récolé-vu
FNAC FH 868-398	Hebert Pierre Eugène Émile	L'Oracle ; 1872	marbre		1874	récolé-vu
FNAC 189	Mabille Jules-Louis	Méléagre	plâtre	H. : 200 ; L. : 100 ; P. : 60	1889	récolé-vu
FNAC 1656	Moderat d'Otemar Édouard	Nature morte	peinture à l'huile ; toile	H. : 130 ; L. : 162	1904	récolé-vu
FNAC 352	Moullion Alfred	La Mare-aux-cerfs ; 1879	peinture à l'huile ; toile	H. : 210 ; L. : 176	1880	récolé-vu
FNAC 210	Nemoz Jean-Baptiste	Le Paradis perdu, v. 1878	peinture à l'huile ; toile	H. : 300 ; L. : 250	1879	récolé-vu
FNAC 367	Renard Émile	L'Épave	peinture à l'huile ; toile	H. : 180 ; L. : 260	1880	récolé-vu
FNAC 847	Sanson Justin	L'Échevin Blayries, 1884	plâtre	H. : 122 ; L. : 62 ; P. : 40	1889	récolé-vu
FNAC PFH-4809	Vacher Detournemine Charles	Éléphant d'Afrique attaque par des lions	peinture à l'huile ; toile	H. : 88 ; L. : 180	1874	récolé-vu

Liste des étudiants ayant obtenu le diplôme d'État d'architecte conférant le grade de master (Lot 12S).

Juillet 2009

1^{er} juillet 2009 M^{lle} KLEE Stephanie ENSA-Versailles

Juillet 2011

1^{er} juillet 2011 M. BUTON Guillaume ENSA-Versailles
 7 juillet 2011 M. ALBERTSON Pierre ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. BARRÉ Mathieu ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} BETTLER Marie ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} BLERVAQUE Tiphany ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} BLONDÉ Camille ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. BRISION Romain ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} CHANCEREL Maéva ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} CHANDON Jani ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} COQUEREAU Morgane ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. CORNEC Mathieu ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{me} COTTIER Mélanie (ép. VILLETTE) ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. CULOT Jean-Baptiste ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. DAVID Melaine ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} DEBRAY Nathalie ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. DELALANDE Pierre Loïc ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} DUHOT Charlotte ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} EGO-AGUIRRE Louise-Claire ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. FINOT Benoit ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} HAUPAIS Apolline ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} LA GUERCHE Pauline ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. LALANDE Anthony ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} LE BERRE Marion ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} LE CARRER Héloïse ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} LE CROM Amandine ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} LE GOFF Claire ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. LE JEUNE Hervé ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. LE MOAL Jesse ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} LEBAILLY Claire ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} LENEVEU Camille ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. LOCHET Benjamin ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. MALLO Simon ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} MAUDET Audrey ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} MONFORT Morgane ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. MUNCH Renaud ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} POULLY Marie-Anne ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. RAILLARD Sylvain ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} RENAULT Pauline ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} SABLIERIE Juliette ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M. SCARFIGLIERI Boris ENSA-Bretagne
 7 juillet 2011 M^{lle} TRECHOT Camille ENSA-Bretagne

7 juillet 2011	M ^{lle} VOUE Marion	ENSA-Bretagne
7 juillet 2011	M ^{lle} WILD-MAISONNEUVE Lia	ENSA-Bretagne
13 juillet 2011	M ^{lle} RUBEILLON Estelle	ENSA-Bretagne
18 juillet 2011	M. GAIDIER Damien	ENSA-Bretagne

Septembre 2011

9 septembre 2011	M ^{lle} CHERIAUX Lucie	ENSA-Bretagne
9 septembre 2011	M ^{lle} LE DANVIC Ludivine	ENSA-Bretagne
9 septembre 2011	M. MAHE Aurélien	ENSA-Bretagne
10 septembre 2011	M ^{lle} CHEVILLARD Alice	ENSA-Bretagne
12 septembre 2011	M ^{lle} MORIN Marion P	ENSA-Bretagne
15 septembre 2011	M. PALUSSIÈRE David	ENSA-Bretagne
16 septembre 2011	M ^{lle} CHOPIN Alice	ENSA-Bretagne
16 septembre 2011	M ^{lle} DOREAU Marieke	ENSA-Bretagne
16 septembre 2011	M ^{lle} HEGARET Pauline	ENSA-Bretagne
16 septembre 2011	M. QUÉRÉ David	ENSA-Bretagne
16 septembre 2011	M ^{lle} WANG Jingjie	ENSA-Bretagne
21 septembre 2011	M. DISSAUX Yann	ENSA-Bretagne
21 septembre 2011	M. GUILLOIS Matthieu	ENSA-Bretagne
22 septembre 2011	M ^{lle} LE BASSE Pauline	ENSA-Bretagne
22 septembre 2011	M ^{lle} MARTIN Hélène	ENSA-Bretagne
22 septembre 2011	M. PION Kévin	ENSA-Bretagne
22 septembre 2011	M. POIZAT Cédric	ENSA-Bretagne
22 septembre 2011	M ^{lle} RAMBEAU Lisa	ENSA-Bretagne
22 septembre 2011	M ^{lle} ROBIN Juliette	ENSA-Bretagne
30 septembre 2011	M ^{lle} BOISSELET Astrid	ENSA-Bretagne
30 septembre 2011	M ^{lle} VIVION Anne-Laure	ENSA-Bretagne

Octobre 2011

3 octobre 2011	M. PETIT Philippe	ENSA-Bretagne
4 octobre 2011	M. ALNO Stéphane	ENSA-Bretagne
4 octobre 2011	M. LANNUZEL Brice	ENSA-Bretagne
4 octobre 2011	M. LE RAZAVET Yann	ENSA-Bretagne
4 octobre 2011	M. PINEAU Rodolphe	ENSA-Bretagne
4 octobre 2011	M. SINET Thomas	ENSA-Bretagne
7 octobre 2011	M. ENGASSER Valentin	ENSA-Bretagne
7 octobre 2011	M. JEZEQUEL Simon	ENSA-Bretagne
7 octobre 2011	M ^{lle} SAUVETRE Louise	ENSA-Bretagne
10 octobre 2011	M ^{lle} AUBACH Aurélie	ENSA-Bretagne
10 octobre 2011	M. SIMON Jean-Baptiste	ENSA-Bretagne
11 octobre 2011	M. PRESSENSÉ Paul	ENSA-Bretagne
18 octobre 2011	M ^{lle} BLOUET Julia	ENSA-Bretagne
20 octobre 2011	M ^{lle} KLOTZ Amélie	ENSA-Bretagne
20 octobre 2011	M ^{lle} PEZET Anaïs	ENSA-Bretagne
20 octobre 2011	M. RAPHALEN Kévin	ENSA-Bretagne
21 octobre 2011	M ^{lle} MORIN-DESLANDES Marion	ENSA-Bretagne
24 octobre 2011	M. BRU Jérémy	ENSA-Bretagne
24 octobre 2011	M ^{lle} BUNEL Laure	ENSA-Bretagne

Novembre 2011

2 novembre 2011	M. BEAUVAIS Bastien	ENSA-Bretagne
4 novembre 2011	M ^{lle} MOULIMARD Aude	ENSA-Bretagne
10 novembre 2011	M. TABURET Dorian	ENSA-Bretagne
12 novembre 2011	M. GHERNATI Fabien	ENSA-Bretagne
15 novembre 2011	M ^{lle} HERVIEU Clémence	ENSA-Bretagne
16 novembre 2011	M. BERTHOU Camille	ENSA-Bretagne
16 novembre 2011	M ^{lle} FÉRET Caroline	ENSA-Bretagne
16 novembre 2011	M. GAUTHIER Fabien	ENSA-Bretagne
21 novembre 2011	M ^{lle} GUINARD Valérie	ENSA-Bretagne

Décembre 2011

4 décembre 2011	M ^{lle} HILAIRET Floriane	ENSA-Bretagne
4 décembre 2011	M ^{lle} LE BOUEC Pauline	ENSA-Bretagne

Janvier 2012

20 janvier 2012	M. JUMEAU Damien	ENSA-Bretagne
-----------------	------------------	---------------

Février 2012

8 février 2012	M. DEL VALLE Vincent	ENSA-Versailles
8 février 2012	M ^{lle} LAMY Sophie	ENSA-Versailles
8 février 2012	M. PORS Pierre	ENSA-Versailles
9 février 2012	M ^{lle} HENRY Cécile	ENSA-Versailles
9 février 2012	M. LAROCHE Quentin	ENSA-Versailles
10 février 2012	M ^{lle} ALÉGOËT Diane-Françoise	ENSA-Versailles
10 février 2012	M ^{lle} DEMUTH Justine	ENSA-Versailles
10 février 2012	M. HIMPENS Simon	ENSA-Versailles
10 février 2012	M ^{lle} POTEZ Julie	ENSA-Versailles
10 février 2012	M ^{lle} RABBAT BRIFFAUT Lucie	ENSA-Versailles
10 février 2012	M ^{lle} THOMAS-RICHARD Claire	ENSA-Versailles
20 février 2012	M ^{lle} COUËLLAN Énora	ENSA-Bretagne

Mai 2012

3 mai 2012	M. GERAUD Matthias	ENSA-Bretagne
------------	--------------------	---------------

Juillet 2012

4 juillet 2012	M ^{lle} ATAMANIUK Maud	ENSA-Versailles
4 juillet 2012	M. BOUVELLE Marc	ENSA-Versailles
4 juillet 2012	M. BUSSI Romain	ENSA-Versailles
4 juillet 2012	M. BUZOT Corentin	ENSA-Versailles
4 juillet 2012	M ^{lle} CANTE Marine	ENSA-Versailles
4 juillet 2012	M. DAUCE Olivier	ENSA-Versailles
4 juillet 2012	M ^{lle} GRESSIER Mathilde	ENSA-Versailles
4 juillet 2012	M. GUAN Xin	ENSA-Versailles
4 juillet 2012	M. MARTIN Benjamin	ENSA-Versailles
4 juillet 2012	M. SIMIC Nemanja	ENSA-Versailles
4 juillet 2012	M ^{lle} VENOT Julie	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M. BROCHART Philippe	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M ^{lle} BULTEAU Lucie	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M. CEUNEBROUCKE Antoine	ENSA-Versailles

5 juillet 2012	M ^{lle} COMBIER Amélie	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M ^{lle} DAUMONT Tiffany	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M ^{lle} DRUBIGNY Emilie	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M. GILBERT Paul	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M ^{lle} GOUET Julie	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M ^{lle} JEGOU Alexandra	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M ^{lle} LE LOSTEC Clio	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M ^{lle} LEDIEU Annabelle	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M. MIRANDA Lucas	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M. PRUD'HOMME Amaury	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M ^{lle} SIMON Marine	ENSA-Versailles
5 juillet 2012	M ^{lle} SKENDI Joana	ENSA-Versailles
10 juillet 2012	M. GUIRAUD Andre	ENSAP-Bordeaux
10 juillet 2012	M. JOVET Florian	ENSAP-Bordeaux
10 juillet 2012	M. SALIN Hugo	ENSAP-Bordeaux
10 juillet 2012	M ^{me} YAYA Pamela	ENSAP-Bordeaux

Septembre 2012

10 septembre 2012	M ^{lle} ABAUZIT Méline	ENSA-Montpellier
10 septembre 2012	M ^{lle} ANDREAULT Céline	ENSA-Montpellier
10 septembre 2012	M ^{lle} COMTE Julia	ENSA-Montpellier
10 septembre 2012	M ^{lle} DELORME Anne-Sophie	ENSA-Montpellier
10 septembre 2012	M ^{lle} DROUOT Arielle	ENSA-Montpellier
10 septembre 2012	M. GALTE Steeve	ENSA-Montpellier
10 septembre 2012	M. RENARD Pierre Emmanuel	ENSA-Montpellier

Liste des architectes diplômés d'État ayant obtenu l'habilitation à l'exercice de la maîtrise d'œuvre en leur nom propre (Lot 12T).

Mai 2012

24 mai 2012	M. BOUILLON Nicolas	ENSA-Nancy
24 mai 2012	M ^{lle} CALLIES Delphine	ENSA-Nancy
24 mai 2012	M. GANDY Boris	ENSA-Nancy
24 mai 2012	M ^{lle} GREMILLET Laure	ENSA-Nancy
24 mai 2012	M. HENNRICH Mickaël	ENSA-Nancy
24 mai 2012	M ^{lle} LEPORT Noémie	ENSA-Nancy
24 mai 2012	M ^{lle} MAPELLI Manon	ENSA-Nancy
24 mai 2012	M ^{lle} MONNERET Amandine	ENSA-Nancy
24 mai 2012	M. PERRIN Jonathan	ENSA-Nancy
24 mai 2012	M ^{lle} PORNET Marie-Alizée	ENSA-Nancy
24 mai 2012	M ^{lle} TENETTE Marine	ENSA-Nancy
24 mai 2012	M ^{lle} THIERIOT Mélanie	ENSA-Nancy
25 mai 2012	M. BESSON Alexandre	ENSA-Nancy
25 mai 2012	M ^{lle} BLESCH Sabrina	ENSA-Nancy
25 mai 2012	M. MEHNEN Jonathan	ENSA-Nancy
25 mai 2012	M. NICOL Mathieu	ENSA-Nancy
25 mai 2012	M ^{lle} PEREZ Anne	ENSA-Nancy

25 mai 2012	M ^{lle} SCHER Céline	ENSA-Nancy
25 mai 2012	M ^{lle} SCHMITT Laura	ENSA-Nancy
25 mai 2012	M ^{lle} THILL Caroline	ENSA-Nancy
25 mai 2012	M. WITTMANN Guillaume	ENSA-Nancy

Juin 2012

29 juin 2012	M ^{lle} BERNHARDT Fanny	ENSA-Strasbourg
29 juin 2012	M ^{lle} BEYRATH Sophie	ENSA-Strasbourg
29 juin 2012	M ^{lle} DUPONT Elsa	ENSA-Strasbourg
29 juin 2012	M ^{lle} IMBS Marjolaine	ENSA-Strasbourg
29 juin 2012	M ^{lle} LORNET Delphine	ENSA-Strasbourg
29 juin 2012	M ^{lle} MINDEKOVA Emilia	ENSA-Strasbourg
29 juin 2012	M ^{lle} MOUGEY Marion	ENSA-Strasbourg
29 juin 2012	M. NGO Raphaël	ENSA-Strasbourg
29 juin 2012	M. OBERLE Sébastien	ENSA-Strasbourg
29 juin 2012	M ^{lle} ZHANG Chang	ENSA-Strasbourg

Juillet 2012

24 juillet 2012	M ^{lle} AUMEUNIER Anne-Lise	ENSA-Clermont-Ferrand
-----------------	--------------------------------------	-----------------------

Liste des élèves ayant obtenu le diplôme, au titre de l'année 2012, de restaurateur du patrimoine (diplôme conférant le grade de master à ses titulaires).

BASTARDOZ (Lise), option arts du feu
 BEAUGNON (Diane), option arts du feu
 CATILLON (Rémi), option mobilier
 CAZALS (Élise), option arts du feu
 CINQUALBRE (Marion), option arts graphiques et livre
 COLLY (Bénédicte), option peinture
 CONNORD (Aude), option sculpture
 COUVERT (Emmanuelle), option arts graphiques et livre
 CUYAUBERE (Claire), option arts du feu
 DE COURLON (Céline), option peinture
 DEHAUT (Élodie), option arts du feu
 DESMOND (Clémentine), option arts graphiques et livre
 DUQUEYROIX (Nadège), option arts graphiques et livre
 ELIE-LEFEBVRE née GAUDIN (Delphine), option mobilier
 FRAYSSE (Vilma), option sculpture
 GRAINDORGE LAMOUR (Jonathan), option mobilier
 LASCOURREGES (Pauline), option peinture
 MASSE (Émilie), option sculpture
 PLOTTU (Mélina), option arts textiles
 RIVOAL (Amaël), option peinture
 SACLEUX (Justine), option sculpture
 THIPHAVONG-KHAMHEUANG (Caroline), option mobilier

Bulletin officiel



Coupon d'abonnement (1)

Nom, prénom :
(ou service destinataire)

Pour un renouvellement, n° d'abonné :

Adresse complète :

Adresse de livraison (si différente) :

Téléphone :

Profession (2) :

Nombre d'abonnements souhaités : x 50 €= pour l'année

Date et signature (3).

(1) Le coupon et le règlement, établi à l'ordre du régisseur d'avances et de recettes du ministère de la Culture et de la Communication, sont à retourner au ministère de la Culture et de la Communication, SG, Bureau du fonctionnement des services, M^{me} Christine Sosson, 182, rue Saint-Honoré, 75033 Paris Cedex 1.

(2) S'il y a lieu, pour les particuliers.

(3) Pour les services, nom et qualités du souscripteur et griffe de l'établissement.